

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle
de la
Société Fouad Ier. d'Economie Politique, de Statistique et de Législation



JANVIER 1952

XIII^e ANNÉE

N^o 287

LE CAIRE

SOCIÉTÉ FOUAD I^{er}, D'ÉCONOMIE POLITIQUE, DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

La Société a été fondée en 1909 sous l'égide du très regretté Roi Fouad I^{er} dans une vue générale de porter le nom, son objet est de promouvoir les études et les recherches dans les domaines économiques, statistiques et juridiques.

Elle publie à présent un revue qui est à la quarante deuxième année de sa fondation et consacrée aux études sur de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la présentation des propositions étrangères et revues égyptiennes et étrangères dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: S.E. ABDEL HAMID BARRAWI PACHA, Ancien Ministre, Juge à la Cour Intégrale de Justice de la Haute.

Secrétaire Général: KAMEL MOHSEY PACHA, Ancien Ministre.

Secrétaire Général adjoint: S.E. HELMY SAHAGAT BARRAWI BEY, Sous-Directeur Général du Crédit Foncier Égyptien.

Troisième: S.E. MOHAMMED AMIN FIRKI BEY, Gouverneur Suppléant de la National Bank of Egypt.

Membres du Comité: S.E. AHMED ABBOUD PACHA, Président et Administrateur-Député de la Société Générale des Assurances et de la Raffinerie d'Égypte; S.E. AHMED KAMEL PACHA, Ancien Directeur Général de la Municipalité d'Alexandrie; S.E. ALY EL CHAMSI PACHA, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt; S.E. HAFEZ AFIFI PACHA, Chef de Cabinet de S.M. le Roi; S.E. SADEK HENKIN PACHA, Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Canal; S.E. SAÏF, MOUD CHOUKRI PACHA, Ancien Ministre; S.E. MOHAMMED HELMY ISSA PACHA, Ancien Ministre de la Justice; S.E. S. SIDA-BOUSS PACHA, Ancien ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Égypte à Washington; A.J. BOYE, Directeur de l'École Française de Droit; COMTE JEAN P. DE GRALLY, Ancien Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez; S.E. ABDEL FATEK ABDEL EL SANHOURY PACHA, Président du Conseil d'État; HON. MR. CYRIL CAMPBELL, Administrateur du Soudan; M. JACQUET, Conseiller Royal au Contrôleur de la Présidence du Conseil des Ministres; S.E. HASSAN MOUKETAB RASMI PACHA, Ancien Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances; S.E. ABDEL HAKIM EL HIFAI BEY, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances; S.E. HUSSEIN FARHY BEY, Ancien Ministre des Finances; S.E. ISMAÏEL HAYOUNI MADKOUR BEY, Sénateur; S.E. HANNY LALEANY BEY, Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes; S.E. ZAKI ABDEL MOHARAL BEY, Ministre des Finances; MR. A. KEITH BOYD K.C.E., C.M.C., Président et Administrateur Député de la Société Erida Dyers; et VINCENTOFF, Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Égyptien.

Secrétaire: Dr. IG. LEVI, Ancien Directeur Général de l'Administration de la Statistique, Membre titulaire de l'Institut International de Statistique.

Censeurs: Dr. STANISLAV A. DORSE et PAUL DESLANGET.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLIII ANNEE, JANVIER 1952, No. 267)

Prix P.T. 40

IMPRIMERIE MONDIALE
16, Rue Darik Saad
LE CAIRE, 1950

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories : les membres titulaires payant une cotisation de L.E. 1 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de L.E. 1 pour l'Égypte et le Soudan et 23 shillings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Égypte et 8 shillings et 12 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à « L'Égypte Contemporaine » devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boite Postale No. 712.

Siège : Le Caire, 16 Charch, El Maleka — Téléphone 52799

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGERES

ARTICLES

	Pages
Liste des Membres	1—XXXVIII
Dr. V. S. EL MOLLA. — Methods of Adjustment and International Equilibrium	1—37
Dr. WAHIB MESSIDA. — The Place of Keynes in Economic Thinking	39—45

ACTUALITES

Analyses et comptes rendus. — GIORGIO MORTARA : Durée de la vie économiquement active suivant la mortalité par Dr. I. G. LEVI — NELSON A. ROCKEFELLER : L'élargissement des frontières de l'aide nationale, par Dr. I. G. LEVI	47—64
Ouvrages reçus, quatrième trimestre 1951	65—66
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères	67—75
Législation économique et financière, quatrième trimestre 1951	75—86
Tableaux statistiques	87—110

EN LANGUE ARABE

ARTICLES

Dr. V. S. EL MOLLA. — Methods of Adjustment and International Equilibrium (Résumé)	1—6
Dr. AHMED ABOU ISMAIL. — Le Bilan Financier de l'exploitation par le Gouvernement des chemins de fer de l'Etat	9—20
MOHAMED ABDEL HAMID EL SOKKARE. — Le Revers Agricole du Paysan Egyptien durant l'année 1957	27—42

ACTUALITES

Législation économique et financière	43—78
---	-------



LISTE DES MEMBRES

Les Membres dont les adresses ne sont pas exactement indiquées sur la liste suivante sont priés d'en informer le Secrétaire de la Société (Chareh El-Maleka, No. 16). Ceux dont les adresses ne sont pas suivies du nom de la ville résident au Caire.

No.
d'ins-
cription

MEMBRES DONATEURS

- 326 AHMED ABOUD PACHA, *Président du Conseil d'Administration de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Égypte*, B.P. No. 2051.
- 314 ALEXANDRIA NAVIGATION COMPANY (THE), B.P. No. 82 (Alexandrie).
- 102 APPEL (EMMANUEL), *Président de la Smelting Co. (Egypt)*, S.A.E., Boîte Postale No. 1898.
- 338 BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN EGYPTE, Rue Kasr-el-Nil, No. 45.
- 337 BANQUE MISR, Rue Enasr-el-Dine, No. 18.
- 278 BANQUE OTTOMANE, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha.
- 389 BANQUE K.A. ZILKHA, Rue El Sultan El Sabeh, Hamzaoui, P.O. Bag.
- 262 BEIDA DYERS, S.A.E., Rue Kasr-el-Nil, No. 17, P.O.B. No. 18.
- 199 CAIRO ELECTRIC RAILWAYS AND HELIOPOLIS OASES COMPANY LTD., Boulevard Abous, Héliopolis.
- 260 COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ, Rue Lazogh, No. 6, Kasr-el-Doubara ; B.P. No. 2102.
- 231 COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, Rue Chérif Pacha, No. 11 ; B.P. No. 992 (Alexandrie).
- 349 GOZZIKA ET GIE (P.), Rue Soliman Pacha, No. 26.

- No.
d'ins-
cription
- 289 CREDIT AGRICOLE ET COOPERATIF, S.A.E., Rue Gan-
nesh Charkass.
- 223 CREDIT FONCIER EGYPTIEN, Rue Abdel Khalek
Sarwat Pacha, No. 14 ; B.P. No. 141.
- 244 CREDIT LYONNAIS, Rue Chérif Pacha, No. 4 (Alexan-
drie).
- 286 DELTA TRADING COMPANY, Rue Ibn el Rashid, No. 44
Guetiret Badran.
- 35 EGYPTIAN COPPER WORKS, S.A.E., P.O. Bag, Bucos
(Ramleh).
- 434 EGYPTIAN GENERAL OMNIBUS CY, S.A.E., Rue Kasr-
el-Nil, No. 22 ; B.P. No. 717.
- 363 EGYPTIAN HOTELS LTD., Shepherd's Hotel.
- 225 EGYPTIAN PRODUCE TRADING CY, S.A.E., Rue Néhi
Daniel (Alexandrie).
- 259 EGYPTIAN SALT AND SODA COMPANY, Rue Fouad 1er.,
No. 1 (Alexandrie).
- 235 ELECTRIC LIGHT AND POWER SUPPLY, Rue Husain el-
Dekka, No. 15.
- 245 EMILIO LEVI ET Co., Rue Abdel Monem, No. 73 (Ale-
xandrie).
- 245 ETABLISSEMENTS OROSDI BACK, B.P. No. 337.
- 212 FILATURE NATIONALE D'EGYPTE, B.P. No. 169 (Ale-
xandrie).
- 156 GRANDS MAGASINS CICUREL, S.A.E., Rue Fouad 1er.,
No. 3.
- 301 LAND BANK OF EGYPT, Rue Toussoun Pacha, No. 6 ;
B.P. 614 (Alexandrie).

- | Nos
d'ins-
criptions | |
|----------------------------|---|
| 134 | MARCONI-RADIO TELEGRAPH CY. OF EGYPT S.A.E.,
Rue Eloni, No. 5. |
| 136 | MOHAMED AHMED PARGHALI PACHA (S.E.), B.P.
No. 294 (Alexandrie). |
| 137 | MOHAMED SAYED YASSINE BEY, Rue Kasr-el-Nil,
No. 34. |
| 134 | NATIONAL BANK OF EGYPT, Rue Kasr-el-Nil. |
| 138 | PHARAONIC MAIL LINE (THE), S.A.E., Rue Chérif Pa-
chin, No. 26. |
| 132 | S. et S. SEDNAOUI Co. Ltd., Midan El Khazindar. |
| 87 | SOCIETE ANONYME EGYPTIENNE D'ASSURANCES
"AL CHARR", Place Soliman Pacha, No. 2. |
| 54 | SOCIETE ANONYME DE NETTOYAGE ET PRESSAGE
DE COTON, B.P. No. 1833 (Alexandrie). |
| 293 | SOCIETE ANONYME DES EAUX DU CAIRE, Rue Fouad
al-Terza el-Boulakieh : B.P. No. 55. |
| 392 | SOCIETE ANONYME DES TRAMWAYS DU CAIRE, Bou-
levard Maspéro : B.P. No. 214. |
| 202 | SOCIETE ANONYME DE WADI KOM OMBU, Rue Cheikh
Aboul-Sehan, No. 17 : B.P. No. 738. |
| 86 | SOCIETE D'AVANCES COMMERCIALES, Rue Abdel Kha-
lek Sarwat Pacha, No. 47. |
| 101 | SOCIETE DE CIMENT PORTLAND DE HELOUAN, Rue
Fouad Ier, No. 21. |
| 162 | SOCIETE EGYPTIENNE DE CIMENT PORTLAND
TOURAH, Tourah. |
| 419 | SOCIETE FINANCIERE ET INDUSTRIELLE D'EGYPTE,
Avenue Fouad Ier, No. 2. (Alexandrie). |
| 154 | SOCIETE GENERALE DES SUCRERIES ET DE LA RAF-
FINERIE D'EGYPTE, Rue Cheikh Aboul-Sehan, No. 12 :
B.P. 769. |

No.
d'ins-
cription

- 174 SOCIÉTÉ MISR POUR LA FILATURE ET LE TISSAGE DE COTON (Mehalla el-Kobra),
- 473 SOCIÉTÉ NATIONALE DU PAPIER, Rue Adly Pacha, No. 19.
- 387 SOCIÉTÉ ROYALE D'AGRICULTURE, B.P. No. 63, Guizeh.
- 113 TRACTOR AND ENGINEERING COMPANY, S.A.E., B.P. No. 366.
- 26 UNITED EGYPTIAN NILE TRANSPORT CO., Rue Adly Pacha, No. 4.
- 336 USINES TEXTILES « AL KAHIRA », Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.

MEMBRES HONORAIRES

- 109 LINANT DE BELLEFONDS (MAURICE), *Ancien Secrétaire Général de la Société Foudat ter d'Economie Politique, de Statistique et de Législation* ; Rue Ahmed Hechmat Pasha No. 9, Zamalek.
- 30 WATHELET (JULES), *Ancien Secrétaire Général de la Société Foudat ter, d'Economie Politique, de Statistique et de Législation*, Avenue Léo Errera, No. 32 (Bruxelles).

MEMBRES TITULAIRES

- 384 ABADIR (ALFRED), *Auditor in the State Audit*, Rue Maglis el Nowah No. 17, Haret Sabet, Abdine.
- 449 ABAZA PACHA (S.E. FOUAD), *Directeur Général de la Société Royale d'Agriculture* ; B.P. No. 63, Guizeh.
- 317 ABAZA BEY (S.E. OSMAN ZAKI), *Sous Secrétaire d'Etat, Ministère des Finances*.
- 120 ABBAS SID AHMED PACHA (S.E.), *Ancien Directeur de l'Administration Générale au Ministère de l'Intérieur*, Rue Hassan Pacha Sabry, No. 28, Zamalek.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 226 | ABDALLAH KISHK BEY, <i>Conseiller Royal</i> , Rue El Mou-
tanabhi No 3, Koubbelt Gardens. |
| 301 | ABD EL-AZIZ BIBLAOUI BEY, <i>Conseiller d'Etat</i> , Rue
Izzet Pacha, No. 5, Matarieh. |
| 475 | ABD EL AZIZ MEHANNA BEY, <i>Professeur à la Faculté de
Commerce Université Foad ter</i> , Rue Amin El Rafés Bey
No. 26, Guizeh. |
| 28 | ABD EL-FATTAH EL-SAYED BEY, <i>Ancien Président de la
Cour de Cassation</i> , Rue Omar Ebn el Khattab No. 9, Hé-
liopolis. |
| 369 | ABD EL-HAKIM FARRAG BEY, <i>Conseiller d'Etat</i> , Rue
Maamal el Sokkar No. 9, Garden City. |
| 318 | ABD EL-HAKIM EL-RIFAI BEY, <i>Docteur en droit, Sous-
Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances</i> , Rue Habacha,
No. 4, Guizeh. |
| 544 | ABD EL-HAKIM ELZAERI, <i>Avocat</i> , Rue Eïd el Guindi
No. 6, (Beni Souef). |
| 395 | ABD EL-HAMID BADAWI PACHA (S.E.), <i>Ancien Mi-
nistre des Affaires Etrangères, Juge à la Cour Internationale
de la Haye</i> , Rue Nubar No. 8, Héliopolis. |
| 82 | ABD EL HAMID HASSAN BEY, <i>Sous-Secrétaire d'Etat au
Ministère du Commerce et de l'Industrie</i> , Rue Boutros Pacha
Ghali No. 6, Héliopolis. |
| 393 | ABDEL HAMID ROUSTOUM BEY, <i>Juge</i> , Rue el-Bergass
No. 3, Garden City. |
| 516 | ABDEL KADER MAHGOUB, <i>Cie Universelle du Canal Ma-
ritime de Suez</i> , Port-Fouad. |
| 41 | ABD EL-LATIF HUSSEIN, <i>Doyen de la Faculté de Com-
merce Université Ibrahim</i> , Rue Menouf No. 2, Héliopolis. |

- No.
6108-
cription
- 490 ABDEL LATIF MOHAMED SADEK, *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 11.
- 773 ABDEL MARSUD AHMED PACHA (S.E.), *Président, Administrateur Délégué de la Banque Misr*, Kabet Sariakous, Kalioubieh.
- 297 ABD EL-MALEK (ALBERT A.), *Manouvrier des Impôts, Administration de Tantah*, Tantah.
- 199 ABDEL MALEK (ANTOINE), *Avocat*, Rue Fouad 1er. No. 21.
- 294 ABD EL-MALEK (MENES), *Docteur en Droit, Professeur d'Economie Politique à l'Institut Supérieur de Commerce*, Rue Senan Pacha No. 13, Zeitoun.
- 145 ABDEL MEGUID EL CHARKAOUI, *Avocat*, Rue Soliman Pacha No. 45.
- 287 ABDEL MONEIM ABDEL AZIZ EL GAMMAL BEY, Rue el Mansour Mohamed No. 10, Zamalek.
- 480 ABDEL MONEIM AHMED MOHAMED EL-BANNA (Dr.) *Lecturer in Economics, Faculty of Commerce, Faisal 1st University*, Rue El Roda No. 33.
- 73 ABDEL MONEIM EL TANAMLI, *Docteur en droit, Directeur du Bureau Technique du Ministère de l'Economie Nationale*, Rue Kasr el Aini, No. 68.
- 146 ABDEL MONEIM KAISSOUNI, (Dr.), *Directeur adjoint de la Section des Recherches Economiques de la National Bank of Egypt*.
- 443 ABDEL-MOTI KHAYYAL BEY, *Conseiller à la Cour de Cassation*, Sekkel el Fadak No. 1, Zamalek.
- 68 ABD EL-RAHIM GHONEIM BEY, *Procureur Général près la Haute Cour*, Rue Fouad 1er.
- 163 ABDEL RAHMAN EL-RAFEI BEY, *Sénateur*, Rue Adly Pacha, No. 21.
- 92 ABD EL-RAZZAK AHMED EL-SANHOURY PACHA (S.E.), *Président du Conseil d'Etat*, Rue Aly Chawrawi Pacha No. 7, Koubbeh Gardens.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 457 | ABD EL-RAHMAN NOUR, <i>Avocat</i> , Rue Rifaa, No. 6, Guizeli. |
| 467 | ABDEL SALAM EL NAHAS BEY (S.E.), <i>Président de la Cour des Fonctionnaires de l'Etat</i> , Rue Helmieli No. 8, Héliopolis. |
| 102 | ADDOU KAMEL SIDKY, <i>Avocat</i> , Rue el Teatro, No. 7. |
| 43 | ABET (G.), <i>Avocat</i> , Rue Soliman Pacha, No. 14. |
| 599 | ABOHA (JOSEPH), Rue Heclimat Pacha No. 28, Zamalek. |
| 351 | ABOUL FETOUH BEY (ISMAIL), <i>Conseiller à la Cour d'Appel de Mansourah</i> , Rue Ismail Aboul Fetouh No. 18, Guiza. |
| 423 | ABOU STEIT HECHMAT, <i>Vice-Doyen de la Faculté de Droit</i> , Rue Saluli, No. 7, Guizeli-Branch. |
| 380 | ADDA (JOSEPH D.), Rue Adib No. 7, (Alexandrie). |
| 140 | ADDA (RENE), <i>Avocat</i> , Rue Fouad 1er, No. 130, Zamalek. |
| 24 | ADEL AMER, <i>Ambassade Royale d'Egypte</i> , Avenue d'Iena No. 36, Paris (XVIe). |
| 406 | ADEL MOHAMED ALLOUBA, <i>Avocat</i> , Rue Chérif Pacha No. 42. |
| 535 | ADES (CLEMENT N.), Rue Ismail Pacha, No. 20, Garden City, B.P. No. 347. |
| 430 | ADLER (RICHARD), <i>c/o Berthling and Co.</i> , P.O.B. No. 370 (Alexandrie). |
| 257 | AFIFI (TAHA), <i>Expert Fiscal</i> , Rue Gare du Caire No. 3 (Alexandrie). |
| 271 | AGHAZARM JACQUES), <i>Avocat</i> , Rue el-Adel Abou Bakr No. 8, Zamalek. |
| 320 | AHMED ABDEL GAPPAR PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Rue Fouad 1er No. 30, Médi. |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 393 | AHMED ABU ISMAIL (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad 1er.</i> |
| 253 | AHMED ALY PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre, Rue el-Madrassa, No. 2, Mosouira.</i> |
| 27 | AHMED DIMIRDASH TOUNI, <i>Inspecteur de l'Administration de Coopération, Palais de Koubbeh.</i> |
| 344 | AHMED CHOUKRY EL HAKIM, <i>Secrétaire Général de la Société Misr d'Assurances, Rue Kasr el-Nil, No. 43.</i> |
| 142 | AHMED ENAN, <i>Directeur Général adjoint de la Société Misr d'Assurances, Rue Kasr el-Nil, No. 43.</i> |
| 570 | AHMED ESMAT BEY (S.E.), <i>Rue Ibrahim Pacha No. 9, Garden City.</i> |
| 191 | AHMED ESMET ABDEL MAGID, <i>Attaché au Ministère des Affaires Etrangères.</i> |
| 380 | AHMED HASSAN PACHA (S.E.), <i>Président de la Cour de Cassation.</i> |
| 494 | AHMED HELMY PACHA, <i>vice-Président de la Cour de Cassation, Rue el Nil No. 37, Roda, Guimh.</i> |
| 468 | AHMED HUSSEIN, <i>Avocat, Rue Darik Saad, No. 16.</i> |
| 557 | AHMED KAMEL PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre, Rue Khédive Ismail, No. 174.</i> |
| 345 | AHMED LOUTFI EL-SAYED PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre, Rue Nubar, No. 3, Héliopolis.</i> |
| 200 | AHMED MAHMOUD FAHMY, <i>Délégué au Conseil d'Etat, Rue du Parlement No. 32.</i> |
| 341 | AHMED MAMDOUH MOURSI BEY, <i>Dirrecteur de la Société An. Egyptienne d'Assurances « Al Charik », Rue Kasr el Nil No. 15.</i> |
| 220 | AHMED MIDHAT, <i>Avocat, Rue Chérif Pacha No. 44.</i> |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 81 | AHMED MOHAMMED HILAHIM PACHA (Dr.), <i>Président de la Cour des Comptes</i> , Rue el Malek el Afdal, No. 3, Zamalek. |
| 100 | AHMED MOHAMMED KHACHABA PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Méadi. |
| 127 | AHMED MOUSSA (Dr.), <i>Counsellor adjoint au Conseil d'Etat</i> , Rue Koudbeh, No. 20, Héliopolis. |
| 443 | AHMED NAGUIB EL HILALY PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Rue No. 11, Inam, No. 25, Méadi. |
| 221 | AHMED NAZMY ABD EL-HAMID BEY, <i>Docteur en droit</i> , Rue el Charq, No. 1, Kasr el Doubara. |
| 425 | AHMED RAMZY BEY, <i>Directeur Général du Département de l'Economie Internationale, Ministère de l'Economie Nationale</i> . |
| 232 | AHMED RASHEED BEY, <i>Juge</i> , San Stefano, Ramleh. |
| 361 | AHMED ROUCHDY, Charch El Maleka, No. 180. |
| 394 | AHMED SAFWAT PACHA (S.E.), Rue No. 81, Villa No. 19, Méadi. |
| 600 | AHMED SAID DEWEDAR, Rue Sedky Pacha, No. 11, El Agouza, Dokki. |
| 795 | AHMED ZAKI ABOUL NASR, <i>Direction Générale des Recherches Economiques et Financières, Ministère des Finances</i> . |
| 40 | AHMED ZAKI MOUSSA HAYKAL, <i>Expert Comptable Banque Misr, Dawaween</i> . |
| 193 | ALLAM MOHAMMED BEY, <i>Directeur Général du Crédit Hypothécaire d'Egypte</i> , Rue Gameh Charkass, No. 11. |
| 512 | ALY AYOUB BEY, <i>Avocat</i> , Rue Soliman Pacha, No. 42. |
| 178 | ALY EL-CHAMSI PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt</i> . |

No.
d'ins-
cription.

- 493 ALY EL-HAMAMSY BEY, *Maître des Cérémonies de S.M. le Roi*, Palais d'Abdine.
- 560 ALY EL KHOCHKHANY, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 28.
- 197 ALY HEIDAR HEGAZI PACHA (S.E.), *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Menouf, No. 3, Héliopolis.
- 218 ALY HUSSEIN EL CHALAKANI, *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 14.
- 563 ALY KABIL, Rue Mammalek Bahria No. 11, Rodah.
- 57 ALY MOHAMMED ALLOUBA BEY, Rue Allouba, Pyramides.
- 284 ALY MOHAMMED BADAWI BEY, *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Kasr el Nil, No. 22.
- 476 ALY TEWFIK HAGGAG, *Directeur des Recherches Techniques, Statistique Générale de l'Etat*.
- 358 ALY ZAKI EL-ORABI PACHA (S.E.), *Président du Sénat*, Midan Abdel Moneim, Guizeh.
- 703 AMBACHE (S.), *Administrateur Egyptian General Supply Co.*, Rue El Falaki No. 63, B.P. No. 398.
- 498 AMIN ABDEL MALEK BOTROS, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 15.
- 586 ANCONA (ISAAC), *Expert Syndic*, Rue Chawarby, No. 2, B.P. No. 546.
- 177 ANDRAOS BEY (ADLY), *Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Egypte et du Soudan, à Athènes*.
- 590 ANUAR BAKIR, *Docteur en Droit, Directeur du Bureau Technique à l'Administration des Postes*, Chareh El Maleka, No. 216.
- 352 ARDITI (CHARLES), *Industriel*, Rue Zarak, No. 2, Sahel Rod el Farag, Boîte Postale No. 80.

- No.
d'ins-
criptions
- 65 AREF ZAHER, *Sous-Directeur du Département Economique de la Ligue des Etats Arabes*, Rue Youssef El Guindi No. 18.
- 168 ARIDA BEY (FOUAD), *Rue Aly Fakhri, No. 6, Saba Pacha, (Alexandrie).*
- 183 ASPAR (GABRIEL), *Avocat, Rue Kass-el-Nil, No. 34.*
- 545 ATALLA (KHALIL), *Avocat, Rue Bashler, No. 1.*
- 448 AUTRAND (LOUIS), *Rue Nahalat No. 14, Garden City.*
- 213 AWAD PACHA (S.E. ELIAS), *Avocat, Rue Mohamed Mazhar Pacha, No. 13, Zamalek.*
- 466 AWAD NAGUIB, *Avocat, Rue Sarwat Pacha, No. 42.*
- 300 AYOUB BEY (CHARLES), *Ancien Conseiller Royal, Rue Norouzzos, No. 15 (Alexandrie).*
- 504 AZIZ (PHILIPPE), *Avocat, Rue Seif el-Dine el-Mahrani, Faggala, No. 10.*
- 33 BAHARI (TEWFIK), *Directeur de la Sidi Saleem Company, Rue de la Banque Misr, No. 1.*
- 107 BARCHMANN (LEON), *Avocat, Rue Sarwat Pacha, No. 13.*
- 220 BARCHLON (HENRI), *Ingénieur, Administrateur Directeur de la Société Siegwart, Maassarak, Rue Salamlek No. 32, Garden City.*
- 217 BARRADA BEY (AHMED NAGUIB), *Avocat, Mishan El Gamea, Guizelt.*
- 259 BARSOUËM (ADEL), *Rue Baron Empain, No. 18, Héliopolis.*
- 360 BASRI (ELIE), *Avocat, Rue Adly Pacha, No. 16.*
- 362 BECHIR EL KUTB, *Attaché à la Ligue des Etats Arabes, Rue Youssef el-Guindi, No. 18.*
- 485 BEMPECHAT (RAYMOND), *Cairo Electric Railways and Héliopolis Oases Company, Héliopolis.*

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 454 | BERESSI (VICTOR), <i>Agent de Change, Invent. "Automobile"</i> , Rue Ghérif Pacha, No. 26. |
| 352 | BESSO (JOSEPH M.), <i>Administrateur de Sociétés</i> , Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1288. |
| 123 | BITTAR (ANDRÉ), <i>Société Égyptienne des Constructions Modernes "Al Chous"</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 16. |
| 395 | BITAR (Dr. IBRAHIM), Rue Kasr el Ali, No. 33, Garden City. |
| 334 | BONVOISIN (EMM.), <i>Docteur en Droit, Directeur Général de la Banque Belge et Internationale en Égypte</i> , Rue Kasr el Nil, No. 43. |
| 453 | BOULAD (GEORGES), <i>Président de l'Institut Égyptien d'Actuariat et Statistique</i> , Avenue Fouad 1er., No. 33. |
| 249 | BOUTROS ELIAS AWAD, <i>Docteur en Droit</i> , Rue El An-Ikhana, No. 26. |
| 257 | BOYE (A.J.), <i>Directeur de l'Institut des Hautes-Études Françaises en Égypte</i> , Rue Mounira. |
| 67 | BRAUN (FERNAND), <i>Avocat</i> , Avenue de la Grande Armée, No. 14 (Paris). |
| 261 | BUSSARD (EUGÈNE), Rue Soliman Pacha. |
| 531 | CAMPBELL (HON. SIR CECIL), K.B.E. C.M.G., Shell House, Midan Tewfik. |
| 274 | CASSIS BEY (JOSEPH), <i>Ancien Conseiller Royal</i> , Avenue Mohamed Aly, No. 17, Héliopolis. |
| 306 | CASULLI (M.S.), <i>Négociant</i> , B.P. No. 1498 (Alexandrie). |
| 347 | CATAFAGO (EDOUARD), <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha, No. 24. |
| 349 | CATTANI BEY (ASLAN), <i>Séateur</i> , Rue Ibrahim Pacha Naguib, No. 8, Garden City. |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 329 | CATTAUI (RAYMOND), Rue Saraya-El Gezira No. 24, Zamalek. |
| 404 | CATTAUI BEY (BENE), <i>Administrateur-Délégué de la Société Anonyme de Wadi Koum Omba</i> , B.P. No. 738. |
| 384 | CATZ (Dr. ANDRE), <i>Avocat</i> , Rue Tewfik No. 14. |
| 380 | CEYSENS (ALBERT), <i>Directeur Général de la Société Générale des Sucreries</i> . |
| 82 | CHAKER (J.H.), <i>Directeur pour l'Égypte et la Palestine de la Cie. Internationale des Wagons-Lits</i> , Rue Mohamed Mazhar Pacha, No. 20, Zamalek. |
| 398 | CHALOM BEY, (RUDOLPH), <i>Avocat</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 17, B.P. No. 70. |
| 346 | CHAMLEY (PAUL), <i>Professeur à l'École Française de Droit</i> , Rue Mounira. |
| 368 | CHAMMAH (J.R.), <i>Avocat</i> , Rue Saroit Pacha, No. 27. |
| 410 | CHAUDET (GUSTAVE), <i>Docteur en Droit, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Suisse</i> , Rue Mohamed Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek. |
| 454 | CHAWKY WAHBI, <i>Avocat</i> , Rue Fouad 1er, No. 57, B.P. No. 1192. |
| 343 | CHEHATA (TEWFIK), <i>Docteur en Droit, Professeur à la Faculté de Droit</i> , Rue Bouslan el Maksi, No. 10. |
| 399 | CHEVALIER (MAURICE), Rue Shagarot el Dor, No. 5, Zamalek. |
| 447 | CHINIARA (KHALIL), <i>Avocat</i> , Rue Salah el Dine, No. 68, Héliopolis. |
| 119 | CHOUHAYEB (ABDEL LATIF), <i>Conseiller au Comptoir National d'Escompte de Paris</i> , Rue Adly Pacha, No. 21. |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 38 | CHRISTOPHIDES (MICHEL), <i>Docteur en Droit, Contenc-
tieux du Crédit Foncier Egyptien</i> , Rue Antikhana, No. 15. |
| 308 | CIGUREL (CLEMENT), <i>Négociant</i> , Charch El Guézira No.
19, Zamalek. |
| 350 | COHEN (ELIE MAURICE), Rue Gamah el Agourza, No. 4,
Dokki. |
| 307 | COCHTI (L.), Rue Soliman Pacha No. 1, Boite Postale
No. 1120. |
| 22 | COTTAN (EMILE), <i>Avocat, Fondé de Pommiers et Chef du
Contentieux du Crédit Foncier Egyptien</i> , Imm. Al Ghams,
Midan Kasr el-Doubara. |
| 71 | CRANSHOFF (MARCEL), <i>Directeur pour le Moyen-Orient
des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi</i> ,
Rue Falaki, No. 37. |
| 365 | CURIAT (Dr. MAURICE), Rue Sarwat Pacha, No. 33. |
| 337 | CURIEL (HENRI), Rue Charwarby Pacha, No. 6. |
| 128 | CURIEL (SAMUEL), <i>Ingénieur-architecte</i> , Rue No. 18,
Méadi. |
| 29 | DAOUD FODA (H.A.), Rue Khalil Agha, No. 6, Garden City. |
| 407 | DARIAN (GEORGES L.), <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha, No. 16. |
| 323 | DAVEZAC (G.), <i>Ingénieur, Directeur du Crédit Lyonnais
(Alexandrie)</i> . |
| 194 | DEBBAS (MICHEL E.), <i>Avocat</i> , Rue Farouk 1er, No. 10,
Gizeh. |
| 301 | DEBENEY (F.), <i>Ingénieur</i> , Rue Saray-Guézira, No. 18. |
| 181 | DEBONO (RENE), Rue Clérid, No. 5. |

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|---|
| 142 | DELANY (W.B.), <i>Administrateur de Sociétés</i> , Rue Gabalaiah, No. 9, Zamalek. |
| 109 | DELAVOR BEY (M.A.), Rue Borsa, No. 6, Tewfikieh. |
| 170 | DELEUDA (ALBERT), <i>Avocat</i> , Rue Baehler, No. 2. |
| 131 | DEMANGET (PAUL), <i>Expert-Syndic</i> , Rue El Falaki, No. 44. |
| 64 | DICHY (LEON), <i>Sous-Directeur Général, Affaires Financières et Economiques, Ministère des Finances</i> , Rue El-Falaki, No. 46. |
| 75 | DICHY BEY (M.E.), <i>Directeur Général Adjoint de la Société des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte</i> . |
| 130 | DJILADJIAN (ANTOINE), Rue Cathani Bey, No. 3. |
| 35 | DORRA (ALBERT), <i>Ingénieur-Conseil, Conseiller Technique de la Fédération Egyptienne des Industries</i> , Rue Garsa, No. 27, Bulkeley (Ramléh). |
| 129 | DOSS (ISCLANDAR A.), <i>Docteur en Droit, Docteur en sciences économiques, Avocat</i> , Rue Talaat Harb Pacha, No. 8. |
| 307 | DRAKIDIS (PHILIPPE), <i>Docteur en Droit</i> , Rue Emir Said, No. 21, Zamalek. |
| 170 | EBENRECHT (G.), Rue Maarouf, No. 2, Boite Postale No. 1378. |
| 137 | ECHKINASY (GABRIEL), <i>Avocat</i> , Rue Eloni, No. 12. |
| 91 | ECONOMIDES (JEAN), <i>Fondé de Pouvoirs au Crédit Foncier Egyptien</i> . |
| 534 | EDREI (RAYMOND), Rue Young, No. 2 (Alexandrie). |
| 343 | ELIAS (ALEXANDRE), <i>Avocat</i> , Rue Anga Hanem, No. 3, Choubra. |

500.
d'ins-
cription.
459. EL-MASRY PACHA (S.E. HABIB H.), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Ramsès, No. 17, Héliopolis.
462. EL SAID HABIB, *Contrôleur au Département de l'Economie Internationale, Ministère de l'Economie Nationale*.
418. EL SAID MOSTAFA EL-SAID BEY, *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Fouad Ier*, (Alexandrie).
377. EL SAWY ABD EL-RAHMAN BEY, Rue Balgat Pacha Abou Aly, No. 8, Zamalek.
381. EL SAYED AHMED ZANDOU, *Sous-Contrôleur à la Cour des Comptes*, Rue Gamel Charkass, No. 18.
322. EMAN (ANDRE), *Docteur en Droit*, Avenue Guézireh, No. 6.
329. EMARY BEY (S.E. ABD EL GUEILIL EL), *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*, Rue Menès No. 12, Héliopolis.
218. FAHMI BADAOUH, *Avocat*, Rue de Thèbes No. 136 (Sporting).
59. FAHMY SAAD SALEM BANOUR, *National Bank of Egypt*.
288. FANOUS (LOUIS), *Sénateur*, Rue El Daranally, No. 11.
599. FARAH ANDRAOS, *Avocat*, Rue Ibrahim Pacha, No. 19.
577. FARAHAT (RAOUL), *Expert Comptable, c/o Russell et Co.*, Boîte Postale No. 443.
246. FARID ANTOUN, *Avocat*, Rue Marouf, No. 2.
286. FAROUK MOHAMED RADAWI EL BIALI, *Avocat*, Abou Sir, Markaz Samainoul (Gharbiéh).
206. FATHY RIFAAH BEY, Rue Fouad Ier, No. 12, Méadi.
269. FAWZI ALY OSMAN, Rue Ternat el Galal No. 32, Kouthbeh Gardens.
376. FELDMANN BEY (ISIDORE), Rue Adly Pacha, No. 19.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 294 | FISCHER (M.), <i>Publiciste</i> , Rue Sarwat Pacha No. 18, B.P. No. 508. |
| 318 | FOA (S.), <i>Docteur en-Sciences économiques</i> , Rue Mahmoud Sialky Pacha, No. 12, B.P. No. 1805. |
| 368 | FORTE (ALBERT N.), <i>Docteur en Droit, Chef du Contentieux, National Bank of Egypt</i> . |
| 439 | FOUAD SALEH, <i>Délégué au Conseil d'Etat</i> , Chareh El Malek No. 132, Koutbeh Gardens. |
| 572 | FOUAD SULTAN BEY, <i>Sénateur</i> , Rue Youssaf Mossari, No. 15- Guizeli. |
| 113 | FRANCIS (ALEXANDRE), <i>Substitut au Contentieux de l'Etat</i> , Rue El Malek, No. 1. |
| 331 | FRESCO (HENRY J.), <i>Architecte</i> , Rue Talant Harb Pacha, No. 6. |
| 112 | GALAL HUSSEIN BEY, <i>Administrateur de la Central Navigation Company</i> , Rue Rodah, No. 12. |
| 187 | GAMAL MAHMOUD NAGUIB, <i>Sénateur, Ministère des Affaires Etrangères</i> . |
| 204 | GAMIL EL SABBAN, <i>Ingénieur-Agronome, Secrétaire de la Fédération Egyptienne des Industries</i> , Rue Gueziret Badran No. 12, Choubra. |
| 306 | GARBUA (MAURICE), <i>Ingénieur-Agronome</i> , Midan Soliman Pacha, No. 1. |
| 374 | GASCHE (L.), <i>Président du Conseil d'Administration de la Filature Nationale d'Egypte</i> , B.P. No. 119, (Alexandrie). |
| 210 | GHALI BEY (BOÛTROS M.), Rue Walda Pacha, No. 11. |
| 444 | GHALI (WAHIB), Rue Mousky. |
| 330 | GHARIB EL GAMMAL, Rue Tanis No. 209, Sporting, (Alexandrie). |

- No.
d'ins-
cription
- 553 GOBRAN (AZER), *Avocat*, (Assiout).
- 334 GOBRAN (SAMY AZER), *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 21.
- 270 GOEMANS (HENK), *Conseiller Commercial*, *Légation Royale des Pays-Bas*, Rue Kamel Mohamed No. 11, Zamalek.
- 203 GOGANIAN (A.), Rue Bahgat Aly Pacha No. 7, Zamalek, Boite Postale No. 211.
- 414 GORRA (PIERRE), Rue Aly Pacha Zulficar, No. 18, Moustapha Pacha, (Hamleh).
- 99 GRAILLY (COMTE JEAN PHILIPPE DE), *Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez*, B.P. No. 2122.
- 23 GRECO (OSCAR), *Administrateur-Délégué de la Société «Fibres Textiles»*, B.P. No. 2106 (Alexandrie).
- 69 GUIRGUIS YACCOUB, *Premier Attaché à l'Administration Judiciaire de la Ligue des Etats Arabes*, Rue Yousof El Guindi No. 18.
- 491 HABACHI PACHA (S.E. Sabu), *Ancien Ministre*, Charch El Malek No. 131, Koubbelt Gardens.
- 37 HABASHY (MOUNIR), *Directeur à l'Administration du Tourisme*, Rue Salehdar, No. 3, Héliopolis.
- 542 HABIF (MARC), Charch El Maleka, No. 182.
- 146 HADDAD BEY (PROFESSEUR SELIM AMIN), Rue Gamseh Charkass, No. 32.
- 532 HAFEZ AFIFI PACHA (S.E.), *Chef du Cabinet de S.M. le Roi*, Rue El Malek, Koubbelt Gardens.
- 488 HAGGAR (GEORGES), *Avocat*, Rue Emad el Dine No. 9.
- 312 HAIM HENRI, *Administrateur-Délégué de la Société Orientale de Publicité*.

- | No.
d'ins-
criptions | |
|----------------------------|--|
| 329 | HAKKI (MOUSSA), <i>Sous-Directeur Général des Studios Mixt</i> , Rue des Pyramides, Guizéh. |
| 336 | HAKIM (M.S.), <i>Sous-Directeur du Service de la Statistique et des Recherches Economiques, au Crédit Agricole et Coopératif</i> , Rue Hawayali, No. 28. |
| 324 | HAMADA EL NAHEL, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil No. 34. |
| 106 | HAMED ASSAAD ASHOUR, <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha No. 9. |
| 104 | HAMED SULTAN (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Droit</i> , Rue Salah el Dine, Imm. Wadie Saad, Zamalek. |
| 215 | HAMED ZAKI PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Rue Sarwat Pacha No. 33. |
| 337 | HANAFI ABOUD, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil No. 22. |
| 303 | HANKI BEY (AZIZ), <i>Avocat</i> , Midan Moustapha Pacha-Kamel, No. 3. |
| 304 | HAROUN CHEHATA, <i>Avocat</i> , Rue Youssef El Guindi, No. 17. |
| 13 | HASSAN ALY ALLOUBA BEY, Rue Menès, No. 3, Hé-
liopolis. |
| 313 | HASSANEIN RIPAAT MOHAMED HASSANEIN, <i>Délé-
gué au Conseil d'Etat</i> , Rue Nazlet El Samman, Pyra-
mides. |
| 480 | HASSAN EL GUEDDAWI, <i>Avocat</i> , Rue Chérif Pacha,
No. 33. |
| 465 | HASSAN HELMY, <i>Docteur en Droit, Contrôleur de l'Admi-
nistration de la Législation Commerciale</i> . |
| 499 | HASSAN HOSNI BEY, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 39. |
| 593 | HASSAN KAMEL EL SHESHINY PACHA (S.E.), <i>Ancien
Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et
Coopératif</i> , Rue Haroun No. 14, Guizéh. |

- 26
 412-
 cription
- 265 HASSAN MOHAMED NOUR EL DINE, *Avocat*, Rue El-Motanabi No. 15, Koumbek Gardens.
- 121 HASSAN MOKHTAR RASMI PACHA (S.E.), *Administrateur de la Banque Misr*, Rue Toutmoussis No. 3, Héliopolis.
- 442 HASSAN MONTAZ, (Dr.), Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 580 HASSAN MOUSSA, *Directeur de la Société Misr Fluviale*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 479 HAZAN (ELIE), *Avocat*, Place Saad Zaghloul, No. 11 (Alexandrie).
- 440 HELMY BAHGAT BADAQUI BEY, *Sous-Directeur du Crédit Foncier Egyptien*, Rue Senan Pacha No. 21, Zeiloun.
- 272 HENEIN PACHA (S.E. SADEK), *Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Caire*.
- 484 HENRIOT (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais*.
- 100 HIRSCH (S.), *Directeur de l'Egyptian Copper Works, S.A.E.*, Rue Borchgrevink, No. 15, Bulkeley (Bamleh).
- 139 HORNSTEIN (HENRI), *Crédit Foncier Egyptien*.
- 79 ROSNI EL GAMAL, *Fondé de pouvoirs à la Banque Belge et Internationale en Egypte*.
- 458 HULMAN (HENRI), Rue Kamsel Sedky Pacha No. 35, B.P. 5142.
- 311 HUSSEIN ABDALLAH, *Cour des Comptes*, Rue El Malaka, P.O.
- 99 HUSSEIN ABD EL-RAHIM, *Avocat*, Charah El Harara, Guizeh.
- 72 HUSSEIN FAHMY BEY, (S.E.), *Ancien Ministre*, Rue Stross, No. 7, Roushdy, (Alexandrie).

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 287 | HUSSEIN FAKRY BEY, Rue Mohamed Said Bey No. 3, Giannacis, (Alexandrie). |
| 290 | HUSSEIN HOSNI, <i>Arocat</i> , Midan Mohamed Aly El Kelar No. 19. |
| 291 | HUSSEIN IDRISS BEY, <i>Arocat</i> , Rue Mohamed Bey Farid No. 116. |
| 282 | HUSSEIN KAMEL SELIM BEY (S.E.), <i>Doyen de la Faculté de Commerce</i> , Villa Sphinx, Rue El Ahram, Guizeh. |
| 218 | HUSSEIN SIRRY PACHA (S.E.), <i>Ancien Président du Conseil des Ministres</i> , Rue Ghagaret el Dorr, No. 12, Zamalek. |
| 315 | IBRAHIM ABDEL GHANI SALEM, <i>Arocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 30. |
| 281 | IBRAHIM AREF BEY, <i>Ancien Conseiller à la Cour d'Appel</i> , Rue Hiss, No. 8, Guizeh. |
| 62 | IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR BEY, <i>Sénateur</i> , Charah El Ahram, Insm. Nessim Pacha. |
| 413 | IBRAHIM GHAHINE BEY, <i>Arocat</i> , Rue El Fadl No. 7. |
| 128 | IBRAHIM GHALI, <i>Secrétaire d'Ambassade, Ministère des Affaires Etrangères</i> . |
| 431 | IBRAHIM RASHAD BEY (Dr.), Rue Amin Bey El Rifai, No. 17, Guizeh. |
| 361 | IBRAHIM RIZK, <i>Ingénieur</i> , Rue El Malek No. 117, Koubbeh Gardens. |
| 148 | IBRAHIM ROUCHDI, <i>Managing Director International Trading Office</i> , Immobilia Building, Rue Chérif Pacha, No. 26. |
| 45 | ISRAEL (G.), <i>Banque Masséri</i> , P.O.B., No. 988. |

- No.
d'ins-
cription
- 348 ISRAËL (V.), Avenue Fouad 1er, No. 279 (Sporting), Ram-
leh.
- 138 ISSAWI (CHARLES), *United Nations, Economic Depart-
ment Lake Success, New-York.*
- 368 JACQUET (M.), *Avocat-Conseil du Ministère des Affaires
Etrangères, Rue Dar El-Sheifa, No. 17, Garden City.*
- 243 JASSY (SAMUEL), *Avocat, Rue Kasr el Nil, No. 9.*
- 448 KAHIL (GEORGES), *Midan Tawfik, No. 3.*
- 144 KAHIL (RAOUF), *Rue Ebn El Nahh, No. 3, Zamalek.*
- 164 KAISAR BOULOS GAD EL-KERIM, *Commerçant, Rue
Bihars No. 27, Hamzaoui.*
- 34 KAMAL MOHAMED ABUL KHEIB, *Attaché au Consulat
Royal d'Egypte, South Street No. 26, May Faire (London).*
- 203 KAMEL EL-MASRI BEY, *Conseiller au Conseil d'Etat,
Guizeh.*
- 179 KAMEL BEY IBRAHIM (S.E.), *Ancien Ministre, Rue El-
Haram, Guizeh.*
- 119 KAMEL MALACHE, *Docteur en Droit, Avocat, Rue El Ma-
lek el-Afdal, Zamalek.*
- 11 KEOWN BOYD (SIR ALEXANDER), *K.B.E., C.M.G.,
Rue Saleh Ayoub, No. 10, Zamalek.*
- 31 KHALIL SHRY, *Juge au Tribunal National (Louxor).*
- 88 KHALLAF HUSSEIN, *Professeur à la Faculté de Droit,
Guizeh.*
- 263 KHER (MARCEL), *Actuaire, Rue Ramsès, No. 12, Héli-
opolis.*

- | No
d'ins-
cription | |
|--------------------------|---|
| 285 | KHOURI (GABRIEL SELIM), <i>Docteur en Droit</i> , Rue El Malek el-Kamel (Mansourah). |
| 73 | KIDDIS (SABET), <i>Expert-Comptable</i> , Rue Aboul Rish, No. 1, Faggala. |
| 116 | KILLINGBECK (R.), Rue Saouman, No. 10, Mostapha pacha, (Hanteh). |
| 403 | KLAT (ELIE), <i>Directeur Technique de la Delta Trading Company</i> , Rue Ibn el Rashid, No. 44, Gueziret Badran. |
| 455 | KOSROFF-ZOHRAB (PIERRE), <i>Avocat</i> , Rue Chérif Pacha No. 56 A, Immobilia. |
| 158 | KRISCHEWSKY (HENRY), <i>Administrateur-Délégué de la Banque Mosséri</i> , Rue Talant Harb Pacha, No. 23. |
| 933 | LACKANY BEY (SANNY S.E.), <i>Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes</i> , B.P. No. 101. |
| 101 | LAMBIOTTE (O.E.), <i>Administrateur-Directeur de la Banque Belge et Internationale en Egypte</i> (Alexandrie). |
| 460 | LASCARIS (M.), <i>Administrateur-Délégué de la Banque d'Athènes</i> (Alexandrie). |
| 350 | LAZARIDES (MILTADE), <i>Avocat</i> , Rue Emad el Dine No. 5. |
| 228 | LEBNAN (BAKHOS), <i>Ingénieur</i> , Rue Mohamed Anis Pacha, No. 10, Zamalek. |
| 209 | LESSING (Dr. WALTER), <i>Industriel</i> , Rue Abdel Moneim, No. 73, (Alexandrie). |
| 6 | LEVI (Dr. I.G.), <i>Administrateur-Délégué des Usines Textiles "Al Kahira"</i> , Rue Kasr el-Nil, No. 9. |
| 168 | LEVY (SAMUEL, EMILE), <i>Agent de Change</i> , Rue Kasr el-Nil No. 35. |

- No.
d'ins-
cription
- 30 LUTFALLAH (S.E. FEMIR MICHEL), Daira Lutfallah, Ghazireh.
- 477 LOUTFI IBRAHIM, Avocat, Rue Kharloum, No. 12, Hé-
liopolis.
- 376 MAAKAD WADII, *Greffier en Chef de la Cour d'Appel*,
Rue Kitchner No. 62, Moustafa Pacha, Ramsès, (Alexan-
drie).
- 395 MACHALY BEY (MANSOUR MOHAMED AMIN), *Direc-
teur Général de l'Administration de la Statistique et du
Recensement*, Rue Mansour.
- 133 MACHART (R.), *Directeur Général du Crédit Foncier
Egyptien*, B.P. No. 241.
- 383 MAHER (Mme HASSAN), *Licenciée en Droit, Ministère
des Affaires Etrangères*.
- 496 MAHER (HASSAN YOUSSEF), *Directeur du Bureau de
la Presse, Ministère des Affaires Etrangères*.
- 110 MAHER HENEIN, Rue Ramsès, No. 10, Héliopolis.
- 413 MAHMOUD AMIN ANIS, *Bureau des Recherches Econo-
miques, Ministère des Finances*.
- 424 MAHMOUD AMIN EL AYOUTI, Avocat, Rue Kasr-el-Nil
No. 22.
- 533 MAHMOUD BADAWI EL CHIATI BEY, *Consul Général
à l'Ambassade Royale d'Egypte (Washington)*.
- 44 MAHMOUD CHOURRI PACHA (S.E.), *Ancien Ministre*,
Manchiet el-Bakri, Héliopolis.
- 121 MAHMOUD EL AWAR, *Directeur de l'Administration de
l'Emprunt National, Ministère des Finances*.
- 492 MAHMOUD FAHMY YOUSSEF PACHA (S.E.), *Ancien
Président de la Cour d'Appel*, Rue Héloüan, No. 79.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 373 | MAHMOUD FAHRY PACHA (S.E.), <i>Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris</i> , Rue Walda No. 3, Kasr el Douhara. |
| 377 | MAHMOUD HILMY SOUKAH BEY, <i>Ancien Conseiller à la Cour d'Appel</i> , Rue Farouk 1er, No. 12, Guizeh. |
| 384 | MAHMOUD KAMEL, <i>Avocat</i> , Rue Kasr-el-Nil, No. 47. |
| 383 | MAHMOUD MOHAMMED BEY, <i>Ancien Président de la Cour des Comptes</i> , Rue El-Falaki, No. 24. |
| 388 | MAHMOUD MOURHTAR MADKOUR, Rue El Diwan, No. 10, Garden City. |
| 382 | MAHMOUD SABER EL-ARKADI BEY, <i>Conseiller d'Etat</i> , Rue Yaacoub, No. 20. |
| 39 | MAHMOUD SALEH EL-FALAKI BEY. |
| 343 | MAHMOUD ZAKI BEY, (S.E.), Rue Kasr-el-Nil No. 33. |
| 368 | MAKSUD (HENRI), <i>Avocat</i> , Rue Fouad 1er, No. 2, (Alexandrie). |
| 367 | MALLET (JEAN), Villa 30, Rue 78, Méadi. |
| 360 | MAMDOUH BEY RIAZ (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Rue Hassan Sahry Pacha No. 22, Zamalek. |
| 434 | MANDICAS (S.A.), <i>National Bank of Egypt</i> . |
| 336 | MANHES (JACQUES), Rue Emad-el-Dine, No. 138. |
| 371 | MANSOURIAN (G.), <i>Ingénieur, General Engineering and Transport Co.</i> , Rue Champollion No. 45. |
| 356 | MANSOUR ISMAIL PACHA (S.E.), <i>Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation</i> , Rue El Amir Farouk, No. 127, Guizeh. |
| 373 | MARAVENT (Dr. VICTOR), <i>Avocat</i> , Rue Soliman Pacha, No. 34. |
| 258 | MARGARIAN (A.D.), <i>The Cherif Cotton and Trading Company</i> , Rue Sésostris, No. 16 (Alexandrie). |

No.
d'ins-
cription

- 98 MARTINO DE (G.), *Légation d'Italie*, Rue Kasr el-Aali, No. 14, Garden City.
- 37 MATTATIA (DAVID A.), *c/o Leoy Bassano et Cie.*, B.P. No. 127, (Alexandrie).
- 993 MELEKA WAHBA, *Directeur du Bureau Technique du Sénat*, Rue Pasteur, No. 2, Héliopolis.
- 169 MENCZER (ERNEST), *Administrateur de Sociétés*, Rue Baehler No. 3.
- 283 MESSIQUA (B.), Rue Chérif Pacha, No. 26A, ImmoBilia.
- 2 MESSIQUA (MARCEL), Rue des Petits Champs No. 48 (Paris).
- 277 MICHIRIKI BEY, (EDOUARD), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 5.
- 120 MISRAHY PACHA (EMMANUEL, (S.E.), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 27, B.P. No. 176.
- 264 MOHAMMED ABDALLAH EL ARAHI BEY (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue El Salak, No. 31, Héliopolis.
- 248 MOHAMMED ABDALLA BEY, *Avocat Général à la Cour d'Appel*.
- 578 MOHAMMED ABD EL-HAMID EL-SOUCCARI, *Juge au Tribunal National (Alexandrie)*.
- 222 MOHAMMED ABDEL HAMID MOUSSA MANDOUR, (Dr.), *Avocat*, Rue El Fatih No. 5.
- 170 MOHAMMED ABD EL-MONEIM BADR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Ibn Soudar, No. 64, Kouhleh-les-Bains.
- 243 MOHAMMED ABDEL RAHMAN HAFIZ BEY, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad 1er*.
- 426 MOHAMMED AHMED GHONEIM BEY, *Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue El Souhki, No. 4, Manchiel El Bakri.

- No.
d'ins-
cription
- 267 MOHAMMED ALY ALJOUBA PACHA (S.E.), *Ancien Mi-
nistré*, Rue Menès, No. 4, Héliopolis.
- 284 MOHAMMED ALY EL-GHATITE, *Avocat*, Charch El Ma-
loka No. 139.
- 30 MOHAMMED ALY IMAM BEY (Dr.), *Vice-Doyen de la
Faculté de Droit de l'Université Ibrahim Pacha, Abbassia*.
- 435 MOHAMMED ALY NASHAT (Dr.), *Attaché au Ministère
des Affaires Etrangères*, Palais de Koubbeh.
- 379 MOHAMED ALY ROUCHDY BEY (S.E.), *Sous-Secrétaire
d'Etat au Ministère de la Justice*.
- 172 MOHAMMED AMIN FIRRY BEY, *Gouverneur suppléant
de la National Bank of Egypt*.
- 290 MOHAMMED BAH EL-DINE BARAKAT PACHA (S.E.),
Ancien Président de la Cour des Comptes, Rue El-Guizeh,
No. 7, Guizeh.
- 377 MOHAMMED BAKER EL SHALABY, Rue Fouad 1er,
No. 26.
- 333 MOHAMMED EFFAT BEY, *Conseiller d'Etat*, Rue 12, Lo-
tissement Guizeh-Rodah, Agouza.
- 359 MOHAMMED EL CHAFEI EL LABIAN BEY, *Président
du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopé-
ratif*.
- 252 MOHAMMED EL FARNAOUANI BEY, *Négociant*, Milan
Mohamed Aly El Kébir.
- 333 MOHAMMED EL SAID MOHAMMED (Dr.), *Professeur
d'Economie Agricole à la Faculté d'Agriculture*, Rue El
Afdal No. 17, Abbassieh.
- 188 MOHAMMED FAHIM, *Avocat*, Rue Sheikou, No. 30, Cha-
delle.
- 425 MOHAMMED FAHMY EL KALAAWI, *Avocat*, Rue Chérif
Pacha, No. 28.
- 276 MOHAMMED FOUAD MOHANNA, *Professeur à la Fa-
culté de Droit de l'Université Farouk 1er (Alexandrie)*.

- No.
d'ins-
criptions
- 146 MOHAMMED HACHEM PACHA (S.E.), *Ancien Ministre*,
Rue Elouf, No. 12.
- 147 MOHAMED HAMED FAHMY BEY, *Doyen de la Faculté
de Droit, Université Fouad 1er*, Guizeh.
- 149 MOHAMMED HAMED MOHASSEB BEY, Rue Rachidaine,
No. 6, El Orman, Guizeh.
- 158 MOHAMMED HASSAN EL GAMAL, *Professeur à la Fa-
culté de Droit, Université Ibrahim*, Rue Heshmal Pacha,
No. 19, Zamalek.
- 160 MOHAMMED HELMY MOURAD, *Professeur à la Faculté
de Droit, Université Ibrahim*, Abbassiah.
- 333 MOHAMMED HILMY ISSA PACHA (S.E.), *Ancien Minis-
tre de la Justice*, Rue El Aziz Osman, No. 19, Zamalek.
- 166 MOHAMMED HOSNY ABBAS (Dr.), *Chargé de Cours à
la Faculté de Commerce*, Rue Abou Fanna, No. 6, Mansaf
el Roda.
- 235 MOHAMMED HUSSEIN IZZET, *Avocat, Conseiller de
la Banque Misr*.
- 257 MOHAMMED IBRAHIM FAHMY EL SAID, *Délégué au
Conseil d'Etat*, Rue Koubah Ibn Shoubah, No. 2, Guizeh.
- 221 MOHAMMED KAMAL, B.P. No. 1479.
- 354 MOHAMMED KAMEL HILMY BEY, Ezbat el Siout (Bam-
leh).
- 61 MOHAMMED KAMEL AZMI, *Secrétaire Général adjoint
de la Fédération Egyptienne des Industries*.
- 388 MOHAMMED KAMEL MOURSYPACHA (S.E.), *Ancien
Ministre de la Justice*, Rue Ahmed Chawky, No. 2, Guizeh.
- 76 MOHAMMED MAHMOUD BEY, *Avocat*, Rue Soliman Pa-
cha, No. 14.

- | No.
d'ins-
cription | |
|---------------------------|--|
| 55 | MOHAMMED MAHMOUD GALAL BEY, <i>Avocat</i> , Rue du Khédive Ismaïl, No. 112, Guizeh. |
| 424 | MOHAMMED MOURAD SALEH, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el-Aim No. 68. |
| 36 | MOHAMMED MUSTAFA EL KOLALY BEY, <i>Avocat</i> , <i>Ancien Doyen de la Faculté de Droit</i> , Rue Kharlouni, No. 4, Héliopolis. |
| 382 | MOHAMMED RACHID, <i>The Alexandria Navigation Cy.</i> , Rue de l'Ancienne Bourse, No. 1 (Alexandrie). |
| 372 | MOHAMMED ROUCHDY BEY, <i>Avocat</i> , <i>Chef du Contentieux de la Banque Misr.</i> |
| 390 | MOHAMMED SADEK FAHMY BEY, <i>Ancien Conseiller à la Cour de Cassation</i> , Rue Dessouk, No. 11, Héliopolis. |
| 281 | MOHAMMED SALEH ALI BARAKA, Rue Riad Pacha No. 49, Héliopolis. |
| 266 | MOHAMMED SALEH BEY (Dr.), <i>Ancien Doyen de la Faculté de Droit</i> , Rue Ibrahim Pacha, No. 11, Héliouan. |
| 116 | MOHAMMED SAMI MAZEN BEY, <i>Conseiller d'Etat</i> , Guizeh. |
| 446 | MOHAMMED TEWFIK KHALIL BEY, Rue Kasr el-Nil, No. 47. |
| 433 | MOHAMMED WEHEBA (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad Ier.</i> |
| 245 | MOHAMMED ZAKI ABDEL AZIZ BEY, <i>Avocat</i> , Rue El Azhar, No. 36. |
| 45 | MOHAMMED ZAKI ALY PACHA (S.E.), <i>Ancien Ministre</i> , Rue El Mohadaiane, No. 43. |
| 480 | MOHAMMED ZOHEIR GARRANAH BEY, <i>Avocat</i> , Rue Talaat Harb Pacha No. 8. |

- | No.
d'im-
pression | |
|--------------------------|--|
| 409 | MOHYEDDINE ABDINE BEY, <i>Directeur Général de l'Administration des Sociétés</i> , Rue Nabalat No. 3, Garden City. |
| 320 | MORCOS HANNA (YOUSSEF), <i>Substitut au Conseil d'Etat</i> . |
| 319 | MORCOS NAGUIB, Rue Fouad 1 ^{er} , No. 106, Zamalek. |
| 310 | MORCOS SOLIMAN (Dr.), <i>Professeur à la Faculté de Droit, Université Fouad 1^{er}</i> , Rue Touman Bay, No. 144, Zeitoun. |
| 33 | MORTERA (LUCIANO), <i>Agent de Change</i> , Avenue Farouk, No. 124, Orman. |
| 292 | MOSSERI (JACQUES), Rue Docteur Abdel Hamid Saïd, No. 15. |
| 35 | MOSSERI (HENRI), Rue Talaat Harb Pacha, No. 25. |
| 192 | MOSSERI (MAURICE N.), Rue Gabalayah, No. 10, Guizereh, B.P. No. 988. |
| 266 | MOSTAFA AHMED EZZEDIN, <i>Ingénieur</i> , Haret el Misky, No. 6, Chareh El Maleka. |
| 294 | MOSTAFA KAMEL, <i>Avocat</i> , Rue Hassan el-Akbar, No. 14, Abdine. |
| 199 | MOUSTAPHA ABD EL-LATIF BEY, <i>Ancien Président du Contentieux de l'Etat</i> , Rue Farouk 1 ^{er} , No. 12, Guizeli. |
| 7 | MOUSTAPHA AZIZ EL-KORACHI, <i>Sous-Contrôleur Général du Personnel, Ministère des Finances</i> . |
| 105 | MOUSTAPHA EL HEPNAOUI, Imm. Aziris, Kasr el Doubara. |
| 527 | MOUSTAPHA EL-KOUNI, <i>Contrôle des Changes, National Bank of Egypt</i> , Rue Soliman Pacha. |
| 579 | MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA (S.E.), <i>Ancien Président du Conseil des Ministres</i> , Rue Nabalat, No. 9, Garden City. |

- No.
d'ins-
criptions
- 442 MOUSTAPHA EL-SADËK PACHA (S.E.), Rue Abou Bakr El Saddik, No. 43, Héliopolis.
- 355 MOUSTAPHA KAMAL FAYED (Dr.), Rue Saleh Karam No. 15, Ghomra.
- 996 MOUSTAPHA MOHAMED EL MESSARI, Rue Rodah, (Port-Saïd).
- 51 MOUSTAPHA NOBRAT PACHA (S.E.), *Ancien Ministre de la Guerre et de la Marine*, Rue Ismaïl Pacha No. 21, Garden City.
- 329 MULLER (EDMOND), *Lecteur à l'Université Fondéeur*, Midan Abdel Moneim, No. 16.
- 261 MUSTACCHI (G.), Villa Del Giglio, Rue Bahgat Aly Pacha No. 9, Zamalek.
- 993 MUSTAKI (WILLIAM), Rue Chérif Pacha, No. 16 (Alexandrie).
- 420 NAAR (HENRI), Rue Khalifa Ebn El Maasoum, No. 6, Héliopolis.
- 126 NABIH (YOUSSEF), *Avocat*, Rue Sésostris, No. 12, Héliopolis.
- 46 NADEL (MICHEL), *Ingénieur, Secrétaire Général de l'Association des Techniciens et Diplômés de l'Etat Français*, Immu. Wadi el Nil, Rue Flanoy, Dokki.
- 94 NADOURI (FOUAD), *Chef du Contentieux de la Caisse d'Epargne Postale, Administration des Postes*.
- 63 NAGGAR (RAPHAEL), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 207 NAGGIAR (CHARLOTTE), Port-Saïd Salt, (Port-Saïd).
- 10 NAGUIB YOUSSEF, Rue Ibn Arbeh, No. 6, Guizah.

- No.
d'ins-
criptions
- 474 NAHAS BEY (JOSEPH), *Docteur en Droit, Secrétaire Gé-
néral du Syndicat Agricole d'Egypte*, Rue Soliman Pacha,
No. 4.
- 475 NAHAS (TEWFIR), *Avocat*, Rue Menasse, No. 75 (Ale-
xandrie).
- 487 NASR ZAKARIA-AHMED, *Docteur en Droit, Université
Ibrahim Faculté de Droit*, Rue Abdussiyeh No. 42., Héli-
opolis.
- 444 NASSIF (ELIE), *Docteur en Droit*, Rue Marashly Pacha,
No. 16, Zamalek.
- 384 NASSIF ZAKI BEY, *Ancien Conseiller*, Rue Fouad Ier.,
No. 130, Zamalek.
- 199 NESSIM SOUBOUR, *Avocat*, Rue Fouad ser., No. 19.
- 412 NEUVILLE (P.), *Ingénieur, Directeur Technique à la So-
ciété Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*,
B.P. No. 763.
- 193 NICOLAIDES (S.), Rue Tewfik No. 76, (Port-Saïd).
- 25 NIJS (CORNELIS), *Administrateur de la «Philips Orient»*,
Rue Gameli el Charkass No. 34.
- 333 NOLTE (RICHARD H.), Rue Cambosi, No. 12, Zamalek.
- 479 OLTRAMARE (LEON CH.), *Négociant*, Harel el Dara-
mally, No. 11, B.P. No. 591.
- 353 OREBI (ZAKI), *Avocat*, Rue Adly Pacha No. 14.
- 122 OSMAN KHALIL OSMAN, *Docteur en Droit, Doyen de la
Faculté de Droit, Université Ibrahim*, Rue Chali el Bagr
No. 25, Zamalek.
- 410 OSSOLA (RENE O.G.), *Directeur Général Honoraire de la
Cairo Electric Railways and Héliopolis Cy., Ltd.*, Rue Jos-
eph Van Der Smassen, No. 15 (Bruxelles).
- 472 PADDA (FELIX), *Avocat*, B.P. No. 426 (Alexandrie).
- 129 PANGALO (RAOUL), *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 41,
B.P. No. 293.

- No.
d'ins-
cription.
- 432 PARDO (J.), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 20.
- 383 PASINI (Prof. Emilio G.), chez M. Khalil Atalla, *Avocat*, Rue Bashier No. 1.
- 176 PATHY (LADISLAS), Rue de l'Ancienne Bourse, No. 2, (Alexandrie).
- 66 PEREZ (J. H.), *Agent de Change*, Rue Sarwat Pacha, No. 27.
- 388 PERRET (HENRI), *Professeur à l'École Française de Droit*, Mounira.
- 112 PHRONIMOS (A.), *Avocat*, Rue Bashier, No. 1.
- 309 PILAVACHI (A.), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 314 PILAVACHI (ZENON M.), *Administrateur de Sociétés*, Rue Hed El Laban, No. 9, Garden City.
- 16 POLKOWSKI (VALENTIN), Rue Akaba No. 4 (Cléopatra, Hamieh).
- 367 RABRATH (FERNAND), *Administrateur de Sociétés*, Rue Emad el Dine No. 18.
- 489 RADI ABOU SEIF RADI BEY, (S.E.), *Banque Misr*, Rue Emad el Dine.
- 124 RADOUAN KHALED BEY, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad 1er*.
- 328 RAGHEB ISCANDAR BEY, *Avocat, Sénateur*, Place Bab el-Hadid, No. 7.
- 483 RAHN (Dr. ROBERT), Rue Sarwat Pacha, No. 7.
- 417 RIAD EL GAMAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 28.
- 529 RIPOCHE (CHRISTIAN), *Chargé de Cours à la Faculté de Droit et à l'École Française de Droit*, Rue Dar El Shefa No. 3, Garden City.
- 307 RIVET (L.T.J.), *Chef du Contentieux de la Cie du Canal Maritime de Suez*, (Ismailieh).
- 408 ROMANO (ALBERT), *Avocat*, Rue El-Amir Hussein, No. 36, Zamalek.

- No.
d'im-
scription
- 141 SAAD FAKHRY ABDEL NOUR, *Conseiller Fiscal*, Rue Sarwat Pacha, No. 16.
- 142 SABA BEY (HANNA), *Docteur en Droit, Conseiller Juridique de l'Unesco*, Avenue Kleber, No. 19, Paris.
- 150 SADEK EL AGUIZI BEY (S.E.), *Vice-président de la Cour d'Appel*, Midan Khalifa Rachidine, No. 8, Héliopolis.
- 145 SAID IBRAHIM ABOU SAYED, Rue Youssouf Ebn Ayoudh, No. 5, Choubra.
- 146 SAID NESSIM YARID, National Bank of Egypt.
- 197 SAID ROUCHDY, Rue Chérif Pacha No. 28.
- 151 SALAH EL DINE HAMED (Capt.), *Guinonel Lax*, No. 15, Rue El-Khalig, Sayeda Zeinab.
- 171 SALEH MIKHAIL BEY, *Directeur Général de l'Administration de l'Unesco*, Avenue Kleber, No. 19, Paris.
- 437 SALEH SADEK BEY, *Avocat*, Rue Alderson, No. 47 (Bulkeby).
- 126 SALIB SAMI PACHA (S.E.), *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Sarwat Pacha, No. 27.
- 114 SALTIEL (ALBERT), Avenue du Prince Ibrahim, No. 87, Sporting (Ramsleh).
- 994 SAMNE (ELIE), *Avocat*, B.P. No. 77 (Mansourah).
- 120 SAMY EL MOUSFY, *c/o Egyptian Salt and Soda Cy.* (Alexandrie).
- 14 SAVDIE (JOSEPH), *Agent de change*, Rue Chawarby Pacha, No. 2.
- 101 SAYED ABOU BAKR HASSANEIN, *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 181 SAYED MAHMOUD EL CAPTAN, *Expert Comptable et Fiscal*, Rue Escandarani, No. 117, Moharram Bey (Alexandrie).

- No
d'ins-
cription
- 44 SAYED MOSTAFA PACHA (S.E.), *Ancien Ministre*, Rue Makrizi, No. 20, Manschet el Bakri.
- 45 SÄWIRIS (SALIB BOTROS), Rue Yafi Ebn Zeid, No. 22, Guizeh, Orman.
- 481 SCANDAR HANNA DEMIAN BEY, *Vice-président de la Cour d'Appel*, Rue El Malek No. 65, Kombech Gardens.
- 214 SCHATZ (LUCIEN), *Secrétaire de la Société Egyptienne de l'Institut Portland Tourah*, Tourah.
- 327 SCHEMEL (RAYMOND), *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 33.
- 400 SCHMIDT (Dr. LUDWIG), *Avocat*, Rue du Télégraphe Anglais, No. 2 (Alexandrie).
- 309 SEDNAOUI BEY (Elie S.), *Négociant*, Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 183 SEDNAOUI PACHA (S.E. JOSEPH), *Négociant*, Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 329 SEDNAOUI (MICHEL), *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 27, Imn. Baehler.
- 526 SEKALY BEY (ACHILLE), Rue Rouchdy Pacha, No. 12, Héliopolis.
- 160 SETTON (SAAD), c/o « La Bourse Egyptienne », Rue Galal No. 24.
- 343 SPER BEY (ANTOUN), *Ancien Conseiller d'Etat*, Rue Solah El Dine, No. 12, Héliopolis.
- 91 SHAFEI BEY (RAMSES), *Directeur Général de la Cité Fouad Ier de l'Université Fouad Ier*.
- 27 SHAFIK GHORBAL BEY, *Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Sociales*, Rue Dimitrino, No. 5, Héliopolis.

- No.
d'ins-
cription
- 153 SHAFIK RAGHEB-MIKHAIL, *Inspecteur au Ministère des Finances*, Rue Ghomra, No. 56.
- 150 SIDAROUSS PACHA (S.E. Soudrist), *Ancien Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Egypte à Washington*, Rue El Salambek, No. 7, Garden City.
- 174 SINIGALLA (C.), *Avocat*, Avenue Fouad Ier, No. 13 (Alexandrie).
- 133 SOBHI WEHEDA, *Secrétaire-Général de la Fédération Egyptienne de l'Industrie*, Rue Youssel El Guindi, No. 12.
- 127 SOUBOUR (JEAN), *Avocat, Chef du Contentieux de la Cie d'Assurances « Al Charh »*, Rue Soliman Pacha.
- 169 SULLAM (JOSEPH), *Boîte Postale No. 701*.
- 107 SYRIOTIS (MICHEL), *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 32.
- 98 TAGHER BEY (ALBERT), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Sarwat Pacha, No. 11.
- 14 TAGHER (EDGAR), *National Bank of Egypt*.
- 114 TAHER BEY EL LOZY, *Route No. 11, Méadi*.
- 17 TAHINE EL MASHI, *Ingénieur*, Rue El Maloka, No. 75.
- 48 TAKLA (BECHARA), *Copropriétaire du Journal « Al Akram »*, Rue Maxloum Pacha.
- 165 TALAAT PACHA (S.E. ABDEL-WAHHAB), *Sénateur*, Rue Farouk Ier, No. 8, Guizeh.
- 221 TARRAF ALY PACHA (S.E.), *Sénateur*, Rue Mariette Pacha, No. 11.
- 197 TEDESCHI (Dr. SALVATORE), *Avocat*, Rue Nimir No. 3.
- 113 TERMES (M. J. DE), *Directeur de la Cie d'Assurance « Royal Exchange »*, Rue Kasr el Nil, No. 50, B.P. No. 1734.

- No.
d'ins-
cription
- 172 TEWFIK NAN ROUESS BEY, *Contrôleur Général des Assurances et des Séquestrations, Ministère des Finances, Rue Ismaïl Pacha No. 3, Garden City.*
- 173 TEYMOUR AHMED FOUAD), *Rue Kleir Bey Ebn Hadid No. 10, Helwieh el Guédida.*
- 202 THEODORAKIS (D.A.), *B.P. No. 1480 (Alexandrie).*
- 378 TOROS (SALVATOR), *Boursier, Rue Ghérifein, No. 11.*
- 401 TREMBLEY (E.), *Administrateur-Délégué de la Société Egyptienne de Ciments Portland Taurah, B.P. No. 844, Rue Mansour Mohamed, No. 22, Zamalek.*
- 404 VAN DAMME (LOUIS), *Président de la Belgique-Américain Banking Corporation, 959 Fifth Avenue, New-York 21.*
- 395 VATIMBELLA (N.), *Avocat, Rue Sésostria, No. 11 (Alexandrie).*
- 575 VAUCHER (GEORGES), *Docteur es lettres, Rue Fouad 1er, No. 11.*
- 495 VINCENOT (M.), *Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.*
- 322 VITALE (Dr. SERGE), *Rue Mazhar Pacha No. 3, Zamalek.*
- 189 VOGT (S.), *Consul Général de Norvège, ImmoBilia, Rue Ghérif Pacha, No. 26.*
- 571 WADIE PARAG BEY, *Avocat, ancien Professeur à la Faculté de Droit, Avenue Fouad 1er, No. 183, Zamalek.*
- 463 WAHBA SADEK PACHA (S.E.), *Ancien Ministre, Rue El-Tolombal No. 9, Garden City.*
- 242 WAHIB MESSIHA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université Fouad 1er, Guizah.*

- | No.
d'im-
pression | |
|--------------------------|---|
| 270 | YADID (ABRAMINO), <i>Avocat</i> , Rue Adly Pacha No. 5. |
| 275 | YASSIN KOTB, <i>Medinet el Omrania</i> , Rue des Pyramides, Guizeh. |
| 288 | YEHIA BEY (AHMED), Rue El Sabah, Route des Pyramides. |
| 317 | YEHIA MOHAMED NOUR BEY, <i>Expert Economique de l'Egypte au Soudan</i> , <i>Ministère de l'Economie Nationale</i> . |
| 320 | YEHIA PACHA (S.E. ALY EMINE), <i>Zacinia</i> (Hambold). |
| 403 | ZAKARIA MEHANNA BEY, <i>Avocat</i> , Rue Fouad ter., No. 137, Zamalek. |
| 469 | ZAKI ABD EL-MOTTAAL BEY (S.E.), <i>Ministre des Finances</i> , Rue Walih el Abd, No. 12, Koubbeh Gardens. |
| 511 | ZAKI HASHEM (Dr.), <i>Député au Conseil d'Etat</i> , Rue Mohamed Said Pacha, No. 6. |
| 580 | ZAKI SHUAL, <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 37. |
| 643 | ZANANIRI (FERNAND), <i>Avocat</i> , Rue Kasr el Nil, No. 39. |
| 724 | ZANNIS (JOSEPH), <i>Contenuent du Crédit Foncier Egyptien</i> . |
| 826 | ZARACOUDI (JEAN), Rue Sidi Mitwalli, No. 11 (Alexandrie). |
| 849 | ZARB (HECTOR A.), <i>Sous-Directeur du Banco Italo-Egyptien</i> , Rue Magrouf No. 2. |

METHODS OF ADJUSTMENT AND INTERNATIONAL EQUILIBRIUM

By

Dr. Y. S. EL - MOLLA,

Faculty of Commerce, Farouk University

When a country's exports fall off on account of a shrinkage in foreign demand caused by an outside slump in business conditions, the effects on it are two-fold.

Not only does the reduction in exports have a multiplied effect on income, but in addition the balance of payments is subjected to pressure because although a fall in imports will occur, it must be smaller than the original loss of exports if the marginal propensity to save is greater than zero. (1)

In this situation, a country can allow the multiplier effect to operate freely or it can take any of these lines (2) of action.

(1) To follow the traditional gold standard behaviour by deflating at home in order to restore equilibrium in the balance of payments. Such a policy does nothing to sustain domestic stability, it would further reduce money incomes and probably real incomes as well. In other words, the equilibrium in the balance of payments will be attained, according to this method, by allowing the external influences to take their "natural"

(1) We are ignoring the possibility that the decline in income will cause a secondary reduction in home investment, which in turn will result in a further decline in income and imports. Even if we allow that effect to take place, still the process of adjustment will take time to bring about a reduction in imports to the level of the reduced exports. During that time a temporary pressure on the balance of payments will occur.

(2) W. A. Salant, "Foreign Trade Policy in the Business Cycle," *Public Policy*, Volume II, reprinted in *Readings in the Theory of International Trade*, Ch. 9, pp. 201-226.

course, thereby causing a corresponding contraction in domestic economic activities, employment and income.

(2) Another choice, directly antithetical to the first one, is to offset the effect on incomes on the loss of exports by using monetary and fiscal measures to stimulate home activity. This can be made clear by a simple example. Imagine a country whose monetary authorities intend to keep the national income at a level compatible with good employment at the given wage structure. Suppose a depression takes place abroad. The country's exports will fall as a result of the fall in foreign demand. There will be a loss of income and employment in the export industries. If nothing is done, the depression in the export industries is likely to lead, through the familiar multiplier mechanism, to a general and cumulative depression in the home-market industries as well. The depression at home will automatically tend to bring about a reduction in imports to the level of the reduced exports. Equilibrium will have been restored in the balance of payments, but only by rendering the depression general.

In order to prevent the spread of depression, the country we are considering must endeavor to offset the fall in foreign expenditure on its exports by an increase in domestic expenditure. Though a local or partial depression in its export industries may be inevitable, a general and cumulative depression of the whole economy can probably be averted by some "offsetting" policies. In so far as the volume of employment depends on total expenditure, it is essential that total expenditure be maintained, which means in this case that the flow of domestic spending must be increased so as to compensate for the decline in foreign expenditure on the country's exports.

The compensatory national income policy of the type described is intended, clearly, not to raise total expenditure, but to prevent it from falling. Since, therefore, the national income is not raised above its previous level, this policy does not necessarily lead to an increase in imports above their previous level. Yet, the amount of imports, and hence the gap in the balance of payments, will certainly be greater than if the country allowed depression to spread to its whole domestic economy. That is, while sustaining home incomes, such a course

will aggravate the tendency toward a deficit in the balance of payments.

(3) The country can alter the balance of payments by allowing the exchange rate to depreciate in response to the original drop in exports, or by employing tariffs, export bounties or other devices designed either to stimulate exports or reduce the propensity to import or both. A combination of the previous course of action with this one has the double effect of forestalling both the decline in money income and the pressure on the balance of payments, although it cannot offset the decline in real incomes caused by the adverse change in the terms of trade.

In appraising these measures later on, special attention will be given to the interpretation of exchange depreciation remedy, because, while the rest of devices conform to our thesis that such course of action must result ultimately in a general contraction in the volume of international transactions, exchange depreciation does not involve formally such a qualification.

(4) The three previous devices are used generally, in handling an immediate situation created by the decline in exports. In the long run, however, still another policy is possible. The country can attempt to *insulate* itself from fluctuations originating in other countries *by reducing its dependence on foreign trade in general*, diverting expenditure from imports to home-produced goods and selling more of its production at home and less in the export markets. Such a policy may be adopted because the domestic economy is considered freer from cyclical fluctuations than the export markets.

A less drastic method of (5) insulation is to join several countries into an economic bloc. Here again, the bloc may be formed because it is thought that business cycles in the member countries are comparatively mild, or it may be a prelude to a joint effort to control cyclical fluctuations.

Another possibility is to expand at home, but conserve the stimulating effect on income and protect the balance of payments by bilateral trade policies, or by means of barter and clearing arrangements.

(3) *Ibid.*, p. 210.

(5) Finally, the country facing such a problem could resort to some of the recently developed international monetary organizations (4) for aid. These organizations aim at providing "a system of stable exchanges which is less likely to cause needless misery to the world, and is less likely to disrupt itself under the pressure of its own operations." The means contemplated in these organizations are, first, "to provide each of the participating countries with a substitute for a gold reserve, so that the amount of disequilibrium which can occur without setting up any reaction is very much increased. This would allow a much longer breathing space within which measures to restore equilibrium can be taken, and would provide reserves depending on some sort of rational plan, instead of on the accidental circumstances of how much gold there happens to be in any country at a particular moment. Second, to undertake measures to restore equilibrium, by consultation between the nations concerned, and to suggest measures of a less forcing kind than those imposed by the gold standard. Third, to give some degree of reality to the theoretical symmetry of the gold standard, by suggesting measures to restore equilibrium to the surplus as well as to the deficit countries." (5)

Such are the general ideals underlying these international organizations. The "International Monetary Fund" and "The Bank for Reconstruction and Development" adopted and embodied such basic principles as international stability, exchange flexibility, provision of international reserves and international lending to help countries preserve their internal economies from disruptive outside forces.

The additional liquidity provided by the International Monetary Fund is useful to any single country pursuing a full employment policy "since it affords additional protection against

(4) For an excellent exposition of the nature and functioning of these organizations, see A. Hansen, *America's Role in the World Economy*.

(5) J. Robinson, "The International Currency Proposal," *The New Economics*, ed. by S. Harris, p. 242.

See also in this connection, "The International Monetary Fund," and "The Bank for Reconstruction and Development," by Keynes. These papers are also published in *The New Economics*, pp. 369-400.

temporary disturbances entering from outside." (6) A country in pursuit of this objective "should not be deterred, therefore, by difficulties, actual or anticipated, in its balance of external payments." "There exist specific methods of influencing the balance of payments so that, regardless of the behaviour of its neighbors, and without injuring its neighbors, a country can effectively seek to preserve external equilibrium while pursuing the full employment objective at home." (7)

International liquidity is a "buffer", not merely in regard to the balance of external payments, but also in regard to internal economic stability, since it makes it possible for a given country "to offset, within limits, the effects of foreign business fluctuations upon the domestic economy. Suppose a country is striving to keep up both external and internal equilibrium, but suddenly finds itself faced with a depression in its export markets abroad. Exports fall off, and the export industries will undergo a depression which, through the multiplier mechanism, may spread to the whole domestic economy. To preserve the general stability of the domestic economy in these circumstances, it is necessary to offset the fall in foreign expenditure on the country's products by an increase in the volume of domestic expenditure.

Since the offsetting policy in itself does nothing, as have already been noted, to correct discrepancies in the balance of payments, it depends essentially on the existence of liquid reserves for covering such discrepancies. If these reserves are small, then even a small and temporary drop in exports may exhaust them, so that the offsetting policy cannot be continued until the balance rights itself again. Thus the extent to which this policy can actually be employed for the preservation of domestic stability depends on the volume and distribution of international liquidity. The Fund and the Bank provide, presumably, a sizable addition to the volume of international liquidity, thereby increasing the possibility of mitigating the external influences imposed on a given country.

(6) R. Nurkse, "Domestic and International Equilibrium," *The New Economicist*, p. 287.

(7) *Ibid.*

In appraising the above measures, our attention will be directed specifically to two points. First, are these measures effective in curbing and neutralizing the external influences? Second, if so, what will be the ultimate effect on the volume of international transactions?

The last course of action (measure no. 3) will be ruled out from our discussion on the ground that it is exclusively a post-war and probational measure. Furthermore, much has been said for and against the efficacy of these measures in fulfilling their objectives. It is hard to pass any judgement in this matter as these organizations are still in an experimental stage and time will tell if they succeed or not.

It is interesting to note, however, that the Fund allows, under certain conditions (fundamental disequilibrium) a certain degree of exchange depreciation. Moreover, exchange control is implicitly recognized in the scarce currency clause of the Fund agreement, which sanctions the imposition of exchange control on current account *vis-à-vis* the country whose currency has been declared scarce. (2) If a depression were to occur in a major country, such as the United States, that country's imports would decline and its currency would tend to become scarce in the Fund. Under certain conditions the Fund might then proceed to ration its supplies of the scarce currency, permitting member countries to impose similar controls in their transactions with that country. The application of the scarce currency clause would evidently mean a partial suspension of multilateralism and would act as an impediment to the flow of international trade, thereby decreasing its volume.

The first course of action is obviously an undesirable one. It does not curb, for sure, the external influences. On the contrary, it allows, by assumption, their effects to take their normal course. Moreover, its effect on the ensuing balance of payments disequilibrium is a doubtful matter. It assumes, among other things, that the central banks of the concerned countries

(2) Keynes said in introducing his new monetary plans, "We need quicker and less painful aids, of which exchange variation and overall import control, are the most important." Lord Keynes, "The Balance of Payments of the United States," *Economic Journal*, June, 1945, p. 186.

follow fairly well the "rules of the game." The "rules" require that in general the effect of changes in central banks' international assets (gold and foreign exchange) should be reinforced by concurrent changes in domestic assets.

It is a striking fact, says Nurkse, "that from year to year, central banks' international and domestic assets, during most of the period under review, moved far more often in the opposite than in the same direction." (9) In many cases, in fact, movements in international reserves were partly or wholly neutralized, sometimes automatically (10) and other times deliberately, in the sphere of commercial as well as central banking.

"Apart from a few countries, such as England, where cash ratios have been kept remarkably stable as a matter of convention or tradition, wide variations in commercial banks' reserve ratios have in consequence been quite common." (11) In the Netherlands, Switzerland and the United States, movements in international reserves were partly neutralized by the commercial banks. (12) In the central banking sphere capital movements complicated the task of any central bank trying to follow the "rules of the game" in its internal credit policy and they obviously tended to produce opposite rather than concurrent changes in central bank's international and domestic assets from one year to another. "In technical terms, there was a competitive rather than a complementary relationship between foreign

(9) R. Nurkse, *International Currency Experience*, p. 63.

(10) Experience shows that there is at times a strong automatic tendency towards neutralization. An inflow of gold, for instance, tends to result in increased liquidity on the domestic money market, which in turn may naturally lead the market to repay some of its indebtedness to the central bank. The balance-sheet of the bank will show an increase in gold and a decrease in domestic discounts and advances, and so the gold movement will have been neutralized at least in part, even though the bank may have been completely passive. Similarly, an outflow of gold, tending to reduce the funds available to the market, may be partly offset by an increase in borrowing from the central bank on the market's initiative.

(11) *Ibid.*, p. 78.

(12) In the Netherlands, for example, a heavy inflow of gold resulted in an increase in the commercial bank's cash ratio from 12% in 1930 to 19.0% in 1932, without any increase in commercial bank deposits. In Switzerland, with a similar condition of central bank assets, an inflow of gold during 1935 more than doubled the commercial banks' cash ratio without producing any rise in deposits. And so was the case with the United States' commercial banks between 1934 and 1935.

and domestic credit, and the supply of money to any single market was highly elastic." (13)

Besides these "normal" or "automatic" factors helping to neutralize shifts in international currency reserves and offset their effect, there were some abnormal developments which necessitated deliberate neutralization. From 1920 to 1924, for example, the United States, under the prevailing abnormal circumstances, neutralized most of the gold influx. Part of this neutralization occurred, undoubtedly, automatically, as the entering gold made the market more liquid and decreased the commercial bank's dependence on the Federal Reserve System. The Federal Reserve banks, however, reduced their holdings of domestic assets at certain times, on their own initiative. They managed to keep some of the gold outside the credit base by putting it into circulation in the form of gold certificates.

In the United Kingdom, during the six years following the return to gold in 1925, evidence points to a systematic policy of neutralization. In a report to the Gold Delegation of the League of Nations, the evidence was that "An inspection of the Bank return shows that the Bank has attempted, within certain broad limits to stabilize the total volume of credit available to the English economic system by offsetting the gold losses by an increased holding of securities, and, at times when gold was flowing in fairly freely, offsetting the increased supplies of gold by a reduction in its earning assets." (14)

The experience of France after the *de facto* stabilization of the franc in 1926 affords another striking example of neutralization. (15)

Under such conditions it is very clear that the alleged automatic and smooth adjustment in the balance of payments, according to the traditional doctrine will be violently detained. Thus while leaving the external influences to take their normal course,

(13) *Ibid.*

(14) Sir T. E. Gregory, "Selected Documents on the Distribution of Gold," League of Nations, 1931, p. 27.

(15) An excellent discussion of this experience and others in this connection are found in *International Currency Experience*, by Surbas, pp. 68-69.

thereby exposing the internal economy to the outside shocks and pressure, this course of action does not actually help solving the external disequilibria.

The second course of action is concerned primarily with offsetting the influence of external factors on the internal economy and compensating, through fiscal and monetary policies, for the shrinkage in home income caused by the loss of exports. As stated before, a country embarking on such a program is bound to aggravate rather than mitigate the pressure on its balance of payments, (16) especially when other countries do not follow suit in this connection.

But to suspect the efficiency of these measures themselves in the field of internal economy is to suspect the premises on which the Keynesian economics are based as well as their underlying implications. Though we have no intentions to raise any arguments in this connection, we must say that the offsetting policy has its limitations. (17) It cannot as a rule prevent booms and depressions in the export industries. It can prevent them only if the export goods are storable and are actually stored by the country in bad years for release in boom years. In this ideal case the compensatory domestic expenditure would be directed to the same goods that are affected by the change in foreign expenditure, so that even local and frictional unemployment would be kept to a minimum. "This may not usually be practicable; and just as a road-building program, for example, owing to the imperfect mobility of labor, is not likely to remove all unemployment in, say, the textile industry, so a compensatory increase in domestic spending is not likely to be a complete remedy for depression in the export industries. (18)

(16) Narves, "Conditions of International Monetary Equilibrium," *Essays in International Finance*, Princeton University, 1943, reprinted in *Readings in the Theory of International Trade*, ch. I, pp. 3-34.

(17) If circumstances are favourable, a small country producing largely for export will be able to carry through an internal expansion if it takes adequate measures to protect the balance of payments. But under adverse conditions, such an expansion may prove impossible. Just how serious are the limitations imposed by the balance of payments under such conditions is illustrated by a comparison of the experience of Denmark and Sweden between 1932 and 1935. See C. Iversen, "The Importance of the International Margin," in *Explorations in Economics*, New York, 1938.

(18) *Ibid.*, p. 21.

The offsetting policy may, however, be able to prevent the wide and cumulative fluctuations throughout the domestic economy which might otherwise result from fluctuations in foreign demand. The success of the policy depends, in my belief, on the timing of the compensatory programs in relation to the timing of fluctuations. The policy would, presumably, be more successful in curbing a downward movement if the compensatory programs were designed to have their full effects before the downward cumulative movement had gathered momentum and had started feeding on itself. That is, they should start with the very first signs of slump and before the situation becomes out of control.

When we are dealing with a smaller country in relation to its outside influence on the world at large, a decline in its economic activity is not likely to produce serious contraction in the aggregate world effective demand. In such a case the reduction in the volume of its imports from other countries could be fairly compensated, or, in most cases, is likely to be too slight to produce any serious effect on their economy. In the case of the United States, a cut in the volume of its imports is likely to impinge very heavily (taking into account the total effect, i.e., the multiplier effect) on the countries' total effective demand, and a successful compensatory policy, in such a case, is not conceivable, taking into consideration the magnitude of the reduction in the total demand. One must admit that there is a certain degree of resistance in a given community for the government intervention in economic matters and its ability to use taxation, borrowing, direct investment and such other measures of planning and control. This resistance tends to vary according to the economic system of the community; it increases the more the system is attached to the purely capitalistic and free competition ideals, and it becomes less in a planned economy. Thus, apart from any technical difficulties in operating a compensatory policy, this high consideration for the economic system itself imposes further limitations on its application.

The third course of action is concerned primarily and usually employed as a measure for correcting disturbances in the balance of payments equilibrium. Its effect on the internal economy cannot, however, be wholly excluded. The major

method used in this connection is exchange rate changes. It is prescribed as a remedy for meeting external pressure on the balance of payments caused by cyclical fluctuations abroad. It is considered as an effective measure, the use of which is specifically justified and recommended (e.g., by the Fund) under certain conditions, namely, "fundamental disequilibrium." "By entitling countries striving to maintain high levels of income and employment in the face of depression elsewhere to depreciate their currencies if large and persisting deficits resulted thereby, this criterion would tend, along with other sanctioned protective devices and with Fund drawing-rights, to overcome any inhibitions which countries might have with regard to autonomous full employment policies." (19)

A single country may employ exchange depreciation or protective measures of some variety as a supplement to a program of internal expansion. "Under these circumstances I think depreciation would generally be regarded as justifiable if not carried too far, since its unfavorable effects on other countries are offset by their gains from the expansion program, leaving their balances of payments and national incomes on balance unaffected." (20)

Once we attempt to distinguish between justifiable and unjustifiable depreciation, however, we raise the whole issue of equilibrium in the balance of payments and the equilibrium exchange rate. These problems may now be examined briefly and on general terms.

A country facing a deficit in its balance of payments or a serious deflationary pressure which results in a widespread unemployment may be justified in taking certain measures to cure the situation. The methods of adjustments used by any country, in such a situation, and the magnitude of these

(19) A. I. Bloomfield, "Foreign Exchange Rate Theory and Policy," *New Economics*, p. 305. According to Bloomfield, "Keynes almost invariably assumed,— that an exchange adjustment would be an adequate correction of balance-of-payments disequilibria." *Ibid.*, p. 323.

(20) W. A. Salant, "Foreign Trade Policy in the Business Cycle," *Public Policy*, Volume II, reprinted in *Readings in the Theory of International Trade*, p. 251.

measures will necessarily react upon the economic situation in some other countries and as such might affect the international equilibrium.

It is probable that, under certain conditions, the net gain for that country will not be necessarily at the expense of others. In other words, this country might use certain methods of adjustments at a certain magnitude that might not add to the difficulties of other countries. Whether such a situation might be possible or not, depends on the type of the method used for re-equilibrating the economic forces. On the other hand, the magnitude of the action taken by this country will react positively or negatively on the state of equilibrium in other countries according to the circumstances existing in each situation.

Before we proceed to the study of these methods of adjustments, their success in achieving their purpose, and their impact on the international equilibrium, it is likely to clarify some of the equilibrium concepts.

The kind of disturbances that might occur in the international situation could be classified into two : 1) oscillations from a situation of equilibrium and 2) fundamental disturbances in that situation.

We mean by oscillations a kind of disturbances which are more or less diversions from a state of equilibrium and which are not of accumulative character. In other words, they will not set into motion any economic factors that may change the original situation.

A fundamental international disequilibrium is reached when the action taken by a given country will result in a "net" disturbing effect on the international situation.

As oscillations are usually admissible, when we talk about any concept of equilibrium, that phase of disequilibrium will be ignored as of a minor importance. Then when we talk about disequilibrium here, we mean something deeper than mere oscillations around a state of equilibrium. The same type of definition will be applied to the individual country. We shall mean by disequilibrium here a deep-rooted set of disturbing economic factors that (according to one criterion or another) can-

not be treated as normal fluctuations allowed for under any state of equilibrium.

Once we have decided to confine our attention to that type of disequilibrium which is not of the "oscillatory" character, it seems to be unavoidable to go through that familiar argument: what is the fundamental disequilibrium?

Professor Haberler in his illuminating article (*Review of Economic Statistics*, 1946) concludes that the term "fundamental disequilibrium" should be interpreted in terms of an "objective, unambiguous, and observable criterion." (21) Such a criterion could only be an actual deficit in the balance of payments.

Neither Professor Hansen (22) nor Nurkse are convinced that an actual deficit, or its absence, in the balance of payments is a satisfactory criterion on the basis of which to determine the presence or absence of a fundamental disequilibrium. A fundamental disequilibrium (produced e.g. by a wrong exchange rate or any other type of maladjusting mechanism) may not reflect itself in a deficit in the balance of payments at all.

Mr. Nurkse points out that if balance of payments equilibrium were the sole criterion of the "equilibrium rate of exchange," there might be little justification for regarding the pound sterling in the years 1925-1930 as overvalued. For there was little sign of disequilibrium in the British balance of payments. There was no gold outflow during the period before July, 1931 and no evidence of a continuous influx of equilibrating short term balances. (23)

A country may have a "rate of exchange" such that its balance of payments can be kept in equilibrium only by a contraction of total domestic income and demand and if wages and prices are rigid, such a contraction must operate through unemployment. This seems to have been the situation in the United Kingdom during the period 1925-1930. The external accounts were kept approximately in balance, but only at the

(21) G. Haberler, "Currency Depreciation and the International Monetary Fund," *Review of Economic Statistics*, Nov. 1944, pp. 178-81.

(22) A. H. Hansen, "A Brief Note on Fundamental Disequilibrium," *Review of Economic Statistics*, Nov. 1944, pp. 182-84.

(23) B. Nurkse, *International Currency Experience*, Ch. 3, p. 121.

cost-of large scale unemployment and depressed business conditions in comparison with the outside world. Thus balance of payments equilibrium alone is not a sufficient criterion at different levels of income and employment, equilibrium in the balance of payments can be secured at different rates of exchange. "It may be better, therefore to define the true equilibrium rate as one that maintains the balance in equilibrium without the need for mass unemployment at home, or at any rate without a degree of unemployment greater than in the outside world." (24)

The main issue in the whole argument calls for two comments. To my viewpoint the difference in the line of thinking are reasoning springs in the first place from a difference in emphasis on two distinct though related concepts : namely, the internal and external equilibrium. In the second place one of the criterion seems to appeal more to the practical purposes, (say for the Monetary Fund Management) than the other.

If we define the internal equilibrium as one in which the economic system works at nearly full employment without causing any inflationary spirals, then the fundamental disequilibrium will be, according to that definition, a situation in which such a state of affairs is (for a reason or another) non-existing.

On the other hand, if we define the external equilibrium for a country as one in which its balance of payments with the outside world, for a reasonable number of years, is in (25) equilibrium (in an economic sense), then a fundamental disequilibrium here is expressed in terms of a deficit in its balance of payments that lasts for more than one year and that reaches a magnitude inconsistent with what we might call normal discrepancies or oscillations.

In fact, these two concepts, though quite distinct as defined above, yet they are very closely related. It is not probable for instance (though conceivable) that a country can carry on a full employment program without its imports, exports, and its in and

(24) *Ibid.*, p. 126.

(25) Not in pure mathematical or accounting terms. Because according to these terms the debit and credit side of the balance of payments for any country must be equal.

out foreign investments being affected. It is, of course, quite possible (though it is difficult as (26) experience indicates), that a country could, under a controlled monetary system, insulate its internal economic system from any external disturbing influences which are of a monetary character. But the mere carrying out of such a program will necessarily result in a new reformulation, if not a distortion, of the whole economic structure, and a change in the economic variables relationships (say, price level, profits, savings and investment), that must ultimately react on the different items in its balance of payments.

Then under a capitalistic economic system, or any other system that lacks a complete control of its economic forces and mechanism, the internal situation will ultimately react on the external one.

The same relation between these two concepts can be expressed in another way. A country facing a deficit in its balance of payments might be involved in certain adjustments (say an exchange rate depreciation) which will ultimately react on the internal situation.

Therefore, there is no real difference between the two criteria presented above. For pure theoretical interpretation at least, there should be no difference in opinion of what we might call a fundamental disequilibrium. Any disturbing factors that come from inside or outside and which results either in a widespread unemployment (which cannot be described as of a frictional type) or in a deficit in the balance of payments (which is not of an oscillatory character) should be considered as responsible for a fundamental disequilibrium.

(26) As Nurke pointed out, "There existed, however, certain obvious limits to the neutralization of gold movements, irrespective of whether these movements arose from 'hot money' or from disinvestments in current payments. In the gold receiving countries the amount of offsetting that could be done by the central bank was ultimately limited by the amount of the bank's domestic assets. Once those assets were reduced to or near zero, a central bank could do nothing to offset a further increase in its international reserve." As we noted before, this was the case at times in such countries as the Netherlands and Switzerland, and the neutralization proceeded largely outside the central bank through the piling up of idle cash reserves by commercial banks. A similar situation developed in the United States after 1923. *Ibid.*

For practical purposes, however, (e.g. the functioning of the Monetary Fund) Haberler's criterion might prove helpful. Mr. Bloenfield believes that a state of fundamental disequilibrium must be interpreted by the fund in terms of the deviation of an existing rate of exchange from its theoretical equilibrium level. "In actual practice such a deviation will tend to be reflected most commonly in a large and persisting balance of payments deficit. Use of the balance of payments criterion would have the practical advantage of focussing attention on what is most relevant to the Fund, namely, the necessity of correcting persisting unbalance in international accounts threatening seriously to distort the distribution of the Fund's holdings of individual member currencies. It would also provide a reasonably objective and identifiable basis for policy, and would preclude the possible danger of sanctioning beggar-my-neighbour depreciations." (27)

But even so, the managers of the Fund will be always involved in a series of unsolvable problems, because of the inseparable nature of the internal (revealing itself in unemployment and distorted price-cost structure) and the external economic forces.

For our purpose here, however, an ideal system of equilibrium may be defined as that which keeps the international accounts of all countries in equilibrium at full employment levels. From a policy viewpoint, however, an equilibrium for an individual country must be defined somewhat more modestly, along the lines of the Keynesian definition, as that which keeps the country's international accounts in equilibrium over a period of several years, on the average, without having caused undue deflationary (or inflationary) pressures, or necessitated additional import restrictions, therein.

With this definition of equilibrium in mind, we proceed to study from various standpoints the effects of the widely used methods of adjustments. Some remarks, however, are necessary at the outset. In the first place, a given method of adjustment will be questioned on the basis of a purely self-defense or self-interest grounds.

(27) A. Bloenfield, "Foreign Exchange Rate Theory and Policy," *The New Economics*, p. 304.

For instance, granting that a country should be allowed to depreciate its currency, we shall inquire, under what conditions, from its own point of view this depreciation will be helpful as a tool of adjustment. In many cases, such a method will prove harmful, not only on the grounds of distorting the economic forces of international equilibrium (as previously defined) but it might also prove harmful to that country's own economic forces of equilibrium.

In the second place, a certain method of adjustment might prove useful for a given country, only under certain conditions, but still harmful if we consider the world economic equilibrium as a whole.

The last aspect, which is the most important from the standpoint of the international equilibrium will be the conceptualization of the net effect of any method of adjustment on the equilibrating mechanism of the world economic forces. Let us suppose that there is a given magnitude of economic forces (say 100 units) (28) working automatically towards international equilibrium. Then the action taken by a given country for adjustment, will be described as positive if its result will be a net addition to these forces (say, will make them 120, instead of 100). It will be neutral if it leaves them as they are. And it will be negative if it will create in the international sphere some new disturbing factors that may end by reducing the magnitude of these economic forces.

To repeat, any method of adjustment, taken by any country is liable to set into motion some economic forces which are equilibrating or non-equilibrating (or disturbing) according to the circumstances. From the stand-point of that given country, adopting such a method, the method is satisfactory (or equilibrating) as long as it fulfills the purpose (correcting the maladjustment in whatever aspect it might reveal itself). But our outlook on such a method will be quite different when we study its total (or net) effect. In one sense it is desirable only if it fulfills its purpose without throwing into the international field some disturbing elements which might be greater, in their magnitude or amplitude, than those for which the method was

(28) This is, of course, a *pace* hypothesis, because the motives that initiate the operation of economic forces can be expressed only in qualitative terms.

originally adopted. The net addition to or subtraction from the normal economic forces that work for international equilibrium is what matters here. The classification previously mentioned corresponds with the three theoretical possibilities that may arise out of using any corrective measure by any single country.

Then if we can conceive of an international institution with the main object of fulfilling an international equilibrium, then it may rightly consent any action that falls under the first two classes (positive and neutral). To accept as a solution for an individual case of maladjustment any of the numerous corrective measures which has a negative effect on the international equilibrium (as previously defined) means that this institution will ultimately face a "magnitude" of economic problems greater than those for which it tried originally to solve.

The concept of "beggar my neighbour policy" which has been widely used by many economists (29) to indicate a sort of exchange depreciation which is not theoretically justifiable can enter into our general scheme as a special case. An exchange depreciation (which is one type of numerous methods of adjustment) may have, under certain circumstances, a net negative effect on the economic forces of international equilibrium. In that case it is a "beggar my neighbour policy" because it means a gain for a single country at the expense of some others, or, because it is a way of throwing to the outside world (some countries) some disturbing elements, which are originally the property of a single country, and which may be of a purely internal character.

But, as it is conceivable that any method of adjustment (other than exchange depreciation) may result in one country gaining at the expense of the others, or in one country adding more disturbing elements to the forces of international equilibrium than abstaining from doing so, therefore, any method of adjustment could be interpreted as a "beggar my neighbour policy." Therefore, if that expression gives the impression that a "beggar my neighbour policy" is a phenomena that exists only under a condition of an exchange depreciation which is not

(29) Originally, I believe, by J. Robinson.

theoretically justifiable, I think it is misleading. In many other ways, and under various circumstances, any other method of adjustment could be utilized in a way that produces effects similar to those that might present themselves under a non-theoretically justifiable exchange depreciation. There is a "beggar my neighbour" policy involved in each method of adjustment and our judgement as to the justification of any method should be in terms of the previous classification (i.e., according to the net effect on the international economic forces of equilibrium).

Though we shall confine our attention here to the exchange depreciation case, the same lines of approach can be applied to any other method of adjustment; and the international economic equilibrium should be sought of in terms of the total and ultimate effect of any given method of adjustment taken by one or more than one country.

The classical theory of international trade and of readjustments to balance of payments disequilibria centers on disparities in a single country's price and cost levels with relation to the rest of the world. The theorem contends that, domestic deflation—if costs are not too rigid—or currency devaluation may be able to bring about readjustment through the restoration of the country's competitive position in world markets. It assumes exclusively that the fall (originated by the exchange depreciation) in the prices of goods exported by this country will result in a volume of sales that, when multiplied by the new price will make the total value of exports greater than before.

In other words, it assumes that the elasticity of foreign demand is greater than unity. Now we shall question this theorem from the standpoint of the individual country using that method. Barring, for the moment, the internal complications that may arise from taking such a measure (e.g., inflationary pressure, or income distribution) (30) and disregarding the

(30) Supposing that depreciation will lead to an increase in the money income of some individuals, it may happen that, under certain income elasticity of demand for imports, the increase in home incomes due to the increase in exports will be less than the reduction due to the change in imports.

real (31) value of it, the argument will be carried out on pure monetary and theoretical basis to show if there will be a net gain to the balance of payments of that country or not. First of all, the "net proceeds" of the exchange depreciation does not depend exclusively on the foreign elasticity of demand. There are four kinds of elasticities involved in the operation, namely: (32)

1. Foreign elasticity of demand for exports.
2. The home elasticity of supply.
3. Foreign elasticity of supply of imports.
4. Home elasticity of demand for imports.

These four economic forces influence the magnitude of the change in the balance of trade resulting from a fall in the exchange rate.

The increase in the value of exports will be smaller the smaller in the foreign elasticity of demand, given the home elasticity of supply. If the foreign demand is inelastic, there will be no increase in the volume of exports or in their value.

If home supply is perfectly inelastic the volume of exports does not alter and the value of exports increases in proportion to the fall in the exchange rate. If it is perfectly elastic, the home price is constant and the price to foreigners falls in proportion to the fall in the exchange rate. If the foreign elasticity of demand is equal to unity, so that expenditure is constant in terms of foreign currency, the value of exports is independent of the home elasticity of supply and increases in proportion to the fall in the exchange rate. If the foreign elasticity is less than unity, the value of exports will depend on the home elasticity of supply. As long as the foreign elasticity of demand is less than unity, each increase in the volume of supply means that their

(31) We mean that exchange depreciation may prove successful as a way of acquiring additional international exchange reserves, but at the expense of exchanging real economic effort (the quantity and quality of labor required for producing export goods) at a very cheap price. This may happen if the elasticity of the foreign demand is so low that the country depreciating its currency will accept terms of trade which are very unfavorable to it.

(32) J. Robinson, "Essays in the Theory of Employment," Oxford, 1947, Part III, The Foreign Exchanges, pp. 124-126.

value will increase less than in proportion to the fall in the exchange rate. On the other hand, when the foreign demand has an elasticity greater than unity, an increase in the volume of exports leads to an increase in the foreign expenditure upon them, and the value of exports increases more than in proportion to the fall in the exchange rate. (33)

On the side of imports, their value in terms of home currency will increase or diminish according as the elasticity of demand for imports is less or greater than unity. A fall in the exchange rate produces the maximum increase in the value of imports when home demand is perfectly inelastic. The maximum decrease is produced when a perfectly elastic home demand is combined with a perfectly elastic foreign supply. Then, so long as the home demand for imports has more than unit elasticity, a fall in the exchange rate must increase the balance of trade. Because, in that case the value of imports will decrease whilst the value of exports will stay, at the worst, constant. But if the increase in the value of exports, produced by the fall in the exchange rate and the foreign elasticity of demand, is small while the elasticity of home demand is very low, a fall in the exchange rate will reduce the balance of trade.

Then if a country's demand for imports is highly inelastic, a rise in the cost of foreign currencies may easily lead to a deterioration of the trade balance, especially if foreign demand for the country's exports is also relatively inelastic. Thus in certain circumstances a fall in the exchange will not lead to an equilibrating adjustment in the balance of trade. If a country produces goods not produced elsewhere and if demand for these goods is inelastic the value of its exports might be increased and its trade balance improved by an appreciation instead of a depreciation of the exchange. (34)

Under some other circumstances the exchange depreciation is not a wise policy from the standpoint of the country using it. From the point of view of a debtor country, for instance, interest payments fixed in terms of the creditor's country represent an item in imports which rises in value in proportion to the fall in

(33) *Ibid.*, p. 140.

(34) Jean Wellier, *L'effet des Changes sur le Commerce*.

the exchange rate, and if such obligations are considerable, exchange depreciation may be extremely dangerous to the balance of trade.

A country whose main exports are manufactured goods in which it has no monopoly will normally enjoy a highly elastic home supply. (35) Its exports will, therefore, respond favorably (if such elasticities exist) to a fall in the exchange rate. But, if its imports consist mainly of food and raw materials which cannot be produced at home, the demand for imports is probably inelastic, while if it does not represent a predominant part of the world market the foreign supply will probably be highly elastic. The effect of depreciation upon imports is then unlikely to be favourable, and the benefit to the balance of trade of an increased value of exports may be cancelled out by an increased value of imports.

Therefore, we may conclude, that from the country's own standpoint the net effect on the balance of trade is a very doubtful prediction. If it is possible that we could measure these magnitudes (of the four previously mentioned elasticities) and if we can take into consideration the dynamic nature of supply and demand conditions, we might be able, only in that case to pass a positive judgement about such a problem. As these statistical measures are not available, or at the best of a static nature, then our conclusions will be more or less a matter of conjecture, and everything seems to be possible.

As Professor Harris (36) remarked, "It is in fact frequently necessary to study the supply and demand conditions of each export commodity. World prices of some exports will rise and others will fall, and the demand for some will be elastic and for others inelastic. Furthermore, important shifts in demand will occur. Upon these factors and others will depend whether or not any particular country's exports will expand following exchange depreciation."

Mr. R. Hushaw has performed some statistical investigations in connection with that problem (measuring the elasticity

(35) *Op. Cit.*, pp. 145-46.

(36) S. Harris : *Exchange Depreciation*, Cambridge, Harvard University Press, 1936, Ch. II.

of the international demand and he came to the conclusion that the demand is unlikely to be elastic. Mr. Tse Chun Chang, (37) working on the same problem seems to come with similar conclusions. This quotation illustrates his view.

"In the classical theory of international trade, it is generally assumed that the price elasticity of world demand for a single country's exports is very high so that any country, by lowering its export prices by a small fraction would be able to attract to itself a considerable part of its competitors' market. But the results of our statistical conclusions, do not seem to confirm this view. As a matter of fact, the price elasticity of world demand for a single country's *total* exports tends in general to be less than unity. It is only in unimportant cases of very small agricultural countries, that we find that the changes in export quantities are elastic with respect to the changes in their respective export prices; and moreover, that the elasticities are not much greater than unity."

But for various reasons, these statistical investigations, condensed Professor Haberler, "are not yet sufficiently refined and trustworthy to upset the theoretical presumption that, except perhaps in a very short run, the elasticity of reciprocal international demand is likely to be great." (38) In another instance he said, "I confess that I still believe that Marshall was, and still is, substantially right when he said, 'It is practically certain that the demand of each of Ricardo's two countries for the goods in general of the other would have considerable elasticity under modern industrial conditions, even if E and G were single countries whose sole trade was with one another.' And if we take E to be a large and rich commercial country, while G stands for all foreign countries, this certainly becomes absolute." (39) It is not, of course, our intention here to present a thorough discussion of the arguments and evidence for and against that proposition. But I am inclined to believe

(37) "A Statistical Note on World Demand for Exports," *Review of Economic Statistics*, May, 1948, p. 128.

(38) G. Haberler, "Economic Reconstructions"; *Future of International Trade*, ed. by S. Harris, New York, 1943, p. 334.

(39) G. Haberler, *Foreign Economic Policy for the United States*, ed. by S. Harris, Cambridge, 1948, p. 352.

that in face of the present practices (tariffs and other impediments to trade, or any type of retaliation) the exchange depreciation method is not a successful measure for correcting the readjustment in a country's balance of trade. The conditions under which (such as limiting the competitive exchange depreciation, or avoiding the speculative capital movements) a change in the exchange rate might be an efficient (40) method for correcting disequilibrium in the balance of payment are unlikely to exist.

Study of the facts, however, has not infrequently failed to support the simple view that exchange depreciation improves the balance of trade. Normally, (in some economists' views) a single country's export products compete with similar products of other countries, so that exchange depreciation is likely to improve a country's trade balance by securing for its exports a larger share of the total world demand. The demand for a single country's exports may thus be elastic even if the demand for the type of commodities exported by that country is inelastic as a whole.

"In France, (41) exchange depreciation produced at first the normal effect: the import surplus was sharply reduced. The reduction from 1920 to 1921 was partly due to the slump in foreign raw-material prices and was accompanied... by a temporary recovery of the franc. But later, when the exchange began to fall again, the improvement in the trade balance persisted, leading actually to an export surplus. One may say, therefore, that the exchange depreciation caused by the abnormal capital outflow tended to bring about the trade adjustment necessary for the real transfer of the capital.

In 1921, however, the tendency changed. The speculative anticipations dominating the exchange market began to affect the market for commodity imports and exports in a similar disequilibrating manner. As the exchange declined, import prices rose, and as import prices rose, traders began to expect a further rise and so reacted by importing more instead of less.

(40) Granting, of course, that the magnitude and direction of the elasticities are favorable for this country.

(41) Nurkse, L.O.N. *International Currency Experience*, pp. 119-120.

Similarly, exporters, expecting the price rise for their products to continue, held back their sales so as to get better prices later. From the early part of 1923 to the middle of 1926 the quickening pace of exchange depreciation produced in consequence a sharp deterioration instead of an improvement in the trade balance."

Other examples could be quoted of trade balances reacting to exchange fluctuations in a disequilibrating manner. The depreciation of the United States dollar in 1923, produced mainly by an outflow of short-term funds following an official embargo on gold exports, was accompanied by a fall in the export surplus as foreign buyers held off, and American importers speeded up their purchases. In the words of an official commentator, (42) "The rapid decline in the exchange value of the United States currency stimulated heavy buying from abroad in anticipation of further depreciation. The trend in imports appeared contrary to generally accepted international trade theory, but such a trend is in reality logical when the distinction between a depreciating and a depreciated currency is kept in mind."

Similarly the depreciation of the French franc during 1927 was accompanied by a deterioration rather than an improvement in the trade balance. Both in the United States in 1923 and in France in 1927, there were, of course, other factors at play, notably a sharp rise in wage costs. Yet, there is no doubt that the speculative anticipations set up by the process of exchange depreciation had an important influence on the movement of trade.

Following our twofold criterion of equilibrium, we turn now to consider the effects of exchange depreciation on employment and income.

For any one country an increase in the balance of trade is equivalent to an increase in investment and normally leads—given the level of home investment—to an increase in employment. This is almost true, with some primary qualifications:

(42) United States Department of Commerce. *The Balance of Payments of the United States in 1923*, p. 9.

1. A fall in the exchange rate causes a primary increase in employment in export industries, and in industries producing goods rival to imports. For a given increase in the value of exports the increase in employment will be greater the greater is the elasticity of supply, and for a given decrease in the value of imports it will be greater the greater is the elasticity of foreign supply and the greater is the elasticity of supply in the rival home industries. It is possible that an increase in the balance of trade may lead to no primary increase in employment. For instance, suppose that the elasticity of home supply of export goods is zero and the elasticity of demand for import goods unity. Then a fall in the exchange rate will lead to a proportional increase in the value of exports, without any increase in employment in the industries producing them, while the value of imports and the output of rival commodities will be unchanged.

2. As Mrs. Robinson pointed out, in any given situation, with given wages, there will be, for any one country, a certain rate of exchange at which its balance of trade is at a maximum. This may be called the (21) "optimum" exchange rate. It is the optimum rate in a strictly limited sense, for a fall in the exchange rate is likely to raise the price of imports relatively to exports, thus reducing real income per unit of output in the home country, so that the rate which maximizes the trade balance is by no means necessarily the most desirable rate from every point of view.

3. The multiplier mechanism, and the process of adjustment in the balance of payments through income generating and effective demand are based on a tacit assumption, namely—an original net increase in the money income of the exporting industries. The main point in the argument is that any active or passive balance of current transactions tends directly to expand or contract the total flow of money income within a given country.

If, for example, exports increase so as to produce an active balance of current payments, this tends to have the same income generating effects in the country concerned as an expansion in the domestic investment.

(21) *Op. cit.*, p. 146.

That kind of argument suggests and perhaps assumes a given surplus in the value of (44) exports to begin with after the exchange depreciation. In other words, it assumes a foreign demand elasticity greater than unity, a possibility which is doubtful, according to some statistical investigations at least.

If we suppose that the elasticity is equal to unity, then the net proceeds of the sales of exports will be the same whether the currency is depreciated or not. In that case no net increase in the flow of money will follow. Of course, there may be an increase in the volume of production, primarily at least in the export industries, for the expected profits are likely to be greater than before. But with the quantity of money (which is the proceeds of the sales of these products) unchanged, we might have a deflationary tendency instead of an inflationary one. Then to postulate the increase of employment on an expected inflationary tendency (resulting from an increase in the money value of exports) is not necessarily a valid presupposition. The real outcome of depreciation may be just the opposite (45) case.

(44) In some analysis on the study of foreign trade multiplier, the idea that what generates income and acts as a stimulant is an increase in exports, as such, rather than in the excess of exports over imports seems to have been, according to Professor Haberler, in the mind of some writers on the subject. Professor Haberler noted, "Mr. Harrod, for example, puts forward a lengthy argument to the effect that what matters is 'volume of exports rather than 'excess of exports'. But his reasoning, says Professor Haberler, is unconvincing. 'On the level of abstraction and simplification on which the multiplier analysis is carried out traditionally, dealing as it does with broad aggregates and averages, only an excess of exports over imports can be regarded as a stimulating factor, whilst a parallel shift upward of both exports and imports must be assumed to be neutral.'"

Professor Haberler added that Messrs. Clark and Crawford statements in introducing foreign trade into the multiplier analysis imply or at least suggest "that an increase in exports will exert a stimulating influence, only if-and insofar as-it leads to an export surplus; in other words, if it is not at once offset by an equal rise in imports."

See G. Haberler, "Prosperity and Depression," pp. 471-49.

(45) Of course, it is still possible that a primary increase in employment in export industries and in some other local industries may take place. But I cannot see how these primary tendencies could proceed to accumulate in a general increase in employment under such deflationary pressure. What we will have in such a situation (I mean depreciation unassociated with net increase in the value of exports) is a primary increase in the volume of production and employment unbalanced by any new money flow from the outside.

On the other hand, an expansion of the money supply if it happens (say in response to gold imports) can hardly by itself produce any immediate equilibrating reactions. It can in general do that only to the extent that it lowers interest rates and thereby stimulates domestic capital outlay and income. As a rule, however, changes in the quantity of money are slow to affect long term rates of interest, and such changes in long-term rates as may come about in this way are usually slow to affect investment activity. In certain (46) recent studies the volume of investment, which often seems to be governed more directly by the course of effective demand, has in fact been found to be not very sensitive to changes in the interest rates.

Until recently it had been a long established principle of monetary theory and policy that the volume of investment could be expanded by manipulating the rate of interest. The experience of the thirties did much to weaken that belief. (47) Despite the general prevalence of unprecendently cheap money, private investments in most countries of the world failed to revive appreciably. Interviews with business men responsible for investment decisions, moreover, as well as recent theorizing, have tended further to cast doubt on the traditional view. (48) In recent years there has been a decided tendency, consequently, to minimize the importance of interest rate changes as a weapon in the control of economic activity and instead to stress the

(46) Keynes in "The General Theory of Employment, Interest and Money," argued "Thus a monetary policy which strikes public opinion as being experimental in character or easily liable to change may fail in its objective of greatly reducing the long-term rate of interest." And in another place of his book he said "Only experience however, can show how far management of the rate of interest is capable of continuously stimulating the appropriate volume of investment. For my own part I am now somewhat sceptical of the success of a merely monetary policy directed towards influencing the rate of interest." P. 203. See also in this connection Tinbergen, "Statistical Testing of Business-Cycle Theories," L.O.N. 1933.

(47) Professor Hansen said, "But the decade of the thirties offers abundant evidence that cheap money alone is not adequate. Cheap money will not tempt borrowers if there are not available reasonably satisfactory outlets for profitable investment. Cheap money can encourage investment if conditions are favorable. But it will not of itself produce an adequate volume of investment and consumption." *Fiscal Policy and Business Cycles*, New York, 1941, p. 82.

(48) Bloomfield, *op. cit.*, p. 234.

overriding importance of fiscal policy measures. The significance of the rate of interest now tends to be viewed primarily from the angle of its effects on the distribution of income and on the value of capital assets. (49)

We conclude therefore that, in this respect, as in the former respect (balance of payment deficit), exchange depreciation policy is a doubtful measure, from the standpoint of the country restoring to it.

But to test its defects and merits in a wider sense, we should consider its over-all effect, i.e., its effect in relation to international equilibrium.

Following the same lines of approach, we shall study its effects on the elements of international equilibrium: first on the balance of payment equilibrium in all other nations, and second on the state of employment and income in them.

To investigate its effects regarding the first aspect (balance of payment equilibrium) we shall distinguish, as Polak (50) did between two types of disequilibrium, 1) Price disequilibrium and 2) structural disequilibrium. These are the two basic causes—in addition to causes of cyclical nature—that can bring a country's balance of payments out of equilibrium. Starting from an equilibrium situation, price disequilibrium will develop when the general level of prices of a country rises in comparison with the general level of prices in all other countries. The most striking example of this type of over-valuation occurs in the case of domestic inflation. A structural disequilibrium develops when international demand shifts away from certain products of a country, or when that country's relative supply position of certain exportable commodities deteriorates. This development is connected with changes in production technique or consumption demand in the world.

The effect of both types of causes on the balance of payments of the country directly concerned is similar. The balance is disturbed. Whatever the cause of this strained situation, depreciation of the exchange is likely to be seen as a

(49) *Ibid.*

(50) J. J. POLAK, "Exchange Depreciation and International Monetary Stability," *Review of Economic Statistics*, August, 1947, p. 174.

possible solution. But the effect of depreciation on the world at large is profoundly different, depending on whether the cause is of type 1 or 2.

If, as we assumed, the overvaluation of the currency of country, say, A, was due to a rise of its relative price level, a degree of depreciation of its currency is possible which will restore the equilibrium relative price ratios between this country and all others. If country A depreciates its currency to that extent, trade will move back into its old channels. The old equilibrium situation will have been re-established.

This is a promising possibility only on a given assumption: a static structural economy in all other countries. In other words, we assume here that the disturbance in the equilibrium relative price ratios will not set into motion a structural change in the other countries. The other countries are supposed, so to speak, to stay where (1) they were till the other country with the overvalued currency depreciates. But it is possible, of course, that the temporary overvaluation of that country "A", if it persists for a sufficient period, may activate some economic factors of a dynamic character, in some other countries, such that if country "A" depreciates later, a state of disequilibrium in some other countries may develop. If the overvaluation was temporary, or of a small magnitude such that no dynamic or structural change may take place in some other countries a general equilibrium may be re-established again following the depreciation in country "A".

We now pass to the case of a structural disequilibrium. In this case, as in the former, the depreciation of the (2) currency in country "A" will affect the balances of other countries. But—and this is the significant point—they are not shifted back to their original equilibrium situation. The depreciation of the currency of "A" is a new disturbance in the international

(1) In a theoretical sense the situation in other countries is assumed to be static. Moreover and particularly, the elasticity of supply in other countries for commodities produced by country A and exported to these countries is assumed to be zero.

(2) The original situation is assumed to be that country "A" receives a passive balance which is compensated by active balances in other countries to which international demand shifts.

markets which does not neutralize the effects of the shift of demand or supply, except for country "A". For all countries except country "A", the effect of depreciation may be either larger or smaller than the effect of the original change in demand or supply. Because the effect of depreciation, in the situation under discussion, would be to encourage exports in general and to discourage imports in general. Thus all countries with which country "A" trades will be affected by the depreciation of its currency. To what extent each will be affected depends on the magnitude of the trade of each with country "A", on the relevant elasticities of demand and supply, and on certain other (53) factors.

The fact that in a situation which has evolved from equilibrium by a shift in international demand or supply the depreciation of one currency cannot, except by pure chance, restore an equilibrium, is obvious from general theory. The act of equilibrium exchange rates between the countries of the system is determined by the demand and supply conditions in each. If these conditions change, a new set of rates will be required to return to an equilibrium situation. The position and the slope of all demand and supply schedules will determine what this equilibrium will be.

Taking into consideration the role that the previously mentioned economic magnitudes exert on the equilibrating elements in the system, and the complications resulting from their operation, there is a large probability that exchange depreciation to correct a situation of structural disequilibrium will lead to a larger unbalance in the system than that which it intended to correct. According to different hypothesis regarding these magnitudes (or an exact statistical measure for them) our conclusions could be formulated. In the majority of cases, however, the depreciation by one country to offset a structural disequilibrium is likely to bring one or more other countries into a situation which requires depreciation of their currencies by a large fraction of the depreciation of the first country. (54) It may

(53) Particularly the marginal propensities to import, to consume, and the multiplier effect.

(54) *Op. Cit.*, p. 181.

even conceivably cause, for one or more countries, a more unfavorable balance than that of the first country, and may hence require a greater degree of depreciation.

Viewing the second aspect of international equilibrium (i.e., that related to employment and income) which the exchange depreciation entails, the results in that case, as in former cases, are not certain.

In contemporary discussion much stress was laid on the competitive aspects of currency devaluation. In many quarters devaluation was regarded primarily as a means of improving a country's foreign trade balance and hence its volume of domestic employment, but one that operated necessarily at the expense of other countries and invited retaliation.

More recently, imperial studies have suggested a shift in emphasis. It has been shown that countries with depreciated currencies increased their exports mainly to other countries with depreciated currencies. This was a natural result of the expansion of production and money income which accompanied or followed devaluation. (55) In other words, monetary expansion tended to stimulate not only home market activity but also the foreign trade of the countries with depreciated currencies *inter se*. When devaluation by any one country had no other effect than improving the trade balance, that improvement was necessarily matched by a deterioration elsewhere. But when, as was more frequently the case, devaluation was followed by a domestic expansion of investment and national income, that expansion was a net expansion from the world point of view, tending to stimulate foreign trade all round. The revival of aggregate demand in certain important markets, rather than any exchange dumping, appears to have been one of the central factors governing the movement of trade during the devaluation period. (56) The evidence seems to suggest that any export gains obtained by devaluation at the expense of countries that had not yet devalued were short-lived and relatively unimportant.

Now, grading the exchange depreciation in general according to our previous classification, we find that in minor cases

(55) S. Harris, *Exchange Depreciation*, Ch. I.

(56) *Ibid.*

it is either neutral or positive in effect, and in the majority of cases it has a negative effect.

From the standpoint of the individual country restoring to it, we have found that in certain circumstances it may fail in its objectives as an equilibrating force—either for correcting a balance of payment deficit or as a stimulus to economic activity. We have pointed out that its success in either of these objectives is subject to many qualifications and assumptions that are not likely to exist, in the majority of cases at least. The center of gravity in the whole picture rests on our assumption as to the magnitude of elasticities. With a foreign demand elasticity more than unity (and other elasticities favorable to the situation) the exchange depreciation will satisfy the purposes required: first, an export surplus and second, a monetary expansion that may possibly lead to economic expansion (in the volume of employment and income).

With respect to its effects on the international equilibrium forces we find that, starting from a state of equilibrium exchange depreciation by any one country is likely to add a new set of disturbing elements, or a magnitude of them greater than before and by this it would be qualified as of a negative effect. In cases of structural disequilibrium, it was found that a greater number of countries together receive an unfavorable balance as a result of depreciation to offset the unfavorable balance of a single country. That means that the net effect on the equilibrating forces is negative. Therefore, where an adverse balance of payments is the result of a structural change in demand or supply conditions, currency depreciation, though it may—under favorable conditions—solve the difficulty of the country concerned, is a matter of concern to all other countries. If the country is one of the main trading countries and if the depreciation required is large, it is likely to set into motion a chain of disturbing elements in other countries. The magnitude of these disturbing elements depends on some economic coefficients which their statistical measures are difficult and the information about them is limited. Such statistical information as is available at present would appear to indicate that the international repercussions are serious. This information provides a strong presumption against depreciation as a measure to remedy what Polak

called a structural disequilibrium. In cases where a country's balance of payments gets out of equilibrium owing to structural changes in demand or supply, full attention should, therefore, be given to the effect of depreciation on other countries.

Where an adverse balance of payments is the result of overvaluation of a country's currency, exchange depreciation will have a neutral effect on the state of international equilibrium. In other words, it will not add more or less to the existing economic forces operating for equilibrium. This case of neutrality is subject, as we pointed out before to an important qualification. That is that the overvaluation should be of a temporary character and does not last enough to set into motion any dynamic or structural change in other countries.

Is it possible that exchange depreciation can have a positive effect on the international state of equilibrium? If we could assume that the negative effects (resulting from the exchange depreciation by a single country) on the balance of payments of a group of nations (taken together) is less than the positive effects on other nations, then the resulting disequilibrium will be less severe than the original situation. In other words, the sum of the negative balances resulting from the depreciation will be smaller than the initial balance. Another possibility of a positive effect is conceivable provided the residual balance (the net international disequilibrium) is better distributed than the original balance.

As to the other aspect of equilibrium (state of employment) our conclusions will depend on our theory in business cycles. If we favour the view that monetary factors (operating through interest rate) are responsible for economic expansion, then an export surplus resulting from an exchange depreciation (under favourable conditions of course) may lead ultimately to a net increase in employment. If we do not favour that view of business cycle, then the monetary factors (say, a lower interest rate) resulting from export surplus will not have any actual effect on the volume of investment.

The net effect of exchange depreciation, in this respect, is very hard to predict. Our (57) criterion should be the total world

(57) Another criterion could be the number of people employed all over the world.

volume of effective demand. If an exchange depreciation restored to by one country results in a net decrease in that volume, the exchange depreciation will have a negative effect. If it adds a net effective demand for some countries equal in magnitude to what it withdraws from others, its effect will be neutral.

A positive net effect is conceivable if an exchange depreciation by one country may react favourably on the marginal efficiency of capital schedule in some other countries. A country which produces raw materials on a large scale, which are essential for industrial production in some other countries may be taken as a typical example for that case. The effect of depreciation—by lowering the price of raw materials in the international market—may raise the margin of prospective profits in some industries and, therefore, may act as a stimulus to new investments. The total effective demand may be greater after the depreciation and in that sense it would have a positive effect.

Apart from the possible disturbing effects which exchange depreciation may cause in the forces (working for) international equilibrium, it does not appear, *per se*, to be a successful corrective for balance of payments disequilibria, nor does it prove to be an effective protective method against external influences. Its effectiveness in both respects is qualified by many factors which make it a very doubtful remedy. It is usually assumed that a depreciation of the exchange acts as a bounty on exports and a duty on imports and thus tends to improve the trade balance. The supply and demand conditions necessary for this result may be present normally, but they cannot be assumed as given. It has been noted, for instance, that if a country's demand for imports is highly inelastic, a rise in the cost of foreign currencies may easily lead to a deterioration of the trade balance, especially if foreign demand for the country's exports is also relatively inelastic.

As to the rest of measures included in the third group (tariffs, bounties, and so forth) their effect is, obviously, largely similar to that of exchange variation. The underlying forces in both rest on some sort of price and cost manipulations and thus their ultimate success in correcting a given external disequilibria will depend on our estimation of the relative magni-

tudes of the four previously mentioned elasticities (in general terms, on the conditions of supply and demand).

Exchange control and all other methods of over-all import control included in the fourth group have definitely a relatively greater degree of success in correcting a balance of payments disequilibria and neutralizing the external influences than the former measures.

To recapitulate : First, the measures designed to correct the effect of external influences in the internal field seem to be on the whole more successful than those designed to solve the international balance of payments disequilibria resulting from the same influences. Second, the more the methods are effective in curbing and ironing out the external influences (e.g., exchange control and over-all import controls displayed in one form or another), the more they lead to impeding the flow of foreign trade, reducing its volume and diminishing substantially the presumed benefits of international division of labour. Third, in almost every case the international transactions of a small and typically export country, like Egypt, will be seriously affected. Because, if we suppose foreign countries unable to meet the external pressure imposed on them by fluctuations in American economic activity, their international transactions will be duly affected and so possibly their import requirements from all and every other country. If they succeed in impeding the flow of external influences and pressure, their success seems to lead ultimately to a similar contraction in their aggregate international transactions and a country, like Egypt in such a case too, cannot avoid being harmed.

This type of analysis led some people to believe that little could be done in cushioning or neutralizing the external effects of American business cycles, except, perhaps, at a high price, (to forego the advantages of international trade). Nurkse says :

"There is a widespread notion that all would be well in the international economy if only the United States could maintain high and stable employment at home. Some people even go so far as to say that, by way of international arrangements, nothing can be of

any use unless there is high and stable employment in the United States." (38)

Without going even that far, we can safely contend that the impact of American domestic economic developments on the rest of the world and the repercussions of its policies in the international sphere can scarcely be overrated.

Y. S. EL-MOLLA

(38) H. Nurkse, "Domestic Versus International Equilibrium," *American Economic Review*, 1947, p. 573.

There is no doubt that the position of the United States with its enormous wealth on the one hand and its critical instability on the other, is unique. In the words of Professor Hansen, the United States "could make no greater contribution to the solution of the international political as well as economic problems than that of achieving a high degree of internal economic stability at a level of fairly full employment of labor and other resources." A. H. Hansen, *Fiscal Policy and Business Cycles*, New York, 1941, p. 430.



THE PLACE OF KEYNES IN ECONOMIC THINKING

by

Dr. WAHIB MESSIHA

*Department of Economics, Faculty of Commerce,
Foad 1st University*

1. — In his illuminating article on "Keynesism or Pre-Keynesism" (1) Dr. Z. A. Nasr dismissed the idea that Keynes was a mere propounder of certain strains of thought that lived in an underworld of oblivion and neglect. That the wine he presented was not old wine bottled in new vessels, but a new brand altogether (2). He is emphatic that the search for certain significant passages here and there, for the sake of discovering precursors, might be an interesting job, though it might not lead to any useful results.

To this remarks made by critics, that Keynesian Economics is the offspring of the World Economic Depression, and that his system does not apply to conditions where inflation begins to have its sway, Dr. Nasr reminds his readers of the three following principles. (3)

- 1.—Every theory is based on a certain number of assumptions.
- 2.—Every economic policy is dependent on the conditions prevailing.
- 3.—Keynesian tools of analysis have their own use in the study of inflationary conditions.

I am in full agreement with these view-points presented in his article. My purpose in writing this essay is to follow up certain issues raised by the writer.

(1) See *L'Egypte Contemporaine*, *Juif* 1951, P. 72.

(2) *Ibid* p. 81.

(3) *Ibid* p. 74.

2. — To most students, it is extremely puzzling: why traditional economics was almost silent on matters of general equilibrium. Even Malthus himself to whom Keynes ascribed great insight, in discovering the concept of "effective demand", could not achieve something of note: as all his discussions centred on the effect of savings or parsimony on the part of entrepreneurs, in conditions that could not allow for their profitable use. The following passages are a good example of Malthus's arguments in this regard: "It is undoubtedly possible by parsimony to devote at once a much larger share than usual of the produce of any country to the maintenance of productive capital; and it is quite true that the labourers so employed are consumers as well as unproductive labourers; and as far as the labourers are concerned, there would be no diminution of consumption or demand. But it has already been shown that the consumption and demand occasioned by the persons employed in productive labour can never alone furnish a motive to the accumulation and employment of capital; and with regard to the capitalists themselves, together with the landlords and other rich persons, they have, by the supposition agreed to be parsimonious, and by depriving themselves of their usual conveniences and luxuries, to save from their revenue and add to their capital. Under these circumstances, I would ask how it is possible to suppose that the increased quantity of commodities obtained by the increased number of productive labourers should find purchasers, without such a fall of price, as would probably sink their value, below the costs of production, or at least very greatly diminish both the power and the will to save" (1) and again: "In the case supposed there would evidently be an unusual quantity of commodities of all kinds in the market, having been converted, by the accumulation of capital into productive labour; while the number of labourers, altogether being the same, and the power and will to purchase for consumption among landlords, and capitalists being by supposition diminished, commodities would necessarily fall in value compared with labour, so as to lower profits, almost to nothing and to check for a time further pro-

(1) Works & corresp. of David Richards Vol. II. Notes on Malthus's principles of Pol. Econ. pp. 301-3.

duction. But this is precisely what is meant by the term glut which in this case is evidently general not partial". (1)

It is quite clear, that Malthus was keen on refuting Say's famous dictum that "supply creates its own demand"; and that he posed his thesis on the ground that there was a shift in the structure of production, due to a shift in the income allocation of the well-to-do classes. Such a shift in income allocation of the rich classes, would result in a transfer of labour from unproductive work, satisfying the idle whims and caprices of the rich, to productive work resulting in satisfying the needs of the common people; the working classes themselves.

In my view, the assumptions on which Malthus's theory is based are the following :

- 1.—Total real production and total real income in terms of labour do not undergo any change.
- 2.—The nonexistence of unemployed labour.
- 3.—A change in the income allocation of the Rich, due to an increase in their propensity to save and accumulate.
- 4.—Savings are used in effecting an increase in the production of common goods at the expense of a decrease in the production of idle services and luxuries.
- 5.—The propensity to consume of the common people and workers remains as before.

Under such conditions, savings would become abortive. In this respect, it would be hardly distinguished from "hoarding" in the modern sense. Saving on the part of the rich is not compensated by an increase in the propensity to consume on the part of the poor. The shift in production, does not provide for the satisfaction of new wants. Old wants are met, by an avalanche of the same kinds of goods that were produced before. The investments of savings, as Malthus assumed, is devoted to the creation of a bundle of consumers' goods by using the same methods of production. This creation of utilities is not something additional, over and above the total utilities that were produced beforehand; because they have an offset of other utilities (luxuries etc.), the production of which has ceased. In other

(1) Op. cit p. 204.

words, savings are really not used in creating additional wealth, i.e. in creating new "investment" proper, as we now understand the term; but are used in a directional substitutional sense. Even Ricardo himself, who has been assailed by Keynes as the founder of a school of thought, that led economic thinking—in this regard,—into wrong lines, admitted in one of his notes on Malthus that if the commodities produced be suited to the wants of the purchasers, they cannot exist in such abundance as not to find a market. Mistakes may be made and commodities not suited to the demand may be produced—of these there may be a glut; they may not sell at their usual price; but then this is owing to the mistake and not to the want of demand for production. (1)

If my interpretation is correct, not even Malthus who had been given the credit of betraying the fallaciousness of the supposedly self-adjusting equilibrium of the traditional economics, could be considered as a pioneer, discovering the factors which govern the interplay of forces that shape economic activity and cause its oscillations.

Other followers of the same sect, followed the same path. Their interests were absorbed in discussing the laws that govern partial equilibrium.

The rhythmic waves that rippled on the smooth surface of economic life, were supposed to be due to factors that were extraneous to the working of the economic process itself, sunspots, good and bad harvests, the propagation of inventions, the discovery of gold mines, the psychology of business people, etc...

3. — Only those who were looked upon as dissenters did show in their writings a certain appreciation of the problem of disequilibrium. However they treated it as a flagrant symptom of the social injustice of the economics of "laissez-faire" capitalism. Such were the views of Sismondi, Marx, Hobson and their like. They could not see in the vagaries of economic activity anything, but a striking disharmony between the interests of the capitalists and those of the working people; a worthy proof

(1) Works and correspondence of David Ricardo Vol. II — Notes on Malthus's Principles of Pol. Econ. pp. 294-305.

which exhibits the exploitation suffered by the labouring classes. No doubt, these are side-views. They can be relied on to explain difficulties that equilibrium conditions might encounter; they might be regarded as additional complicating factors, that would accelerate the havoc worked by depressions; but nobody could maintain that they are by themselves responsible for disequilibrium. If they had their full weight in creating a crisis, they could not be depended upon to explain, why the up-turu swing should have its own way. Symmetry in such an analysis is lacking, and the theoretical structure is found to be lop-sided.

4. — Keynes's theory however, stands aloof of all these currents of thought. It is an independant and self-contained structure, which does not rely for the explanation of disequilibrium on the appural consequences that reveal its existence. Over-investment and underconsumption are no more than incidents that come in the trail of the action of those forces that govern economic activity. They are not in themselves the evils to be cured. They stand as witnesses for the inherent instability of the economic system.

Keynes himself was explicit in his attempt to draw the boundaries that separate his ideas from those pertaining to other schools. In his "Treatise" he maintains "that the theories of Boussiatian and the European writers influenced by him, of Mr. J. A. Hobson in England and of Messrs Foster and Catchings in the United States, who are the best-known leaders of this school of thought are not in fact over-saving or over-investment theories, if these terms be given the same sense that I have given them. They have, that is to say, nothing to do with saving running ahead of investment or vice versa. They are concerned, not with the equilibrium of saving and investment, but with the equilibrium of the production of instrumental capital-goods and the demand for the use of such goods. They attribute the phenomena of the credit cycle to a periodic over-production of instrumental goods, with the result that these instrumental goods facilitate a greater production of consumption goods than the purchasing power in the hands of the public is capable of absorbing at the existing price level... In so far however, as these theories maintain that the existing distribution of wealth tends to a large volume of saving, which leads in turn to overinvestment, which leads to a

large production of consumption-goods, they are occupying an entirely different terrain from my theory ; in as much as, on my theory, it is a large volume of saving which does not lead to a corresponding large volume of investment (not one which does) which is the root of the trouble. (1)

5. — Some may reasonably ask, whether such differences that may exist between Keynes's ideas and others that seem similar are significant, or whether the whole problem is nothing but a quibble over words ? This question is pertinent, because the answer that might be given to it, will resolve the whole question and will help in giving Keynes' Theory its proper setting in economic thinking.

The neo-classical treatment of the trade cycle is no more than a side-treatment of a phenomenon, than now and then, disturbs the regular functioning of the economic system. The neo-classicals relegate the study of this economic disturbance into a separate treatment that has nothing to do with the whole body of theory. Only a loose and a vague connection, lies the one to the other. Taussing for an example, distinguishes between industrial and financial crises. To him, "the causes of the larger oscillations—the industrial phenomena—are to be found partly in the division of labour and the time—using or capitalistic method of production, and partly some elemental traits of human nature. They are partly economic, partly psychological. (2)

The Dissenting Schools, as I have shown base their own views on the maleficent working of the capitalist system, due to inequalities of incomes, class clashes and disharmony of interests.

None but Keynes in fact attempted an exhaustive integral study of the problem of disequilibrium and tried to knit the various fabrics into one coherent theoretical structure. It is not the cycle proper, with its turning-points, up and down that he went to search for the ultimate and proximate causes, but the everyday problem of equilibrium or disequilibrium, in other words the ordinary functioning of the economic system as it undergoes all sorts of disturbances.

(1) Keynes : *Treatise on Money*, pp. 178, 179.

(2) Taussing : *Principles*, Vol. I p. 291.

Equilibrium in the Keynesian sense has a meaning that transcends the narrow connotation given to it by the classicals. It does not restrict itself to a harmonical relation that predominates in a partial market, that of sugar or tea or labour or capital, etc.,. It is an overall equilibrium that embraces the whole economy and binds its different parts and sectors into one unit. The different markets are all brought under discussion, and the different relationships are integrated.

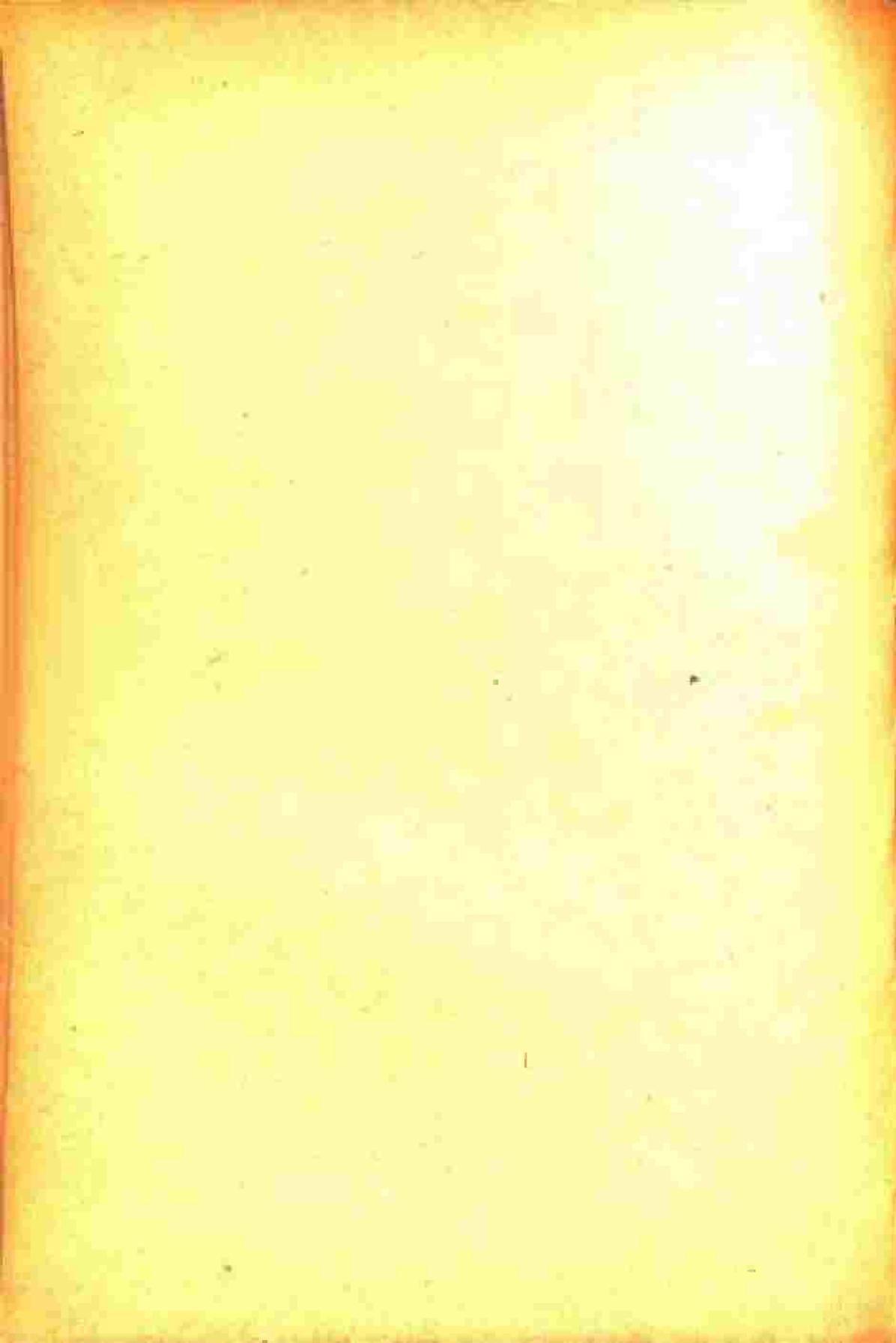
6. — Let us always remember that every new theory has its own justifications, because it has at the same time, the proper climate and environment, in which it can find the wherewithall to develop and grow. A theory, unless it is rigorously abstract and positive, should always aim, in the long run, at discovering the best solution, for the intricate and complex problems that face its initiator. It cannot be worked in a vacuum. Potentialities of its application and its utilisation in handling the affairs of everyday life should be always kept in mind.

If this be true one should be always on his guard in casting doubts about the achievements of predecessors. The Classical theory had its own hey-day. The circumstances in which it found its beginning coincided with the explanations given and the conclusions derived therefrom. Those circumstances were different from what we encounter in our days.

The mistake, if there be any, does not lie with the theory itself, as such but lies with those who still believe in its application to contemporaneous conditions. And the bitterness displayed by Keynes in his theoretical attempts, is almost directed to the followers of the school, who did not discover in the developments of a dynamic monetary economy, new factors that compel the scientific worker to wield new tools for attack and to consider modern economic problems in their proper setting.

If this be the only difference that distinguishes Keynes from his contemporaries, it is by itself a vital element that should always be taken into consideration in assessing the value of his work and in appraising the conclusions that could be drawn therefrom.

WAHIB MESSHA



ANALYSES ET COMPTES-RENDUS

GIORGIO MORTARA : *Durée de la vie économiquement active suivant la mortalité.* (1)

Grâce à l'amabilité de son auteur nous sommes heureux de pouvoir donner à nos lecteurs, avant sa communication à la prochaine session de l'Institut International de Statistique qui se tiendra à Delhi, un bref résumé d'une très intéressante étude du Prof. Giorgio Mortara de Rio de Janeiro sur la durée de la vie économiquement active suivant la mortalité.

C'est là une précieuse contribution à l'étude des problèmes économiques et sociaux du « vieillissement des populations » dû à la diminution de la mortalité.

La prolongation de la vie humaine résultant d'une part du progrès de l'hygiène et de la médecine et de la limitation d'autre part de l'âge initial et de l'âge final de la période active de l'existence des travailleurs imposée par les lois et les coutumes, entraînent nécessairement la prolongation de la période passive de la vie humaine, c'est-à-dire de celle du vieillissement durant laquelle l'individu consomme plus de biens et de services qu'il n'en produit.

Pour l'étude de ce problème à l'égard des collectivités, l'auteur a, comme de juste, choisi la période de 15 à 60 ans et a dressé des tables de survie en base des statistiques de mortalité de 40 pays et villes situés dans tous les continents.

Les variations d'un pays à l'autre du taux de mortalité entre 0-15 ans et 15-60 ans et de celles de la survivance à ces deux derniers âges sont très considérables.

Ainsi sur 100.000 nés vivants le nombre des survivants à l'âge de 15 ans est de 94.672 pour la Nouvelle Zélande contre

(1) Giorgio Mortara, Conseiller Technique au Censal National de Statistique du Brésil.

55,36 pour l'Inde. Quant au taux de la mortalité entre 0-13 ans il est de 33,28 pour mille pour la Nouvelle Zélande et de 426,94 pour mille pour l'Inde et celui entre 13 et 60 ans est de 200,35 pour mille pour la Nouvelle Zélande contre 745,97 pour mille pour l'Inde.

Nous regrettons de ne pas pouvoir faire état ici des chiffres concernant l'Égypte qui ne figure dans aucun des tableaux.

Comme le signale l'auteur, il ressort notamment des tableaux dont nous avons extrait les chiffres ci-dessus que « le nombre des survivants à la fin de la période économiquement active (1960) dans les populations à basse mortalité, dépasse le nombre des survivants au commencement de cette période dans les populations à haute mortalité ».

Le nombre d'années vécues pour 100.000 nés vivants est pour la Nouvelle Zélande de 1.473.073 jusqu'à 13 ans, de 3.987.047 entre 13 et 60 ans et de 1.370.027 au delà de 60 ans contre 931.673, 1.394.256 et 148.081 pour l'Inde, soit au total 2.874.000 d'années vécues pour 100.000 âmes pour l'Inde contre 6.01.147 pour la Nouvelle Zélande.

La recherche de la corrélation entre les différentes données des tableaux établis par l'auteur avec un soin remarquable confirme, entre autre, l'existence d'une liaison assez marquée entre le taux de mortalité de la première période économiquement passive et celui de la période économiquement active de l'existence.

Le Taux de mortalité durant la période économiquement active dépend des conditions de vie des travailleurs. Il est c'est-à-dire plus fort dans les pays d'un bas standard de vie que dans ceux dont le niveau de vie est élevé.

Sans entrer dans le détail de l'analyse très pertinente à laquelle s'est livré l'auteur, nous nous contenterons d'en reproduire les conclusions.

« La diminution de la mortalité est avantageuse au point de vue économique pour les motifs suivants :

a) elle fait augmenter la fraction des composants de chaque génération qui atteignent l'âge initial de la période économiquement active de l'existence et fait diminuer la fraction de

ceux qui sont éliminés sans avoir pu devenir économiquement actifs.

b) elle fait diminuer la fraction des composants de chaque génération qui sont éliminés au cours de la période économiquement active.

Quant au désavantage économique résultant du prolongement sensiblement fort de la période sénile, économiquement passive, il est plus que compensé par avance par l'avantage dépendant de l'augmentation de la période antérieure économiquement active pendant laquelle peuvent être constituées les réserves nécessaires pour l'entretien des survivants dans la vieillesse prolongée.

Il n'est guère besoin de souligner la grande portée économique et sociale de ces constatations tant au point de vue des pays surpeuplés que de celui des pays ayant une population d'une densité moyenne ; des pays industrialisés et de ceux insuffisamment développés.

Il est évident que l'abaissement du taux de mortalité dans un pays où le taux de la natalité est très élevé comme en Egypte, entraîne la nécessité impérieuse d'accroître le revenu national si l'on ne veut pas assister à la baisse progressive du niveau de vie général.

Il est en effet historiquement prouvé que civilisation et population se développent parallèlement. Aussi faut-il qu'il en soit de même en ce qui concerne l'accroissement de la population et de la production faute de quoi il devient matériellement impossible de satisfaire le surplus de besoins de tout ordre résultant de l'avance de la civilisation, avance qui, dans ce cas, devient un facteur de déséquilibre.

Dr. I. G. LEVI.



NELSON A. ROCKEFELLER : *L'élargissement des frontières de l'intérêt national.*

Un des soucis majeurs des hommes d'Etat des jeunes pays insuffisamment développés est sans doute celui d'aviser aux moyens d'améliorer le niveau de vie de leurs habitants par l'augmentation de la production et du revenu national.

Aussi estimons-nous faire œuvre utile, nomadisant les retites éventuelles, de rendre compte à nos lecteurs des études parues à ce sujet dans les principales revues étrangères comme celle publiée par Mr. Nelson A. Rockefeller dans la revue américaine « Foreign Affairs » de Juillet 1947 sous le titre « Widening boundaries of national interest ».

Nous avons eu déjà l'occasion de signaler le sentiment élevé de solidarité humaine qui se dégage du discours inaugural du Président Truman de Janvier 1949 et particulièrement du Point IV de ce discours.

Ayant constaté que l'humanité possède désormais, pour la première fois dans son histoire, la connaissance et l'aptitude nécessaires pour assurer à tous les peuples un rendement adéquat et progressif, il n'est pas admissible — a déclaré le Président — que la moitié de la population mondiale continue de vivre sous un régime économique qui ne satisfasse que moûts du minimum de ses besoins en aliments, vêtements et logements et qui ne comporte pas la promesse d'une amélioration progressive de son sort.

Aussi les Etats-Unis, a-t-il ajouté, se proposent de mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposent pour modifier cet état de choses en fournissant, dans la plus large mesure possible, l'aide matérielle et technique nécessaires, en évitant tout impérialisme ou une forme quelconque d'exploitation d'autrui, dans un esprit d'assistance mutuelle et avec le souci des intérêts respectifs des parties en cause.

Le pouvoir des E.U. de réaliser ce généreux programme et le caractère de mutualité de sa politique ressortent nettement des données numériques ci-après :

La production industrielle de ce grand pays représente plus de la moitié de la production mondiale, tandis qu'il ne possède qu'un tiers des matières premières qu'elle consomme. D'où un état de dépendance par rapport aux autres pays du monde pour le maintien de sa puissance, état permanent tant en période de paix et en période de guerre que dans celle lançante de demi-paix et demi-guerre où nous vivons.

Au cours des dix dernières années les E.-U. n'ont pas cessé en effet de témoigner leur résolution de prêter leur aide

à l'étranger. Mais, d'après l'auteur, l'esprit du Point IV a été desservi par la limitation de son action à ce qu'il appelle un « give away program » c'est-à-dire un programme de prestation gratuite de techniciens et de conseils.

Dans l'esprit de l'Acte du Congrès, dit l'auteur, tout programme visant son objectif doit être assez vaste pour couvrir tous les domaines où l'économie des E.-U. exerce une pression sensible sur les économies des autres pays du monde libre, plutôt que se limiter à faire des dons et à prodiguer des conseils techniques.

Il est évident d'autre part que le programme doit comporter une action continue poursuivie à un rythme résolu vers le développement économique plutôt qu'être un appareil destiné à combattre un sinistre.

Les populations des pays insuffisamment développés s'élèvent à 1,750 millions d'âmes et leurs territoires, nonobstant la faiblesse de leur économie, fournit les 57 % des importations des E.-U. et les 64 % de celles de l'Europe Occidentale. En ce qui concerne les matières premières stratégiques nécessaires aux armements, les trois quarts et davantage proviennent des dits territoires. Ces chiffres font ressortir l'interdépendance des deux groupes de pays et mettent l'accent sur l'intérêt qu'a le monde libre d'aider les populations prémentionnées à développer leur économie et élever leur niveau de vie qui est d'une manière générale pitoyable.

Ces pays ont importé en 1950 plus de douze millions de dollars de marchandises des E.-U. et de l'Europe Occidentale qui sont pratiquement leurs seules sources d'approvisionnement, source dont le tarissement ou l'appauvrissement pourrait créer le chaos et la famine.

Aussi faut-il d'après l'auteur créer une administration spéciale chargée de superviser tout le programme économique des E.-U. et celui du développement des économies étrangères, afin d'éviter toute bévue qui pourrait s'avérer désastreuse tant pour les E.-U. qui ont un besoin absolu des produits des pays insuffisamment développés, que pour ces derniers qui, faute d'appui, pourraient s'écarter du monde libre.

La politique des E.-U. doit à la fois encourager la production des matières premières de ces derniers pays et contribuer à leur industrialisation. Et à ceux qui redouteraient la concurrence de ces jeunes pays industriels, l'auteur suggère de penser à l'accroissement de la demande de produits manufacturés qui se réaliserait si le revenu individuel du milliard d'âmes qui peuplent les pays retardataires venait à atteindre le chiffre de 473 dollars qui est la moyenne pour l'Europe Occidentale et de 1.433 dollars qui est la moyenne du revenu annuel des E.-U. par tête d'habitant.



Une fois admis les principes de l'interdépendance et de la nécessité de l'aide, l'auteur se demande si, étant donné leurs ressources actuelles, les E.-U. conjointement à l'Europe Occidentale, peuvent arriver à promouvoir l'économie des pays en question et de quelle manière.

A la première question l'auteur n'hésite pas à répondre par l'affirmative en se basant sur le fait que ces Etats, avec une population de 420 millions d'âmes, ont un revenu global de 400 milliards de dollars, tandis que le milliard d'habitants des pays retardataires n'ont que 80 milliards environ, de sorte que les premiers peuvent facilement exercer une influence décisive sur ces derniers.

Quant à la question de savoir de quelle façon les puissances occidentales peuvent contribuer au relèvement de l'autre groupe d'Etats, la réponse est plus ardue.

La recherche en avait été confiée par le Président Truman à un Comité consultatif de 13 personnes assisté par une nombreuse équipe d'experts dont l'auteur de la présente étude faisait partie : Ce comité adopta à l'unanimité les principes ci-après :

- 1) Accroître de 25 %, la production des denrées alimentaires.
- 2) Augmenter de 50 % la production des matières premières des pays insuffisamment développés.
- 3) Maintenir le courant des exportations essentielles des pays occidentaux.

- 4) Jeter les bases d'un développement économique propre à élever le standard de vie des pays récepteurs de l'aide occidentale.

La réalisation de cette politique doit être confiée à une Administration Economique pour l'étranger installée aux Etats-Unis et qui soit à même de coordonner l'action de 33 institutions internationales et des 33 Départements américains qui s'occupent des relations économiques extérieures et de diriger rationnellement toute l'économie nationale et, en même temps, veiller à ce que les contributions des différents pays soient employées de manière à accroître le potentiel économique du groupe et de chacun de ses membres.

Il faudrait en même temps créer des offices régionaux chargés de l'étude et de l'application de projets appropriés à chaque région. Il va de soi que, sauf dans un premier temps où l'aide extérieure peut s'avérer indispensable, le plus grand élan vers le progrès incombe aux initiatives et aux ressources locales, la contribution extérieure ne pouvant, à elle seule, avoir un effet décisif si les peuples intéressés ne témoignaient pas de la volonté agissante d'avancer et ne coopéraient pas efficacement avec l'extérieur.



Dans la dernière partie de son étude l'auteur précise la nature de la contribution étrangère.

Le progrès économique, dit-il, dépend de trois facteurs :

- 1) La production et la distribution des biens, fonction incombant essentiellement à l'entreprise privée qu'il faut stimuler et aider ;
- 2) L'existence de certains services essentiels (instruction, hygiène, agriculture, administration publique, formation professionnelle) à la création et à l'amélioration desquelles il faut soigneusement contribuer.
- 3) Exécution de travaux publics (routes, chemins de fer, irrigation) confiée, soit à l'Etat, soit à des entreprises privées.

Dans cet ordre d'idées l'auteur attire l'attention sur la faiblesse de l'épargne et des investissements des pays insuffisamment développés, d'une part, et sur l'amenuisement occasionné par les guerres, la fiscalité et les restrictions de transferts de

capitaux, des investissements privés à l'étranger des pays occidentaux, investissements qui s'élevèrent pour la Grande-Bretagne à un moment donné à 10 % du revenu national et se maintinrent pendant 30 ans aux environs de 7,5 % en moyenne, tandis que ceux des Etats-Unis ne représentent que 5 %.

Cela étant l'auteur préconise certaines réformes fiscales pour encourager l'épargne et son investissement et la création d'institutions de crédit internationales afin de financer la réalisation des plans de développement.

Voilà pour ce qui regarde le premier des trois facteurs.

Au sujet du deuxième facteur, l'auteur souligne le caractère indispensable de la coopération technique étrangère.

Passant à l'examen du troisième facteur, l'auteur remarque qu'il soulève bien des problèmes ardu. Etant donné, dit-il, l'impréparation des pays retardataires, la contribution étrangère est indispensable afin d'éviter les gaspillages de fonds dans des projets mal établis et exécutés. Mais cela présente un caractère délicat, car la coopération étrangère suscite la crainte qu'il s'agisse d'une emprise étrangère. Aussi y a-t-il lieu de créer un office international de développement chargé de superviser l'emploi des ressources intérieures et extérieures, ces dernières étant représentées par des contributions des Etats-Unis s'élevant à 40 % des fonds nécessaires, les 60 % devant être fournis par les autres Etats associés.

Le coût du programme de développement estimé à 100 millions de dollars pour l'année fiscale prochaine, est sans doute considérable, mais le prix de la perte des régions sur lesquelles s'appuie l'économie et la sécurité des pays occidentaux ne semblerait-il pas plus considérable ?

D'après l'auteur la réalisation du programme financier envisagé conjointement à la mise en valeur de l'épargne locale représenterait un afflux de 3 à 4 millions de dollars par an de capitaux investis dans des entreprises productives.

Faut-il s'attendre à ce que ce programme d'aide aux pays insuffisamment développés en élèvera le standard de vie au niveau de celui de l'Europe ?

Certes non, mais il remplacera leur désespérante stagnation actuelle par une heureuse perspective de progrès.

Dr I. G. LEVI.

OUVRAGES REÇUS

(Quatrième Trimestre 1951)

ECONOMIE

R. C. BARBER. — The Alexandria Futures Market. (The Alexandria Cotton Exporters Association Publisher, Alexandria, 1951, pp. 66).

HENRI DUCHOCQ. — Destinés Industriels du Monde. (Berger Levrault, Paris, 1951, pp. 326).

PER JACOUSSON. — Monetary Improvements in Europe and Problems of a Return to Convertibility. (National Bank of Egypt Printing Office, Cairo, 1951, pp. 47).

D. W. MCKEE & H. MOULTON. — A Survey of Economic Education (Brookings Institution, Washington, 1951, pp. VIII, 63).

O.E.C.E. — Les Investissements Intra-Européens. (O.E.C.E. éd. Paris, 1951, pp. 73).

O.E.E.C. — Intra-European Investments. (O.E.E.C. éd. Paris, 1951, pp. 69).

STATISTIQUE

A.I. JAFFEE. — Handbook of Statistical Methods for Demographers. (Bureau of Census, Washington, 1951, pp. 278).

WILLIAM POPPER. — The Cairo Kilometer. Studies in Ibn Taghri Bird's Chronicles. I. (University of California Press, Berkeley 1951, pp. XL, 269).

G.U. VULE & M.G. KENDALL. — An Introduction to the Theory of Statistics (C. Giffin, London, 1950, XXIV, 701).

QUESTIONS POLITIQUES ET INTERNATIONALES

الدكتور محمد زكي هاشم : الامم المتحدة
(الظية العالمية : القاهرة سنة 1951)
ص 1 - 277

Dr. MOHAMED ZAKI HACHEM. — Les Nations Unies. (En Arabe) (Imprimerie Mondiale, Le Caire, 1951, pp. V, 267).

QUESTIONS SOCIALES

وزارة الشؤون الاجتماعية (انتر) بيان عن
مشروع الميثاق الاجتماعي والرسوم التامس
من الطبعة الاولى : القاهرة سنة 1950 ص 1-77

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ed. — Exposé sur le projet d'Assurances Sociales et sur le décret y relatif (en arabe). (Imprimerie Nationale, Le Caire, 1950, pp. 64).

وزارة الشؤون الاجتماعية (انتر) حلة
الدراسات الاجتماعية للدول العربية (الفترة
الثانية) معاشرات - بعون - تقارير منظمة
بركة الاطلاعات الشرقية : القاهرة سنة 1950
ص 1 - 2 - 201

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ed. Séminaire des Etudes Sociales pour les Etats Arabes. 2ème Session. Conférences, Etudes, Rapports (en arabe). (Société Orientale de Publicité, Le Caire, 1950, pp. IX, 545).

MILBANK MEMORIAL FUND ed. — Modernization Programs in Relation to Human Resources and Population Problem (1949 Conference) (Milbank Memorial Fund, New-York, 1950, pp. 133).

- LUDWIG VON MISES. — Socialism. An Economic and Social Analysis. (Jonathan Cape, London, 1951. pp. XII, 592).
- RUDOLF SCHLESINGER. — Marx. His Time and Ours. (Routledge and Kegan Paul, London, 1952. pp. IX, 460).
- PIERRE-HENRI SIMON. — Témoins de l'Homme. La Condition Humaine dans la Littérature Contemporaine. (Fondation Nationale des Sciences Politiques, ed Librairie Armand Colin, Paris, 1951. pp. 197).
- RICHARD TITMUS. — Problems of Social Policy. (H.M. Stationary Office, London, 1952. pp. IX, 594).
-

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES EGYPTIENNES ET ETRANGERES

(Quatrième Trimestre 1951)

REVUES EGYPTIENNES

الاقتصاد والمحاسبة

العدد 11 - القاهرة - اكتوبر سنة 1951

- | | |
|---|---|
| - بريطانيا وسداد الفرض الامريكى
الاوراق المالية : خلال شهر سبتمبر
سنة 1951
ملخص تقريرى البنك الدولى للأنشطة
والتميز وسنقوى النقد الدولى
الثلاثي : خلال النصف الثانى من سبتمبر
سنة 1951
بيان الفكرة الصناعية عن شهر أغسطس
سنة 1951 | أحمد عثمان : حاجتنا لتقوية جبهتنا
عمرى وعليق : التأميم والنصر - مدير
مصلحة الضرائب - اسرائيل
الفائز والجوع في اسرائيل
أخبار اقتصادية
م.ع : الازعاج الناتج من بيع وشراء الاوراق
المالية في نظر قانون الضرائب
كتب جديدة : لحمى الحسابات وتشددا
من الوجهة الضريبية للاستهلاك طلب
ابراهيم محمد
المصادرات الشرق الاوسط : مشكلة
السكان في الاردن
محمد على وقتت : الفناء اثر التضخم التحدى
الثلاثي الحرب
أخبار الاقتصاد العالمى - مجلة الاسترليس |
|---|---|

الاقتصاد والمحاسبة

العدد 10 - القاهرة - اكتوبر سنة 1951

- | | |
|--|--|
| تنظيم مهنة المحاسبة والمراجعة
مشاكلنا الضريبية
الثلاثي في النصف الاول من اكتوبر
سنة 1951
محاسبة : محاسبة التكاليف
موسى حلى : تعديلات لتجديدها التكاليف
فرس تجارية
دليل الدول : الضريبة على ايراد رؤوس
الاموال المنقولة
التعديلات والاستهلاكات التى تجريها
الشركات
بيان عن نفقات المليون وكم 122 لسنة
1951 يتناول مهنة المحاسبة والمراجعة
اسئلة واجوبة - لوائح وقرارات | أحمد عثمان : بين العلم ومبادئ العدل
عمرى وعليق : التمثيل التجسدى -
التأميم والنصر
يجب أن يكون مدير الضرائب من التجار
الضريبة الخاضع لها ايراد الصيدلى
ساحب الصيدلية
المصادرات الشرق الاوسط : مشروع
المبطلين في لبنان
محمد على وقتت : الفناء : موجة الاسراف
بعد الحرب
شع الاثلية في اسرائيل
أخبار الاقتصاد العالمى
الاوراق المالية : في النصف الاول من
اكتوبر سنة 1951 |
|--|--|

الاقتصاد والمحاسبة

العدد ١٦ - القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥١

أحمد عثمان : التفتح الاقتصادي	الأوراق المالية : في النصف الثاني من أكتوبر سنة ١٩٥١
عربي وتعليق : حول الفداء المأمدة بوزوس الأموال الأجنبية - التأميم في بريطانيا	تجارة مصر الخارجية من يناير إلى سبتمبر سنة ١٩٥١
فيد الجليل العمري بك : سوق المواد	القطن : خلال النصف الثاني من أكتوبر سنة ١٩٥١
أخبار اقتصادية	مشاكلنا الضريبية :
وجهة نظر اقتصادية : واجب الحكومة بمد الفداء المأمدة	محاسبة : محاسبة التكاليف بحماية الزوائد
الامانات المتروكة في العالم	دليل الممول : الضريبة على أرباح بوزوس الأموال المفقولة بالشركات الأجنبية
اقتصاديات الشرق الأوسط : تجارة مخرج بلاد الشرق الأوسط	الاتفاق الاتلي بين مصر والمجر
الدكتور محمد علي رفعت : الفسلا -	قوانين وقرارات
موجة الاسراف بمد العرب	
أخبار الاقتصاد العالي :	

الاقتصاد والمحاسبة

العدد ١٧ - القاهرة ١٥ نوفمبر سنة ١٩٥١

أحمد عثمان : حول التفتح الاقتصادي	تغير السياسة المالية في إنجلترا
عربي وتعليق : الامانات التجارية مع الفسلا الشرقية - معركة التأميم في بريطانيا	الأوراق المالية : في النصف الأول من نوفمبر سنة ١٩٥١
محمود بك الفتال : نظر الحكومة	التدرة الاقتصادية : كذاها الاقتصادية في الزمان الحاضر
أخبار اقتصادية :	القطن : خلال النصف الأول من نوفمبر سنة ١٩٥١
الدكتور محمد علي رفعت : مشكلة العملة	مشاكلنا الضريبية :
الصحة في مصر	محاسبة : محاسبة التكاليف - مصر مرفدة
الشرق الأوسط في تقرير البنك الدولي	الزوائد المالية لمعطيات التشغيل
للإنشاء والتعمير	دليل الممول : الضريبة على أرباح بوزوس الأموال المفقولة بالأوراق المالية الأجنبية
اقتصاديات الشرق الأوسط : تجارة مصر مع بلاد الشرق الأوسط : الضمانات	قوانين وقرارات
توليقي بك أبو علم : الترخيد بداية السنة المالية في مصر	
أخبار الاقتصاد العالي	

الاقتصاد والمحاسبة

العدد ١٨ - القاهرة - أول ديسمبر سنة ١٩٥١

أحمد عثمان : هذا هو الطريق الصحيح	أخبار الاقتصادية
عربي وتعليق : توفر الحبوب - المشكلة	محمد علي رفعت : مشكلة العملة الصحية في مصر
الذاتة - الخيال والواقع - تكامل الذلة الاقتصادية	ملخص تقرير مجلس إدارة نادي التجارة الكلي من عام ١٩٥٠ - ١٩٥١
مصطفى حمدي : الملكية الزراعية ومشكلة المخر في مصر	اقتصاديات الشرق الأوسط : الامحياالين في سورية

- محمد السيد الإنصاري : مكالات ترك
الخدمة من الناحية العربية
- أخبار الاقتصاد العالمي : مصانيف فرنسية
الاقتصادية - الإنتاج العالمي من الحاصلات
العالمية
- الأوراق المالية : في النصف الثاني من نوفمبر
سنة 1951
- مجلس تحرير اتحاد الصناعات والمصارف
الغرف الصناعية المصرية من عام 1950
1951
- القطن : خلال النصف الثاني من نوفمبر
تطور من الشبهوشة
- موسى حلقى : محاسبة : محاسبة التكاليف
- دليل العمول : القانون رقم 14 لسنة 1949
- بيان الكلية الصناعية : من شهر أكتوبر
سنة 1951
- الاتفاق التجاري بين مصر واليونان
- تنظيم المصارف التجارية - قوانين وقرارات

الاقتصاد والمحاسبة

العددان 19 - القاهرة - ديسمبر سنة 1951

- أحمد عثمان : بورصة القمح
- عزمي والطبق : السياسة والاقتصاد -
المناعة من الاستقلال - ترائين الطور
والعمران
- الاستراتيجية وعربية الشركات
أخبار اقتصادية
- في الاقتصاد الزراعي : ريادة القطن في رومانيا
ملاحة تجنية المصري بالتجنية الاستراتيجي
- اقتصاديات الشرق الأوسط : قال البرشلون
في الشرق الأوسط
- ج. أ. كروج : رسم سياسة زراعية
وستامية لمصر
- شخصيات اقتصادية : حسن كاتن
الشيشيني باشا
- القطن : خلال النصف الأول من ديسمبر
- مشاكلنا العربية :
- محاسبة : محاسبة التكاليف - محاسبة المصنعا
- دليل العمول : العربية على ايراد رؤوس
الأموال المتوفرة في الشركات المصرية التي
تؤسس شركات أخرى
- تحرير مجلس إدارة نادي التجارة الملكي
من عام 1950 - 1951
- قوانين وقرارات

مجلة غرفة الإسكندرية

العددان 18 و 18A - الإسكندرية - سبتمبر وأكتوبر سنة 1951

- لغة النهر : الاتفاق التجاري بين مصر
وليونان وتحرير العلاقات الاقتصادية بين
البلدان العربية
- نصر الاتفاق التجاري بين مصر وليونان
- حضر في المعارض الدولية : يوم حضر في سوق
بغرى الدولية نجاح النم المصري في السوق
- شؤون الضرائب - الاستقلال تؤذي ميداننا
البلادي : متى يضع الاستقلال الزراعي
للصربية على الأرباح التجارية والصناعية
- ربط العربية العامة بالنسبة لإيرادات
العقارات
- أخبار وقرارات مختلفة : القرارات الخاصة
بالتحريرين ومدى تطبيقها - الأمانة
- إقامة شهر الاسماء التجارية - اللاسوق
رقم 196 لسنة 1951 بالإضافة كتاب
رابع الى قانون القرارات التنفيذية التجارية
في الاجراءات المتعلقة بمسائل الأحوال
الشخصية -
- الاسواق التجارية والمالية في شهر سبتمبر
سنة 1951 : القطن المصري ، القطن
الأمريكي ، البلوقا الحيوية الاوراق المالية -
- لداول العملة والتقود التعاونية لها في شهر
مايو سنة 1951
- حركة التخزين بمخازن شركة الاستيعاب
المعموية العربية في الإسكندرية وبورشيد
والسويس في شهر سبتمبر سنة 1951
- التعارف التجاري

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

15ème Année, Nos. 180 et 181 — ALEXANDRIE,
Septembre et Octobre 1951.

- L'accord commercial entre l'Egypte et le Liban.
 Décret portant promulgation de l'accord Commercial et de l'accord de paiements conclus entre le Gouvernement Royal d'Egypte et le Gouvernement de la République Fédérale Allemande.
 Décret portant création d'un Conseil pour le Transport Maritime.
 Décret réglementant le Commerce et l'Industrie des poudres de toilette.
 Loi relative à l'incassabilité et à l'incessibilité des traitements des pensions et des gratifications des fonctionnaires et des employés, sauf dans certains cas.
 Loi portant allègement de l'impôt foncier en faveur des petits propriétaires agricoles.
 Loi modifiant certaines dispositions de la Loi No. 68 de 1943 sur l'indépendance de la magistrature.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة ١٥ - العدد ١٨٢ الاسكندرية - نوفمبر ١٩٥١

- | | |
|---|---|
| التعاون الجديد للعرف التجارية | كلمة الشهر - الاقتصاد في خطة الحرية |
| أبناء وقرابات مختلفة | يوسف الشرياني - سياسة الضرائب الجمركية |
| فصل الاتفاق التجاري بين مصر والمملكة الأردنية الهاشمية | في مصر وأثرها في الإنتاج الصناعي والزراعي |
| الاشغال التجارية والقالية في شهر أكتوبر سنة ١٩٥١ | شؤون الضرائب .. |
| الطن المصري - الطن الامريكى - البندرة - العيوب - الاوراق المالية | نورى عبد القادر البلبلى : توزيع الاسهم التجارية وهل يخضع للشريعة على ايرادات القيم المشكولة |
| في التجارة الخارجية | مؤتمر العرف التجارية المصرية لتنظيم مسك الدقائق لصناد الموقوف |
| نمو إيرادات الجمارك | الرحلة الأخيرة في طريق الاستقلال الكامل - البيان التاريخي لحكومة النحاس باشا التقدم الصناعي |
| حركة التخزين بخازن شركة الاستيعاب المتوسطة في الاسكندرية وبور سعيد والسويس في شهر أكتوبر سنة ١٩٥١ | اول معرض أوروبي للالات |
| للتعارف التجاري | |

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

15ème Année, No. 181 — ALEXANDRIE, Novembre 1951.

L'Economie au Service de la Liberté.

مصر الصناعية

العدد ٢٧ - العدد ٦

القاهرة - يوليو سنة ١٩٥٦

- | | |
|--|---|
| الانتماءية رؤوس الأموال الجديدة والاستثمار الصناعي | شهريات الصناعة المصرية |
| العلاقات التجارية الاتفاقي التجاري بين مصر وجمهورية ألمانيا الاتحادية | مسائل الضرائب كتاب دوري رقم ٢٢ (مجوز) مايو من وزارة المالية - كتاب دوري رقم ٢٠٥ مايو من مصلحة الضرائب منشور رقم ١٦٦ مايو من مصلحة الضرائب |
| أبناء صناعية | مشروع النظام الدولي لتوزيع السوق |
| احصائيات الصناعة : الإنتاج والواردات والمصارف من فزل القطن ومسترجعاته | تطور سوريا الاقتصادي بعد انتهاء تصادها الجبركي مع لبنان |
| المناسبات الحكومية | |
| النصوص التشريعية التي نهم الصناعة والتي صدرت خلال السنة من أول مايو إلى أول يونيو سنة ١٩٥٦ | |

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

27ème Année, No. 6 — LE CAIRE, Juin 1951.

- | | |
|---|---|
| EDITORIAL : Capitaux disponibles et investissements. | L'évolution économique en Syrie depuis la fin de l'union douanière avec le Liban. |
| Chronique de l'industrie égyptienne. | Nouvelles de partout. |
| Accord commercial entre l'Allemagne et l'Égypte. | A travers la presse technique. |
| Questions fiscales: circulaires Nos. 109, 33 et 305 de l'Administration des Impôts. | Avis aux industriels. |
| Projet de régime international pour la répartition de la laine. | Adjudications gouvernementales. |
| | Actes législatifs. |
| | Tableaux et statistiques : filature et tissage du coton. |

مصر الصناعية

العدد ٢٧ - العدد ٧

القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥٦

- | | |
|--|---|
| تحصيل الضريبة على الأرباح التجارية والصناعية | الانتاجية مسألة الضرائب |
| النصوص التشريعية التي نهم الصناعة والتي صدرت من أول يوليو إلى ١٥ أكتوبر سنة ١٩٥٦ | شهريات الصناعة المصرية |
| المشورات الفنية | على هامش قوانين الضرائب الجديدة موسم السياحة في الاسكندرية |
| | مسائل الضرائب : منشور رقم ١٧٧ - منشور رقم ٧ ضريبة عامة - حركة |

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

27ème Année, No. 7 — LE CAIRE, Novembre 1951.

- | | |
|--|---|
| EDITORIAL : La question fiscale. | Circulaires de l'Administration des Impôts. |
| Chronique de l'industrie égyptienne. | Tableaux des mouvements d'imposition. |
| La polémique autour des nouvelles lois fiscales. | A travers la presse technique. |
| Situations du tourisme alexandrin. | Actes législatifs. |
| Questions fiscales : | |

مصر الصناعية

السنة ٢٧ - العدد ٨

الطبعة - ديسمبر سنة ١٩٥١

صناعات الغزل والنسيج في مصر خلال النصف الأول من سنة ١٩٥١	الاصطناعية - كمية احتياطيات حبوب الاسعار المهربات - الصناعة المصرية
العلاقات التجارية / الاتفاق التجاري بين مصر ولبنان	مناقل المراكب : حشود رقم ٨ من صناعة الطرائف / قسم الضريبة المسماة على الايضا
اتباء مذبوحة العناصت الحكومية	تطبيق قانون الضريبة العسكرية رقم ٢٢٦ سنة ١٩٥١ على مراكب ومراكب الصناعة والتجارة
الصومس التشريعية التي تهم الصناعة والتي صدرت خلال المدة من ١٥ أكتوبر الى أول ديسمبر سنة ١٩٥١	صناعة النسيج في العالم
فهرست السنة لصناعة والمخرين	احصائيات الصناعة - تداول تصانيع من

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

17ème Année, No. 8 - LE CAIRE, Décembre 1951.

EDITORIAL - La liquidation des réserves spéciales pour baisse des prix.	Tableaux et statistiques : l'industrie textile en Egypte au cours du 1er semestre 1951.
Chronique de l'industrie égyptienne.	A travers la presse technique.
Circulaire No. 8 de l'Administration des Impôts relative à l'impôt général sur le revenu.	Accord commercial entre l'Egypte et le Liban.
Application de la loi No. 326 de 1951 sur le service militaire aux travailleurs de l'industrie et du commerce.	Informations diverses.
L'industrie textile dans le monde.	Adjudications gouvernementales.
	Actes législatifs.
	Table des matières de 1951.

النشرة الاقتصادية

البنك الأهلي المصري

الجلد الرابع + العدد الثالث - القاهرة سنة ١٩٥١

التعب	ملاحظات وتعليقات :
التجارة الخارجية يناير/المسطن سنة ١٩٥١	ملائمة الجنيه المصري بالجنيه الأسترالي
الإيفانات التجارية	البيانات أسعار المواد الخام
النظ	احتياطيات الذهب والعمولات بالملكة المتحدة
في السودان :	التصميم
الحالة الاقتصادية	سرية لدواول التعمود
التجارة الخارجية يناير/يونيو سنة ١٩٥١	الغلات الرئيسية :
في الخارج :	التدخل الزراعي في مصر
تقرير بنك إنجلترا	حيوائية نسوية موحدة للصناعة المصنوعات
مشروع مصرية	في مصر
التقرير السنوي للبنك المركزي بالهند	الشئون الاقتصادية :
ميزان مدفوعات باكستان	في مصر :
الاتحاد المدفوعات الأوروبية	التطورات النقدية
اتفاق التبرول الجديد بالعراق	التداول النقدي
تقرير بنك سوريا ولبنان	المصرف الاجنبي
تقرير صندوق النقد الدولي	نظم الرقابة على النقد
القسم الإحصائي	سوق الأوراق المالية

**ECONOMIC BULLETIN
NATIONAL BANK OF EGYPT**

VOL. IV, No. 3 — CAIRO, 1951

NOTES AND COMMENTS :

- The Egyptian pound and sterling.
- Price Trends in Raw Materials.
- U.K. Gold and Dollar Reserves and £ Liabilities in Retrospect.
- Inflation — la hausse à long terme.
- Velocity v. Quantity.

LEADING ARTICLES :

- Agricultural Income in Egypt.
- An Aggregate Balance Sheet of the Textile Industry in Egypt.

ECONOMIC REVIEW :

- Egypt :
 - Monetary Developments.
 - Changes in the Money Supply.
 - Foreign Exchange.
 - Exchange Control Regulations.
 - Gold

Stock Exchange

- Foreign Trade Jan./August 1951
- Trade Agreements
- Cotton.

SUDAN :

- General
- Foreign Trade Jan./June 1951.

FOREIGN :

- Report of the Bank of England
- The Monnet Plan
- Annual Report of the Reserve Bank of India.
- Pakistan Balance of Payments
- European Payments Union.
- Iraq's New Oil Agreement
- The Report of Banque de Syrie et du Liban
- The Report of the I.M.F. Statistical Section.

**THE BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL**

VOL. XXXVII, No. 10 — CAIRO, OCTOBER, 1951.

The Difficulties of the Textile Industry

Statistics

Notes of the Month :

- The 1952 British Industries Fair
- Death of Mr. G. A. Hardy
- Changes in Customs Tariff
- The Chamber's Hon. Legal Advisers
- International Design Congress
- Engineering Apprenticeship Scheme
- New Companies in Egypt
- Two British Air Records
- Restricting Use of Copper
- Price-Fixing Order — Imported Grapes

The S. B. A. Co Flying Display and Exhibition

Law relating to the practice of the Profession of Accountancy and Auditing.

Modern Trends in Textile Design

Foreign Trade of Egypt

London Letter

New Inventions and Processes

Market Reports for September

Egyptian Government Adjudications

Stocks and Shares

Officers of the Chamber

List of Members

Particulars of Membership

**THE BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL.**

VOL. XXXVII, No. 11 — CAIRO, NOVEMBER, 1951

- | | |
|---|---|
| Thoughtless Measures | The International Motor Show in London |
| Declaration of Stocks | Law Relating to the Manufacture of and Trade in Insecticides, Weed-Killers and Fungicides |
| Notes of the Month :- | London Letter |
| English Translations of Laws from the Arabic | Amendment of Egyptian Nationality Law |
| The New Stamp Duty Law | Statistics |
| Death of Mr. Michael Setton | Overcoming the Sulphur Shortage |
| The World's Merchant Fleets | Foreign Trade of Egypt |
| Steiner's Wool Trade Directory | New Inventions and Processes |
| Excise Duty on Sugar | Egyptian Government Adjudications |
| British Firms Plans New Ethiopian Capital | Market Reports for October |
| Price Fixing Order — Grapes | Stocks and Shares |
| Amendment of Income Tax Law | Officers of the Chamber |
| Law Imposing a Tax for Financing Propaganda for Egyptian Cotton | Particulars of Membership |
| The New Chambers of Commerce Law | |

**THE BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL.**

VOL. XXXVII, No. 12 — CAIRO, DECEMBER, 1951

- | | |
|---|---|
| ECONOMY BEFORE NEW TAXES | Amendment of the General Income Tax Law |
| British Trade Restrictions to Strengthen Sterling | Statistics |
| Notes of the Month :- | Foreign Trade of Egypt |
| Law relating to the Practice of the Profession of Accountancy and Auditing. | Law Relating to the Employment of Men of Military Age |
| Britain's Oil Exports Doubled | New Inventions and Processes |
| Fluorescent Lighting for Sudan | Egyptian Government Adjudications |
| New Company in Egypt | Market Reports for November/December |
| Progress on White Nile Dam | Stocks and Shares |
| Building Exhibition in London | Officers of the Chamber |
| Price-Fixing Order-Citrus Fruits | Index for 1951 |
| The Stamp Duty Law | Particulars of Membership |
| London Letter | |

**BULLETIN DE LEGISLATION
ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES**

2ème Année — No. 10 — ALEXANDRIE 1951

Doctrines :

BION SIMYENIADIS : La suppression du conseil de famille par la loi No. 126 de 1951.

Législation :

Cour de Cassation

Cour d'Appel et autres Juridictions

Rétrospective des arrêts de la Cour de Cassation

**BULLETIN DE LEGISLATION
ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES**

2ème Année — No. 11 — ALEXANDRIE, 1951

Doctrines :

ROLANDO QUADRI : Rattachement religieux et rattachement national.

Législation d'Octobre 1951 :

15 Octobre 1951. — Loi No. 174 modifiant des dispositions de la loi No. 14 de 1939, relative à l'impôt sur le revenu.

Cour d'Appel et autres Juridictions

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

VOLUME No. 14 — ALEXANDRIA — SEPTEMBER 1951

FRANK D. BARLOW, Jr. : Cotton Production and Consumption Prospects in South America.

MUHAMMAD AFZAL : Pakistan and Egypt.

M. P. GANDHI : Raw Cotton Position in India.

DUDLEY WINDEL : The Raw Cotton and Cotton Textile Situation in the United Kingdom.

C. H. BROWN : Menuli Again.

IBRAHIM BISHARA : Cotton Worm attack during 1951.

Cotton News

H. DABBOUS : The Statistical Position of Egyptian Cotton at 31st August 1951.

Statistical Tables

REVUES ETRANGERES

THE BANKER

VOL. XCVII, No. 309 — LONDON, OCTOBER 1951

A Banker's Diary

Back to Dollar Shortage

Has the Fund Failed ?

The Role of the World Bank

Sweden's New Credit Policy

FRANK KNOX : Can Canada Avoid Direct Controls ?

GORDON TETHER : Britain and a Vulnerable Japan

DAVID ROWAN : The Native Banking Boom in Nigeria

Banking Panoramas from 1851

PAUL H. EMDEN : III — The rise of the Joint-Stock Banks

International Banking Review

Appointments and Retirements

Letter to the Editor : Irish Economic Survey

Banking Statistics

THE BANKER

VOL. XCVII, No. 310 — LONDON, NOVEMBER 1951

A Banker's Diary

Free Enterprise on Trial

GRAHAM HUTTON : Controls in Hot War — and Cold

The New Payments Crisis

Gold Free-for-All

The New Clearing House

A. D. CAMPBELL : SCOTLAND — An Economic and Industrial Survey : Can Scottish Finances be Segregated ?

DAVID MURRAY : The Shipbuilding Boom — and Beyond

L. C. WRIGHT : Economics of Scarcity in Jute

Banking Mechanics — A Re-Assessment

Other Publications

International Banking Review

Appointments and Retirements

Banking Statistics

THE BANKER

VOL. XCVII, No. 311 — LONDON, DECEMBER, 1951

A Banker's Diary

Mr. Butler on the Brink

Re-discovering Lombard Street

Policy for Sterling

GAVIN GORDON : The Belgian Surplus and the Remedies

LARS-ERIK THUNHOLM : Sweden's New Drive against Inflation

Latin America after the Commodity Boom

Can Life Assurance Hedge against Inflation ?

International Banking Review

Appointments and Retirements

Banking Statistics

DROIT SOCIAL

Cinquième Année, No. 9 — PARIS, Novembre 1951

PREMIERE PARTIE :
ORGANISATION
PROFESSIONNELLE

Cass. de France, Service national :

II — La nationalisation de l'industrie gazière

L. H. THINNY : Le mythe des terres incultes et l'exode des jeunes

JACQUES BOUTARD : Chronique législative : 1er mai—23 juillet 1951
Jurisprudence récente en matière d'organisation professionnelle

ALFRED SAUVY : La situation économique

DEUXIEME PARTIE : TRAVAIL

JEAN RIVERO : Le droit positif de la grève dans les services publics d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat.

ANNEXE : Arrêt du Conseil d'Etat du 19 nov. 1950, Fédération nationale de l'Éclairage et des Forces motrices

PAUL RAMADIER : Conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail

PAUL DUBAND : L'association capital-travail

J. B. : Chronique législative : 1er mai—23 juillet 1951

Jurisprudence récente en matière sociale

Bibliographie

ROBERT GOETZ-GIREY : La situation sociale

TROISIEME PARTIE :
SECURITE SOCIALE

ET PRESTATIONS FAMILIALES

(publié avec le concours du Centre National de la recherche scientifique)

La crise financière de la sécurité sociale

CHARLES VIATTE : I — La loi du 1er Septembre 1951 relative à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale

PIERRE SOUDET : II — L'équilibre financier de la sécurité sociale en 1952

III — Vœux présentés par la F.N.O.S.S. le 10 octobre 1951

IV — La situation financière de la Caisse nationale de sécurité sociale au 29 septembre 1951

Les accidents de trajet causés par un salarié à un autre salarié de la même entreprise. Arrêt de la Cour de Cassation Ch. civ. Sect. Soc. du 7 Juin 1951 avec la note de M. André Bonnat

Le contentieux de la mutualité agricole : Les rapports de la commission de recours gracieux et de la Commission Contentieuse de 1ère instance. Arrêt de la Commission régionale d'appel de Lille, du 5 juillet 1951, note de XXX

La communication des rapports médicaux d'expertise. (Extrait de la lettre du 18 mai 1951, adressée par le médecin Conseil régional de Nancy à M. le directeur de la Caisse régionale de Longwy).

J.B. : Chronique législative, 1er mai—23 juillet 1951

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale

La situation des travailleurs détachés à l'étranger au regard de la législation française de sécurité sociale.

ECONOMETRICA

VOL. 19, No. 4 — CHICAGO, OCTOBER 1951

- OSKAR MORGENSTERN : Abraham Wald, 1902-1950
- ABRAHAM WALD : On Some Systems of Equations of Mathematical Economics (Translated by Otto Eckstein)
- KENNETH J. ARROW : Alternative approaches to the Theory of Choice in Risk-Taking Situations
- LAWRENCE R. KLEIN : Estimating Patterns of Savings Behavior from Sample Survey Data
- TJALLING C. KOOPMANS : Efficient Allocation of Resources
- RENE ROY : La demande des biens Indirects
- Book Reviews
- Announcements, Notes, and Memoranda

ECONOMIA INTERNAZIONALE

VOLUME IV, No. 4 — GENOVA, Novembre 1951

ARTICOLI

- A. D. BILIMOVICH : Investment and Employers' Reactions.
- B. S. KEIRSTEAD : Profitti, aspettative e impresa.
- A. MARCHAL : Science économique et politique économique
- F. VITO : A Suggestion for Economic and Sociological Researches in the Field of Migrations Policy.
- DISCUSSIONI ED ESAMI CRITICI
- A. SCOTTO : A proposito di spesa pubblica e di interesse del contribuente nella teoria degli effetti del tributo
- R. ZARLETTI : Sulla bilancia dei pagamenti.
- BASSEGNE ECONOMICHE
- L'Economia del Risanamento e la nuova Congiuntura Economica.
- M. BRONFENBRENNER : La politica economica di occupazione sotto Mac Arthur
- D. B. COPLAND : Sviluppo economico ed immigrazione in Australia
- W. KLATT : Food Prices and Food Price Policies in Europe (Section II).
- BOLLETTINO BIBLIOGRAFICO ED ENEUROGRAFICO DI ECONOMIA INTERNAZIONALE
- B. CAIXI : Antologia della questione meridionale (G. D'Alauro).
- P. A. CHEBOMOV : Ekonomičeskoe razvitie Rossii v XIX — XX vekač (1800-1917) (M. I. Alvigini)
- H. HASSMANN : Erdöl in der Sowjetunion (M. L. Alvigini)
- Institut National de la Statistique et des Affaires Economiques pour la Métropole et la France d'Outre-Mer. Direction de la Conjoncture et des Etudes Economiques — Quelques aspects fondamentaux de l'économie mondiale — L'espace économique français (R.V.).
- INTERNATIONAL MONETARY FUND — Second Annual Report on Exchange Restrictions (L.R.)
- J. B. JEFFERYS : The Distribution of Consumer Goods (G. D'Alauro)
- F. LUZZATO FEGIZ : Statistica demografica ed economica (L. R.)
- O.E.C.E. : Systeme simplifié de comptabilité nationale (O.D.)
- N. PARISSADES : Essai sur les relations entre le chômage, le salaire, les prix, le profit (H. Viohl).
- G. PATTERSON—J.N. BEHRMAN : Survey of United States International Finance 1950 (V.S.)
- G. TUCCI : Problemi generali e particolari degli scambi con l'estero (L.R.)
- UNITED NATIONS, DEPARTMENT OF ECONOMIC AFFAIRS : Budgetary Structure and Classification of Government Accounts (R.V.)
- Segnalazioni Bibliografiche
- Segnalazioni Eneurografiche
- Segnali Eneurografici

THE ECONOMIC JOURNAL

VOL. LXI, No. 242 — LONDON, JUNE 1951

I. ARTICLES

- G. L. S. SHACKLE : Twenty Years on : A Survey of the Theory of the Multiplier
- R. F. HARROD : Notes on Trade Cycle Theory
- H. P. BARKER & R. F. KAJIN : Home and Export Trade
- J. N. FRANKLIN : South Africa's Balance of Payments and the Sterling Area, 1939-50
- A. M. MILNE : Passenger Road Transport and the Transport Act 1947, with Particular Reference to the North-East of England
- P. K. NEWMAN : A note on «Risk and the Cobweb Theorems»
- R. LENNARD : The Economic Position of the Bordiers and Coctars of Domesday Book.

II. REVIEWS

III. NOTES AND MEMORANDA

- M. J. FARRELL : The case against the Imperfect Competition Theories.
- A. SILBERSTON : The Pricing of Manufactured Products : A Comment.
- E. A. G. ROBINSON : The Pricing of Manufactured Products and the Case Against Imperfect Competition : A Rejoinder.
- I. C. GREAVES : The Sterling Balances of Colonial Territories.
- D. H. ROBERTSON : Giltspur : Philip Barrett Whale, 1888-1950 Current Topics.

IV. RECENT PERIODICALS AND NEW BOOKS.

THE ECONOMIC JOURNAL

VOL. LXI, No. 243 — London, SEPTEMBER 1951

I. ARTICLES

- R. G. HAWTREY : The Nature of Profit
- R. C. O. MATTHEWS : The Effect of Wage-Cuts on Employment
- T. MAYER : The effects of a wage change upon prices, profits and employment
- R. TURVEY : Some aspects of the theory of inflation in a closed economy
- H. G. JOHNSON : Some implications of secular changes in bank assets and liabilities in Great Britain.

A. C. HOBSON : The Great Industrial Belt

I. M. D. LITTLE : Direct Versus Indirect Taxes

II. REVIEWS

III. NOTES AND MEMORANDA

- C. D. HABBURY : Commodity Agreements and Price Fluctuations : I
- H. TYSZYNSKI : Commodity Agreements and Price Fluctuations : II
- G. PICTON : Diversification of Industry Current Topics

IV. RECENT PERIODICALS AND NEW BOOKS.

ECONOMIE APPLIQUEE

TOME IV, No. 2 — PARIS, AVRIL-JUIN 1951

NUMERO CONSACRE
A JOSEPH SCHUMPETER

GIOVANNI DEMARIA : Les formes
de la connaissance chez Schum-
peter

HANS BAYER : J. Schumpeter et
l'école économique autrichienne.

GAEL FAÏN : Une « expérience in-
tellectuelle » de Schumpeter : ca-
pitalisme, socialisme et démocratie

YVES MAINGUY : Capitalisme, so-
cialisme et... néo-libéralisme

GEORGES-TH. GUILBAUD : En
marge de Schumpeter : quelques
espérances mathématiques

FRANÇOIS PERROUX : Les trois
analyses de l'évolution et la re-
cherche d'une dynamique totale
chez Joseph Schumpeter.

ETUDES ET CONJONCTURE

6ème Année, No. 3 — PARIS, Septembre-Octobre 1951

Vue d'Ensemble : Les nouvelles ten-
dances du Marché Mondial des
Produits de Base.

Les transports dans le monde (1940)
L'Evolution récente de l'économie
hellénique.

FOREIGN AFFAIRS

VOL. 30 — No. 1 — NEW-YORK, OCTOBER 1951

PAUL H. DOUGLAS : United to
enforce Peace.

LESTER B. PEARSON : The Deve-
lopment of Canadian Foreign Po-
licy

FRANK TANNENBAUM : The Ame-
rican Tradition in Foreign Rela-
tions.

HANSON W. BALDWIN : China as
a Military Power

ROY HARROD : Hands and Feet
across the Sea.

VINCENT SHEEAN : The Case for
India.

Z. K. MATTHEWS : The African
Response to Racial Laws

VLADIMIR DEDJER : Albania, So-
viet Pawn

MICHAEL BOSS : American Labor's
Word Responsibilities

IAN WHEELAKI : The Rise of In-
dustrial Middle Europe

KASIM GULEK : Democracy Takes
Root in Turkey

RAYMOND ARON : France, still
the Third Republic

HENRY L. ROBERTS : Recent Books
on International Relations

RUTH SAVOIE : Source Material

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 474 — NEW-YORK, OCTOBER, 1951

ISSUES BEFORE THE SIXTH GENERAL ASSEMBLY

INTERNATIONAL CONCILIATION
No. 475 — NEW-YORK, NOVEMBER, 1951

LAWRENCE S. FINKELSTEIN : In-
come's Record in the United Na-
tions.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL
ASSOCIATION
VOLUME 46, No. 36 — CHICAGO, DECEMBER 1951

- HENRY S. SHRYOCK, Jr. : Redistri-
bution of Population, 1940 to 1950
- HERMAN P. MILLER : Changes in
Income Distribution in the United
States
- L. R. KLEIN and J. N. MORGAN :
Results of Alternative Statistical
Treatments of Sample Survey Data
- RICHARD B. HEFLEBOWER : An
Economic Appraisal of Price Meas-
ures
- C. H. COOMBS : Mathematical Mo-
dels in Psychological Scaling
- FRANZ ADLER : Yates' Correction
and the Statisticians
- PAUL R. BIDER : The Distribution
of the Quotient of Ranges in Sam-
ples from a Rectangular Popu-
lation
- WILLIAM G. MADOFF : The Measur-
ement and Prediction of Attitudes
- A. M. MOOD : Erratum : On the de-
termination of sample sizes in De-
signing Experiments
- Reprints of Abstracts in Statistical
Methodology
- Book Reviews
- Publications Received
- Index to volume 46, 1951.

THE JOURNAL OF COMPARATIVE LEGISLATION
AND INTERNATIONAL LAW
THIRD SERIES — VOL. XXIII — PARTS I & II —
LONDON — MAY, 1951

- I. BRITISH ISLES :
SIR CECIL CARR : United Kingdom
W. A. LEITCH : Northern Ireland
A. DENIS PRINGLE : The Republic
of Ireland
R. D. FARRANT : Isle of Man
- II. NORTH AMERICA :
E. A. DRIEDGER : Dominion of Ca-
nada
G. S. RUTHERFORD : Manitoba
M. M. HOYT : New Brunswick
HENRY F. MUGGAN : Nova Scotia
K. C. MORDEN : Ontario
W. E. BENTLEY : Prince Edward
Island
- JUSTICE FABRE-SURVEYER : Que-
bec
- L. P. RUNCIMAN : Saskatchewan
- III. AUSTRALIA : —
J. Q. EWENS : Commonwealth of
Australia
J. W. FERGUSON : New South Wales
JOHN SEYMOUR : Queensland
R. A. LEWIS : Tasmania
K. A. AICKEN : Victoria
R. V. NEVILL : West Australia
- IV. NEW ZEALAND : — H. D. C.
ADAMS

- V. WESTERN PACIFIC : —
 W. G. BRYCE : Fiji
 T. E. WINDRUM : Tonga
 Resident Commissioner : New Hebrides
- VI. SOUTH AFRICA : —
 A. E. M. JANSEN : Union of South Africa
 A. J. PIENAAR : Cape Province
 F. W. A. GRAY : Orange Free State
 M. W. DENNISON : Northern Rhodesia
- VII. EAST AFRICA : —
 P. E. H. PIKE : Kenya
 E. J. E. LAW : Nyasaland
 ROGER J. QUIN : Somaliland
 W. J. SHERIDAN : Uganda
 L. PELLY MURPHY : Zanzibar
- VIII. WEST AFRICA : —
 A. McKISACK : Gold Coast
 LIONEL BRETT : Nigeria
 Acting Attorney General : Sierra Leone
- IX. INDIA : —
 K. V. K. SUNDARAM : Central Legislature
 K. RAHMAN : Bihar
 SHRI J. R. DHURANDHAR : Bombay
 Chief Commissioner : Coorg
 SARDAR BHAGAT SINGH : East Punjab
- SHRI T. C. SHRIVASTAVA : Madhya Pradesh
 SHRI K. RAGHU RAMAIAH : Madras
 SHRI J. MAHANTI : Orissa
 Secretary to Government : West Bengal
- X. PAKISTAN : —
 MOHAMMAD GUL : Central Legislature
 C. M. SHAFQAT : Punjab
 H. G. S. BIVAR : East Bengal
 SHEIKH MOHD. OMER : Sind
- XI. OTHER EASTERN COUNTRIES : —
 E. B. SIMMONS : Seychelles
- XII. SOUTH ATLANTIC : —
 A. C. BRAZAO : British Guiana
- XIII. WEST INDIES : —
 J. S. R. COLE : Bahamas
 Attorney General : Leeward Islands
- (i) Antigua
 (ii) St. Christopher and Nevis
 (iii) Montserrat
 (iv) Virgin Islands
- Windward Islands : —
 (i) C. F. Henville : Grenada
 (ii) Keith Allersme : St. Lucia
 (iii) B. Cecil Lewis : St. Vincent
 Trinidad and Tobago : H. W. Wilson
- XIV. MEDITERRANEAN : —
 CHYTON G. TORNAKITIS : Cyprus
 J. B. PINE : Gibraltar

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

78ème Année, No. 3 — PARIS, Juillet-Août-Septembre 1951

- EDMUNDO ESTRADA Y ZAYAS : Le Professeur Bustamante
 PIERRE HUET : Aspects juridiques de l'Union Européenne de Paiements.
- DOCTRINE
 Jurisprudence
 Documents
 Bibliographie et revue des revues
- PAUL ROUBIER : Le droit unio-
 niste de la propriété industrielle

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY
VOLUME LIX, No. 3 — CHICAGO, OCTOBER 1951

- | | |
|--|--|
| FREDERICK MOSTELLER & PHILIP NOGEE : An Experimental Measurement of Utility | COLIN D. CAMPBELL : Are Property Tax Rates Increasing ? |
| NAUM JASNY : Labor and Output in Soviet Concentration Camps | L. R. KLEIN : The Life of John Maynard Keynes |
| M. BRONFENBRENNER : A Loan Ratio for Inflation Control | Book Reviews |
| | Books Received |

THE MIDDLE EAST JOURNAL

VOL. 3, No. 4 — WASHINGTON, AUTUMN 1951

- | | |
|---|---|
| M. Z. FRANK : God of Abraham in the State of Israel | Economic Reviews |
| RICHARD D. ROBINSON : The Lesson of Turkey | CECIL A. HOURANI : Experimental Village in the Jordan Valley |
| ESMOND WRIGHT : Abdallah's Jordan, 1947-1951 | C. STIBLING SNODGRASS & ARTHUR KUEHL : U.S. Petroleum's Response to the Iranian Shutdown |
| BEATRICE McCOWN MATTISON : Rural Social Centers in Egypt | Book Reviews |
| Developments of the quarter : Comment and Chronology | Readers' Commentary |
| | Bibliography of Periodical Literature |
| | Index to Volume V |

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

VOL. LXV, No. 4 — CAMBRIDGE, MASSACHUSETTS —
NOVEMBER, 1951

- | | |
|---|---|
| RANDALL HINSHAW : Currency Appreciation as an anti-inflationary device | classes in the Schumpeterian system |
| LLOYD FISHER : The harvest lake market in California | WILLIAM J. FELLNER : The influence of Market Structure on technological progress |
| R. de ROOVER : Monopoly Theory prior to Adam Smith : A revision | A. SMITHIES : Reflections on the work and influence of John Maynard Keynes |
| O. H. TAYLOR : Schumpeter and Marx : Imperialism and social | Recent Publications |

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

61ème Année — PARIS — SEPTEMBRE-OCTOBRE 1951

ARTICLES

- | | |
|---|---|
| CHARLES RIST : Vieilles idées devenues neuves sur la monnaie | ANDRE PIETTRE : La co-gestion des salaires en Allemagne occidentale. |
| PAOLO SYLOS LABINI : Taux de l'intérêt et revenu social | NOTES ET MEMORANDA |
| JACQUES RUEFF : Nouvelle discussion sur le chômage, les salaires et les prix | HENRI GUITTON : Capitalisme, socialisme et démocratie |
| | Revue des Livres |

REVUE ECONOMIQUE

No. 6 — PARIS — NOVEMBRE 1931

- HENRI DENIS : Théorie et réalité dans l'analyse de l'équilibre de la firme
- J. L. GUGLIELMI : Facteurs déterminant la formation du taux des salaires
- HENRI GENDARME : Le multiplicateur du commerce extérieur
- PAUL PAILLAT : Les salaires et la condition ouvrière en France à l'aube du socialisme
- L. A. VINCENT & G. MATTHYS : La situation économique
- PIERRE GEORGE : Surplus-élément, ou gaspillage de richesses ?
- Notes bibliographiques
- Liste des ouvrages reçus
- Table générale de l'année 1931

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

3ème Année, No. 3 — PARIS, Juillet-Septembre 1931

I. DOCTRINE

CIROUCI CARDANI : L'identité des conventions unilatérales et bilatérales

F. H. LAWSON : Le droit administratif anglais

II. ETUDES — VARIETES — DOCUMENTS

CONST. KATZAROV : Nouveaux aspects de l'immunité judiciaire de l'Etat.

PAUL TEDESCHI : Les amendements constitutionnels au Canada et les rapports du pouvoir fédéral et du pouvoir provincial

III. ACTUALITES ET INFORMATIONS

La nouvelle loi espagnole sur les sociétés anonymes

Le service de la constitution à la chancellerie fédérale d'Autriche

Congrès interaméricain des avocats

De la Commission internationale pénale et pénitentiaire à la Fédération internationale et pénitentiaire

L'Institut international de finances publiques (Congrès de Londres, septembre 1931)

La semaine de droit musulman

IV — BULLETIN DE LA SOCIETE DE LEGISLATION COMPAREE

Troisième journée de droit franco-latino-américain

1^{re} — Séance d'ouverture du 10 Octobre 1930.

2^e — Séance de travail :

A. — Le concept et le rôle de la cause des obligations dans la jurisprudence

B. — L'aveu dans la procédure pénale

V. — BIBLIOGRAPHIE.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

VOL. LXIV, No. 4 — GENEVE, OCTOBRE 1931

- HYACINTHE DUBREUIL : L'organisation du travail et le système des équipes autonomes
- G. D. BRADSHAW & R. W. McCULLOCH : L'orientation professionnelle en Australie

RAPPORTS ET ENQUÊTES : —

La durée du travail, les repos et les comptes payés dans les travaux dangereux, les blessés en particulierement pénibles

Aspects actuels des femmes en Europe ; II.

STATISTIQUES : —

Chômage et emploi

Prix à la consommation

Salaires dans l'industrie manufacturière

Heures de travail dans l'industrie manufacturière

BIBLIOGRAPHIE : —

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales

Autres publications

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

VOL. LXIV, Nos. 3-6 — GENEVE, Novembre-Décembre 1951

Mlle SUZANNE FERRIERE : Le rôle des organisations non gouvernementales dans l'assistance aux migrants

BRUCE RYAN et SYLVIA FERNAN-DO : La main-d'œuvre féminine des entreprises industrielles de Colombie

RAPPORTS ET ENQUÊTES

Le travail des enfants et la scolarité obligatoire

Mesures concernant le développement économique des pays insuffisamment développés

Résultats financiers de l'application de la législation de sécurité sociale en France pour l'année 1950

STATISTIQUES

Chômage et emploi

Salaires

Prix à la consommation

Heures de travail

BIBLIOGRAPHIE

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales

Autres publications

VOLUME LXIV

Table des matières

LEGISLATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

(Quatrième Trimestre 1951)

DROITS D'ACCISE

DECRET MODIFIANT LE DROIT D'ACCISE OU DE CONSOMMATION SUR LE SUCRE (1)

Nous, Farouk Ier, Roi d'Egypte et du Soudan,

Vu la Loi No. 2 de 1930 portant modification du tarif douanier et les lois qui l'ont modifié ;

Vu la Loi No. 4 de 1932 relative aux droits d'accise sur les produits du sol ou de l'industrie nationale ;

Vu la Loi No. 173 de 1951 prorogeant la date de présentation au Parlement du projet de loi concernant le tarif douanier et du projet de loi relatif aux droits d'accise ;

Vu le Décret du 3 avril 1946 modifiant le droit d'accise ou de consommation ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DECRETONS

Art. 1. — Le droit d'accise ou de consommation sur les articles mentionnés au tableau annexé au présent décret sera perçu conformément aux taux qui y sont indiqués, qu'ils soient des produits du sol ou importés de l'étranger, et ce en remplacement des taux prévus pour les mêmes articles au tableau annexé au Décret du 3 Avril 1946.

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

TABLEAU DU DROIT D'ACCISE OU DE CONSOMMATION

DESIGNATION DES ARTICLES	Unités de perception	Droits L.E.G. M/MKS	
Sucres :			
(1) Raffinés et bruis livrés directement à la consommation	par 100 kgs.	3	263
(2) Destinés au raffinage	» 100 »	droits perçus sur les sucres raffinés à la sortie de la raffinerie.	
(3) Candis	» 100 »	1	870

(1) Journal Officiel No. 101 du 1er Novembre 1951 (Numéro Extraordinaire).

BOURSE DES CONTRATS**LOI No. 285 DE 1951 RELATIVE AU COURTAGE
A LA BOURSE DES CONTRATS (1)**

Nous, Farouk 1er, Roi d'Egypte et du Soudan,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit :

Art. 1. — Les taux du courtage dû sur toute opération d'achat ou de vente à la Bourse des Contrats seront d'après le tableau annexé à la présente loi.

Ces Taux peuvent être modifiés jusqu'à concurrence d'une augmentation ou d'une diminution de 20 % par un décret sur la proposition du Ministre des Finances.

Art. 2. — Tout courtier à la Bourse des Contrats doit acquitter au Ministère des Finances, des montants qui lui reviennent à titre de courtage sur les opérations d'achat ou de vente de chaque lot de 250 cantars, toute somme qui dépasse les montants suivants :

P.T.

- 975 du client ordinaire sur le contrat des cotons à longue fibre.
- 795 du client ordinaire sur le contrat des cotons à moyenne fibre.
- 739 du membre associé sur le contrat des cotons à longue fibre.
- 595 du membre associé sur le contrat des cotons à moyenne fibre.
- 70 du jobber sur le contrat des cotons à longue fibre.
- 65 du jobber sur le contrat des cotons à moyenne fibre.

Art. 3. — Le courtier doit verser les montants dus au Ministère des Finances à la Caisse Gouvernementale la plus proche ; il doit également lui transmettre un état conforme à ses registres des opérations d'achat et de vente accomplies au cours de chaque semaine, et ce selon les modalités et les conditions qui seront établies par un arrêté du Ministère des Finances.

Art. 4. — Le Ministère des Finances peut percevoir les sommes qui lui sont dues directement du débiteur du courtage. Ces sommes auront privilège sur les biens de celui-ci, au même rang que celui accordé au Trésor sur les biens du courtier, selon l'article 1139 du Code Civil.

La perception de ces sommes, soit du courtier, soit du débiteur peut se faire par la voie administrative, conformément au Décret du 25 mars 1950 modifié par les deux Décrets en date du 4 novembre 1955 et du 26 mars 1956.

Art. 5. — Le Directeur Général, le Sous-Directeur Général et le Contrôleur Général de l'Administration du Coton, ainsi que les Délégués du Gouvernement auprès des Bourses des Contrats et des Marchandises et leurs assistants auront la qualité de police judiciaire pour établir la preuve des infractions commises en contravention à cette loi ou aux

(1) Journal Officiel No. 111 du 3 Décembre 1951.

arrêtés relatifs à son exécution. Ils pourront à cette fin entrer dans les bureaux des courtiers et examiner leurs registres, documents et autres pièces se rattachant à leurs opérations.

Sera punissable des peines édictées par l'article 210 du Code Pénal tout fonctionnaire public auquel est divulgué un secret dont il n'a pas connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 6. — Sera punie d'emprisonnement pour une période ne dépassant pas un mois et d'une amende de L.E. 500 à L.E. 1000 ou de l'une de ces deux peines, toute personne qui contrevient aux dispositions de cette loi ou des arrêtés relatifs à son exécution.

Art. 7. — Les Ministres des Finances et de la Justice sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi. Le Ministre des Finances prendra les arrêtés nécessaires à son exécution ; elle entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

Nous certifions que la présente loi est revêtue du sceau de l'Etat, publiée au « Journal Officiel » et exécutée comme loi de l'Etat. (1)

COTON

DECRET INSTITUANT UN COMITE PERMANENT POUR LA PROPAGANDE DU COTON EGYPTIEN EN EGYPTE ET A L'ETRANGER (2)

Nous, Farouk Ier, Roi d'Egypte et du Soudan,

Vu la Loi No. 203 de 1911 établissant une taxe pour le financement de la propagande du coton égyptien ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DECRETONS :

Art. 1. — Est institué au Ministère des Finances un Comité Permanent ayant pour mission la propagande du coton égyptien et constitué comme suit :

Le Sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires du Coton au Ministère des Finances	Président
Le Sous-Secrétaire d'Etat pour la Richesse Agricole au Ministère de l'Agriculture	Membres
Le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie Nationale	
Le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie pour les Marchés et les Expositions à l'étranger	
Le Directeur Général de l'Administration des Douanes au Ministère des Finances	
Le Conseiller de la Section des Avis du Ministère des Finances	

(1) Cette loi a été publiée en arabe au « Journal Officiel » No. 99 en date du 29 Octobre 1951.

(2) « Journal Officiel » No. 117 du 24 Décembre 1951.

- Le Directeur Général de l'Administration de l'Economie Internationale au Ministère de l'Economie Nationale.
- Le Directeur Général de l'Administration du Tourisme au Ministère de l'Economie Nationale.
- Le Directeur Général de l'Administration du Coton au Ministère des Finances.
- Le Directeur de la Presse au Ministère des Affaires Etrangères.
- Le Directeur Général de la Société Egypte d'Agriculture.
- M. Assouf Youssef Fakhri, Président du Conseil d'Administration des Sociétés de Promotion, Alexandrie.
- M. Hassan Moustafar Hassan Fakhri, Administrateur-Délégué de la Société Émir de Filature et de Tissage.
- Le Président de l'Ordre des Journalistes Ab El-Monem El Bey.
- Le Président de l'Association des Exportateurs de Coton, Alexandrie.
- Monsieur Paul Benabert, Membre de la Fédération Internationale des Filateurs.
- M. Mohamed El Attaf, Administrateur-Délégué de la Société Émir pour l'Égrenage au Coton.

Membres

Art. 2. — Ce Comité aura une personnalité morale et procédera à la gestion des fonds de la propagande et en disposera de manière à réaliser les buts pour lesquels il est constitué, sous la surveillance du Ministère des Finances.

Art. 3. — Le dit Comité aura pour mission de faire sa propagande en Egypte et à l'étranger et d'être l'agent de liaison entre l'Égypte, les Offices de propagande et les experts compétents en matière de propagande et en ses innovations.

Art. 4. — Ce Comité aura la faculté de demander la collaboration des Attachés Commerciaux Egyptiens, à l'étranger, ainsi que celle d'autres experts techniques qu'il désignera.

Art. 5. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent Décret, qui entrera en vigueur à partir de sa publication au « Journal Officiel ». (1)

(1) Ce décret a été publié en arabe au « Journal Officiel » No. 114 en date du 13 décembre 1951.

IMPOTS

LOI No. 289 DE 1931 ETABLISSANT UNE TAXE POUR LE FINANCEMENT DE LA PROPAGANDE POUR LE COTON EGYPTIEN (1)

Nous, Farouk Ier, Roi d'Egypte et du Soudan,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté :

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit :

Art. 1. — Il est établi une taxe aux taux suivants :

10 mils, sur chaque cantar de coton en fibre égrené ;

10 mils, sur chaque cantar de coton en fibre peussé à la vapeur ;

10 mils, sur chaque cantar de coton exporté.

Les fonds provenant de cette taxe seront affectés à la propagande pour le coton égyptien dans le pays et à l'étranger.

Art. 2. — Les propriétaires d'usines d'égrenage et de peussage sont tenus de percevoir cette taxe et de la verser pour compte du Ministère des Finances (Comité de propagande pour le coton) à la plus proche caisse gouvernementale, durant la dernière semaine de chaque mois.

De même, l'Administration des Douanes est chargée de percevoir cette taxe des exportateurs pour compte du dit Comité.

Art. 3. — Le Gouvernement aura un privilège sur les biens des personnes chargées de verser cette taxe, qui pourra être perçue par voie de saisie administrative.

Art. 4. — Toute personne n'ayant pas versé la taxe dans le délai fixé sera passible d'une amende ne dépassant pas L.E. 50 ou de la majoration du montant non versé d'une proportion non inférieure à 25 0/0 de la taxe et ne dépassant pas son triple. En cas de récidive au cours de trois années, l'amende sera doublée.

Art. 5. — Le Directeur Général, le Sous-Directeur Général, le Contrôleur Général de l'Administration du Coton, les délégués du Gouvernement auprès des Bourses des Contrats et des Marchandises et leurs assistants auront qualité de police judiciaire pour constater les infractions commises à la présente loi.

Art. 6. — Il est institué, auprès du Ministère des Finances, un Comité permanent qui aura pour mission de faire la propagande pour le coton égyptien et d'être l'agent de liaison entre l'Egypte, les offices de propagande et les experts compétents en matière de propagande et versés dans les méthodes nouvelles de publicité. Ce Comité sera constitué par Décret.

Art. 7. — Ce Comité aura la personnalité morale, procédera à la gestion des fonds de la propagande et en disposera de manière à réaliser les buts pour lesquels ils ont été établis, et ce suivant les règles qui seront établies par arrêté du Ministère des Finances.

Art. 8. — Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi. Notre Ministre des Finances prendra les arrêtés nécessaires à son exécution. La présente loi entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au « Journal Officiel » et exécutée comme loi de l'Etat. (2)

(1) « Journal Officiel » No. 112 du 6 Décembre 1931.

(2) Cette loi a été publiée en arabe au « Journal Officiel Extraordinaire » No. 98 bis en date du 28 Octobre 1931.

**LOI No. 114 DE 1931 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA
LOI No. 14 DE 1929 ETABLISSANT UN IMPOT SUR LES REVENUS DES
CAPITAUX MOBILIERS, SUR LES BENEFICES COMMERCIAUX ET
INDUSTRIELS ET SUR LE REVENU DU TRAVAIL (*)**

Nous, Farouk Ier, Roi d'Egypte,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté :

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit :

Art. 1. — A partir du 1er janvier 1931, le taux de l'impôt établi par les articles 7, 13 et 37 de la Loi No. 14 de 1929 sera de 10 pour cent.

Art. 2. — Les articles 15 (alinéa 3), 24 (al. 4), 54, 72 (al. 1 et 2) et 81 (dernier alinéa), 25 (al. 2) et 93 de la Loi No. 14 de 1929 établissant un impôt sur les revenus des capitaux mobiliers, sur les bénéfices commerciaux et industriels et sur le revenu du travail, sont remplacés par les textes suivants :

Art. 15 (al. 3). — Cette exonération ne s'étend pas aux intérêts des prêts consentis par les établissements de crédit hypothécaires aux sociétés ou entreprises désignées aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la présente loi, si le montant du prêt dépasse cent mille livres égyptiennes.

Art. 24 (al. 4). — Cependant le montant de l'impôt arrêté à l'égard de l'associé demeurera une dette à la charge de la Société dans les limites dont aurait été grevée sa quote-part dans les bénéfices de la société si cette partie avait été assujettie à l'impôt séparément.

Art. 54. — L'Administration des Impôts ainsi que le contribuable pourront se pourvoir contre la décision de la Commission de recours, par devant le Tribunal de Première Instance siégeant en matière commerciale, et ce dans le délai d'un mois à partir de la date de la notification de la décision dans les formes établies par l'article précédent. Le pourvoi sera présenté conformément aux règles et formalités d'appel édictées par le code de procédure.

Le jugement rendu par le Tribunal de Première Instance à cet effet sera définitif si les estimations annuelles de l'Administration des Impôts faisant l'objet du pourvoi ne dépassant pas L.E. 1.000. Si elles dépassent ce chiffre, il pourra être pourvu en appel.

Art. 72 (al. 1 et 2). — A partir du 1er janvier 1931, un impôt annuel au taux de 10 pour cent est établi sur les bénéfices des professions libérales et toute autre profession de nature non commerciale exercée par le contribuable d'une manière indépendante et dont l'élément principal serait le travail.

Cet impôt s'applique à toute profession ou activité non assujettie à un autre impôt. Toutefois sont exemptées de son paiement :

- (1) Les associations aux buts non-lucratifs, et ce dans les limites de leurs activités sociales, scientifiques ou sportives, ainsi que les institutions d'enseignement :

(*) Cette loi a été publiée en arabe au « Journal Officiel » No. 96 en date du 29 octobre 1931.

(2) Les entreprises agricoles qui ne revêtent pas la forme de sociétés anonymes.

Art. 51 (dernier alinéa). — La communication se fera au lieu où ces renseignements se trouvent, et ce durant les heures habituelles du travail, et sans besoin de préavis.

Art. 52 (al. 3). — Sera possible de la prime et des dommages-intérêts prévus à l'article 2 quelconque aura employé des commissaires étrangers pour échapper au paiement de tout ou partie des impôts établis par la présente loi, et ce en dissimulant ou en tentant de dissimuler des mandats assujettis à l'impôt.

Art. 53. — Le délai d'appel des jugements rendus par les tribunaux de première instance siègeant en matière commerciale conformément à l'article 51 sera de 10 jours à partir de la date de la notification du jugement.

Art. 2. — Sont abrogés les articles 22 et 11, et 23 de la Loi No. 14 de 1929 susmentionnée, ainsi que l'article 4 de la Loi No. 114 de 1926 portant modification de certaines dispositions de ladite loi.

Art. 4. — Le recours de l'Administration ou du contribuable contre les décisions rendues par la commission d'estimation antérieurement au 4 septembre 1926 devra avoir lieu dans un délai de 15 jours à partir de la date de la notification de ces décisions au contribuable par lettre recommandée avec avis de réception.

Quant aux décisions déjà notifiées avant la date de la mise en vigueur de la présente loi, le recours contre elles devra avoir lieu dans un délai de quinze jours à partir de la date de sa mise en vigueur.

L'estimation, dans les cas énumérés à la base de la fixation de l'impôt qui devient exigible nonobstant recours contre cette décision par devant la justice.

Sera compétent à statuer sur le recours le Tribunal de Première Instance siègeant en matière commerciale dans la circonscription dans laquelle se trouve le domicile du contribuable. Aussitôt que le jugement du Tribunal de Première Instance est rendu, l'impôt devient exigible selon ce jugement en attendant qu'il soit statué en dernier ressort sur l'appel qui aura été interjeté.

L'appel devra être interjeté devant la Cour d'Appel dans la circonscription de laquelle se trouve le domicile du contribuable, et ce dans le délai d'un mois à partir de la date de la signification du jugement de première instance.

Art. 5. — Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi.

Notre Ministre des Finances prendra les arrêtés et établira les règlements d'exécution que comporte son application.

La présente loi entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

LOI No. 218 DU 1931 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA
LOI No. 89 DE 1919 ETABLISSANT UN IMPOT GENERAL
SUR LE REVENU (*)

Nous, Farouk Ier, Roi d'Egypte et du Soudan,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté :

Nous avons sanctionné et promulguons la loi dont la teneur suit :

Art. 1. — Les articles 6, 11, 20 et 21 de la Loi No. 19 de 1919 établissant un impôt général sur le revenu sont remplacés par les textes suivants :

« Article 6. — L'impôt s'applique sur le montant total du revenu net annuel réalisé par le contribuable durant l'année précédente.

« Ce revenu est déterminé par le produit des propriétés immobilières et des capitaux mobiliers que possède le contribuable, y compris ses quote-parts dans les bénéfices et les droits de jouissance, et par le revenu des professions qu'il exerce, les traitements et emplacements ministériels, les salaires, gratifications, honoraires, pensions et rentes viagères qu'il reçoit.

« Le revenu des propriétés immobilières, bâties ou agricoles, est évalué d'après la valeur locative servant de base respectivement à l'impôt sur la propriété bâtie et à l'impôt foncier, en déduisant de cette valeur locative 20 pour cent pour toutes charges.

« Toutefois, sur la demande du contribuable, présentée dans le délai prescrit pour la présentation des déclarations, l'évaluation du produit des propriétés immobilières bâties ou agricoles pourra être calculé sur la base du revenu effectivement réalisé, pourvu que la demande en question contienne, à peine de déchéance, toutes les propriétés immobilières bâties ou agricoles du contribuable.

« L'option prévue à l'alinéa précédent n'est reconnue qu'au contribuable qui tient une comptabilité régulière.

« Les autres revenus seront déterminés dans les mêmes conditions que pour l'assiette des impôts ordinaires qui leur sont respectivement applicables.

« Dans le calcul des revenus passibles de l'impôt, n'entrent pas en ligne de compte, soit comme dépense, soit comme recette, le revenu présumé de la maison appartenant au contribuable ou celle dont il a le droit de jouissance ou d'habitation, si elle est effectivement occupée par lui ; il en est de même des intérêts des obligations ou titres d'emprunts exemptés également de l'impôt ».

« Article 11. — Après déduction des montants prévus à l'article 9 du revenu total net, l'impôt sera déterminé, d'après les taux suivants :

1ère tranche L.E. — jusqu'à L.E. 1.000	exempté	pour cent
2ème tranche au-delà de L.E. 1.000 jusqu'à L.E. 1.500	2
3ème " " " 1.500 " " 2.500	3
4ème " " " 2.500 " " 3.500	10
5ème " " " 3.500 " " 5.000	15
6ème " " " 5.000 " " 10.000	20
7ème " " " 10.000 " " 15.000	25
8ème " " " 15.000 " " 20.000	30
9ème " " " 20.000 " " 30.000	40
10ème " " " 30.000 " " 40.000	50
11ème " " " 40.000 " " 50.000	60
12ème " " " 50.000	70

(*) Cette loi a été publiée en arabe au « Journal Officiel » No. 102 en date du 5 novembre 1931.

« Les fractions de Livre dans le revenu total net seront éliminées lors de l'application du taux ».

« Article 20. — L'Administration des Impôts procédera, dans l'espace de deux ans à partir de la date d'expiration du délai de présentation de la déclaration, à la taxation d'office par voie d'évaluation, dans les cas suivants :

- (1) si le contribuable n'a pas présenté la déclaration dans le délai imparti par l'article 16 ;
- (2) si le contribuable s'est abstenu de répondre, dans les délais prescrits par les articles 18 et 19, à la demande de l'Administration des Impôts concernant les informations, éclaircissements, et observations requis sur les redressements faits par l'Administration ;
- (3) si les redressements faits par l'Administration des Impôts ne sont pas agréés par le contribuable ou si l'Administration n'est pas d'accord sur les observations de celui-ci conformément à l'article précédent.

« Dans les premier et deuxième cas, l'impôt sera exigible conformément à la taxation d'office selon l'évaluation de l'Administration, laquelle sera notifiée au contribuable par lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre servira d'avis de l'émission du rôle d'imposition, de notification du montant exigible de l'impôt et de sommation à payer.

« Le contribuable pourra se pourvoir contre l'évaluation par devant la Commission instituée par l'article 59 de la Loi No. 14 de 1929 établissant un impôt sur les revenus des capitaux mobiliers, sur les bénéfices commerciaux et industriels et sur le revenu du travail, et ce dans les trente jours qui suivent la date de réception de l'avis d'émission du rôle d'imposition avec sommation à payer le montant exigible de l'impôt.

« Quant au troisième cas, le contribuable paiera l'impôt conformément à sa déclaration, en tenant compte des redressements faits par l'Administration des Impôts et agréés par lui. L'impôt sera fixé d'après l'évaluation faite par l'Administration, laquelle sera notifiée au contribuable par lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre servira d'avis de l'émission du rôle d'imposition et de notification du montant de l'impôt exigible. Le contribuable pourra se pourvoir contre les redressements ou l'évaluation qui n'ont pas été agréés par lui par devant la Commission mentionnée au paragraphe précédent, dans le délai qui y est prévu. La décision de la Commission sera valable pour la perception du restant de l'impôt.

« Si aucun pourvoi n'est présenté dans le délai fixé, la taxation deviendra définitive sur la base des redressements et des évaluations de l'Administration et l'impôt sera exigible sans besoin d'autres avis : il ne pourra plus être pourvu contre cette taxation par devant aucune autorité.

« L'Administration des Impôts ainsi que le contribuable pourront se pourvoir contre la décision de la Commission conformément à ce qui est prescrit à l'article 54 de la Loi No. 14 de 1929 ci-dessus mentionnée ».

« Article 21. — Sans dérogation aux dispositions de l'article 22 du Code Pénal, sera passible d'une amende ne dépassant pas L.E. 20 et d'une condamnation à des dommages-intérêts non inférieurs à 25 % et ne dépassant pas le triple de la partie non payée de l'impôt, quiconque n'aura pas présenté la déclaration dans le délai fixé ou qui, l'ayant présentée, n'aura pas effectué le paiement de l'impôt dans le délai fixé à cet effet.

« Sera passible d'une amende ne dépassant pas L.E. 50 et d'une condamnation aux dommages-intérêts comme il est prévu au paragraphe précédent, quiconque aura eu recours à des manœuvres frauduleuses afin d'échapper totalement ou en partie au paiement de l'impôt, et ce en dissimulant ou en tentant de dissimuler des montants passibles de l'impôt ; et de même quiconque aura fait part de données inexacts dans les déclarations ou autres documents présentés en exécution de la présente loi, à moins qu'il ne soit prouvé que son erreur n'est pas intentionnelle.

« En cas de récidive dans l'espace de trois années, l'amende sera doublée.

« L'action publique sera intentée sur la requête de l'Administration des Impôts, qui pourra s'en désister si elle le juge opportun. En cas de désistement, l'Administration pourra s'arranger à l'amiable sur les dommages-intérêts ».

Art. 2. — Sont ajoutés à la Loi No. 99 de 1949 susmentionnée les quatre articles subs. Nos. 24 bis 1 : 24 bis 2, 24 bis 3, 24 bis 4 dont les textes suivent :

« Article 24 bis 1. — Les sociétés, banques, institutions et personnes à qui incombent, par leur profession, par voie principale ou subsidiaire, de verser les produits des fonds mobiliers, tels que revenus, bénéfices ou autres, devront présenter à l'Administration des Impôts, avant le 1er mars de chaque année, une déclaration contenant les informations suivantes :

- (1) les noms, prénoms, fonctions, professions, adresses et domiciles des personnes à qui ou pour les comptes desquelles ont été versés n'importe quelles sommes provenant des revenus des fonds mobiliers nominatifs ou au porteur, au cours de l'année précédente ;
- (2) les montants versés à chacune d'elle ou passés à son compte au cours de l'année précédente, soit que le versement ou la passation ait été faite sur présentation de coupons ou de ce qui en tient lieu, ou de toute autre manière. La déclaration doit indiquer l'espèce des valeurs financières dont le revenu a été versé et la nature de la somme versée comme bénéfices, ou rémunération de Conseil d'Administration, ou quote-part dans les bénéfices, ou jetons de présence, ou quote-part d'associé commanditaire.

« Et en général, la déclaration devra fournir les indications sur la nature des bénéfices, intérêts ou autres revenus produits par les valeurs de tout genre, les parts de fondateur, les obligations, les emprunts, les bonifications de paiement, les participations des obligations, et toutes autres valeurs mobilières ».

« Article 24 bis 2. — Les propriétaires et directeurs d'entreprises publiques et les personnes exerçant des professions de nature non commerciales qui, en l'exercice de n'importe quelle activité afférente à leurs professions, versent à une personne ne faisant pas partie de leurs employés ou ouvriers, ou à des anciens employés, soit à l'intérieur du pays ou à l'étranger, des sommes à titre de commission, ou courtage, ou bonus commercial, ou de n'importe quelle autre dénomination d'honoraires ou donation ou gratification, que le versement soit d'une manière continue ou occasionnelle, sont tenus de présenter à l'Administration des Impôts, avant le 1er mars de chaque année, une déclaration contenant les informations suivantes :

- (1) les noms, prénoms, fonctions ou professions, adresses et domiciles des personnes à qui les susdits montants ont été versés durant l'année précédente ;
- (2) le montant versé à chacune d'elles et son espèce ».

« Article 24 bis 3. — Sera passible de l'amende prescrite à l'article 21 quelconque n'aura pas présenté dans le délai fixé la déclaration mentionnée dans les deux articles précédents, ou qui, l'ayant présentée, aura mentionné des données inexactes.

« Outre l'amende précitée, il sera tenu à payer l'impôt général dû sur les sommes non déclarées, et ce au taux de la plus haute somme mentionnée à l'article 11.

« Ceci n'opposera aucun obstacle à la taxation du contribuable réci-
dés qu'il sera connu à l'Administration, du moment de l'impôt général dû sur ces sommes ».

« Article 24 bis 4. — Ne seront pas opposables à l'Administration des Impôts, relativement à l'établissement de l'impôt, les transactions et les transactions intervenues entre les auteurs principaux et leurs conjoints ou entre conjoints durant les cinq années qui précèdent une année où des revenus sont assujettis à l'impôt, soit que ces donations ou transactions portent sur des biens meubles ou immobiliers.

« Toutefois, si la transaction est moyennant compensation, l'intéressé pourra être en justice, en vue de fournir la preuve de l'existence de la compensation, et dans ce cas, la différence de l'impôt lui sera restituée ».

Art. 3. — Sont abrogés les articles 11, 12 et 14 de la Loi No. 121 de 1949 susmentionnées.

Art. 4. — Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente loi.

Notre Ministre des Finances prendra les arrêtés et établit les règlements d'exécution que comporte son application.

La présente loi entrera en vigueur à partir de la date de sa promulgation au « Journal Officiel ». Toutefois les dispositions relatives à la détermination du revenu et du taux ne seront appliquées qu'à partir du 1er janvier 1953 pour les revenus de 1951.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au « Journal Officiel » et exécutée comme loi de l'Etat.

جداول احصائية

STATISTICAL TABLES

الحسابات الختامية
ايرادات الدولة ومصروفاتها

FINAL ACCOUNTS STATE REVENUE AND EXPENDITURE

(Lakh 000's)

(بالآلاف الجنيهات)

FINANCIAL YEAR (1)	الإيرادات REVENUE	المصروفات EXPEN- DITURE	التالى + أو العجز - SURPLUS DEFICIT -	السنة المالية (2)
1918-1919	44107	47889	- 3682	١٩١٨ - ١٩١٩
1919-1920	46089	48639	- 2550	١٩١٩ - ١٩٢٠
1920-1921	43677	42559	+ 1118	١٩٢٠ - ١٩٢١
1921-1922	56136	46062	+ 10074	١٩٢١ - ١٩٢٢
1922-1923	67141	56553	+ 10588	١٩٢٢ - ١٩٢٣
1923-1924	77771	71938	+ 5836	١٩٢٣ - ١٩٢٤
1924-1925	87731	82097	+ 5634	١٩٢٤ - ١٩٢٥
1925-1926	103500	92304	+ 11196	١٩٢٥ - ١٩٢٦
1926-1927	112795	102491	+ 10302	١٩٢٦ - ١٩٢٧
1927-1928	101496	91548	+ 9948	١٩٢٧ - ١٩٢٨
1928-1929	170426	157695	+ 12731	١٩٢٨ - ١٩٢٩
1929-1930	173503	163809	+ 27694	١٩٢٩ - ١٩٣٠
1st. quarter 1948-1949	38269	23363	+ 4846	الربع الاول من ١٩٢٩-١٩٢٨
2nd. " 1948-1949	34219	26915	+ 8204	" " " " " " " "
3rd. " 1948-1949	37516	35639	+ 1877	" " " " " " " "
4th. " 1948-1949	70532	72678	- 2146	" " " " " " " "
1st. " 1949-1950	34285	24499	+ 10086	الربع الاول من ١٩٢٩-١٩٢٨
2nd. " 1949-1950	42566	29305	+ 13261	" " " " " " " "
3rd. " 1949-1950	27380	31992	+ 5385	" " " " " " " "
4th. " 1949-1950	59052	78012	- 18961	" " " " " " " "
1st. " 1950-1951	36510	27284	+ 9226	الربع الاول من ١٩٢٩-١٩٢٨
2nd. " 1950-1951	56163	53335	+ 2828	" " " " " " " "
3rd. " 1950-1951	51175	41606	+ 9569	" " " " " " " "

(1) From 1st. May to 30th. April
until 1948-1949.

From 1st. May to 30th. Fe-
bruary for 1947, 1948.

From 1st. March to 30th. Fe-
bruary since 1948-1949.

(2) من اول مايو الى ٣٠ أبريل من سنة
١٩٢٧/١٩٢٨

ومن اول مايو الى ٢٩ فبراير بالسنة
١٩٢٨/١٩٢٧

ومن اول مارس الى ٢٨ فبراير بالسنة
١٩٢٧/١٩٢٨

وسائل الشراء في مصر (١)

PURCHASING MEDIA IN EGYPT (1)

(L.A.S. 509*8)

(ملايين الجنيهات)

END OF	البنوك باستثناء بنك مصر (١) BANKING MONEY (٢) - (٣)	للمود وروحية (٤) PAUPER MONEY (4)	للمود معدنية (٥) METALLIC MONEY (5)	إجمالي TOTAL	الرقم القياسي ١٠٠ = ١٩٧٩-١٧-٢١ INDEX NUMBER ١٤. ١٢. ١٩٦٩ = ١٠٠	تاريخ
December 1939	55520	26945	4777	85442	100	ديسمبر ١٩٣٩
" 1940	62362	38370	5954	106586	125	" ١٩٤٠
" 1941	89183	51970	5040	146193	172	" ١٩٤١
" 1942	116057	78760	6142	200899	235	" ١٩٤٢
" 1943	198481	108824	5628	304933	357	" ١٩٤٣
" 1944	227914	121511	5663	385088	451	" ١٩٤٤
" 1945	294655	146899	6102	417056	523	" ١٩٤٥
" 1946	393827	144319	6077	444183	520	" ١٩٤٦
" 1947	287893	146883	6698	438674	513	" ١٩٤٧
" 1948	273432	164438	5930	443800	519	" ١٩٤٨
March 1949	218614	157365	5982	441961	517	مارس ١٩٤٩
June 1949	263575	150861	5970	422406	491	يونيو ١٩٤٩
Sept. 1949	239888	150735	6001	416624	488	سبتمبر ١٩٤٩
December 1949	286612	173923	6014	466549	546	ديسمبر ١٩٤٩
March 1950	274475	170738	5997	450860	528	مارس ١٩٥٠
June 1950	248373	159087	6010	413670	484	يونيو ١٩٥٠
Sept. 1950	240538	168309	5917	414674	483	سبتمبر ١٩٥٠
December 1950	275908	189393	6033	471576	552	ديسمبر ١٩٥٠
March 1951	364168	182210	6080	456458	534	مارس ١٩٥١
June 1951	240541	186578	6129	433248	507	يونيو ١٩٥١

(1) Figures for 17 banks including National Bank of Egypt.

(2) Including current A/c's, time deposits and savings.

(3) A reduction estimated at 10% of the Current A/c's, has been made to allow for that amount of till money which is maintained by the commercial banks.

(4) Including banknotes of N.B.E. and currency notes. A reduction is made for the amount of banknotes circulating in the Sudan.

(5) A reduction is made for metal money in circulation in the Sudan.

(١) الأرقام عن ١٧ بنكاً بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٢) تشمل الحسابات الجارية والودائع لأجل والودائع في صناديق التوفير بمصلحة البريد والبنوك

(٣) أجرى تخفيضاً تقديري مقداره ١٠٪ من قيمة الحسابات الجارية للبراقات الجاهز التي تحتفظ به البنوك التجارية في خزائنها

(٤) تشمل أوراق البنك الأهلي وأوراق العملة للصادرة عند قسم قيمة البنكنوت المتداول في السودان

(٥) عند خصم قيمة العملة المعدنية المتداولة في السودان

البنكوت المصدر وغطاء والتداول القلمى

BANKNOTS ISSUED, THEIR COVER AND MONETARY CIRCULATION (L.S. 000's)

END OF	COVER OF BANKNOTS ISSUED				MONETARY CIRCULATION			
	GOLD		SECURITIES		RESERVE NOTES		TOTAL	
	مذهور	مذهور	مذهور	مذهور	مذهور	مذهور	مذهور	مذهور
December 1938	22200	6241	6834	7603	1360	20466	3058	23491
" 1939	28000	6241	9883	8976	2900	26445	5092	31537
" 1940	48100	6241	23474	7715	2670	37309	6250	43609
" 1941	52700	6241	37344	7715	1500	50660	6403	57174
" 1942	79200	6241	63744	7715	1500	75347	6853	81750
" 1943	101400	6341	83914	7715	1500	93603	6388	100233
" 1944	123000	6241	106564	7715	1500	116748	6718	123878
" 1945	148000	6241	152544	7715	1360	140743	8899	149914
" 1946	145000	6376	119909	7715	11000	137168	2034	146563
" 1947	145000	6376	119909	7715	11000	137328	1895	146344
" 1948	164000	6376	114236	7715	35670	153826	2197	163283
" 1949	174000	6376	114236	7688	46290	166166	2494	175929
December 1950	191000	6376	114236	7693	63199	183901	3168	194160
January 1951	194000	6376	114236	7693	62299	187417	3120	192054
February 1951	191000	6376	114236	7693	63299	183759	3171	194374
March 1951	191000	6376	114236	6942	61146	182754	3000	192412
April 1951	185000	6376	114236	6942	61146	183424	3210	194160
May 1951	194761	41032	91319	6864	23376	173190	3121	185860
June 1951	190761	41032	91319	6786	31604	170784	"	"
July 1951	183761	50802	81569	6786	44604	161861	"	"
August 1951	181761	50802	81569	6786	41604	160418	"	"
September 1951	191761	50802	81569	6708	52682	175080	"	"
October 1951	215761	50802	81669	6708	76682	193565	"	"
November 1951	228761	60533	71820	6318	88971	204513	"	"

(1) Outside the National Bank of Egypt.
 (2) Including holdings of the National Bank of Egypt.
 * Figures are not yet available.

الميزانية الموحدة للشركة في مصر (أ) - (1) CONSOLIDATED BALANCE SHEET OF BANKS IN EGYPT (1)

في آخر الفترة

END OF PERIOD

	1958		1957		1956		1955		1954		1953		1952		1951		1950	
	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.	DEC.
Assets																		
Capital	5670	5646	564	6663	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243	7243
Reserves	422	3564	5394	4763	640	7259	8261	10700	6535	9332	9132	9132	9132	9132	9132	9132	9132	9132
Current Deposits																		
& Other accounts	3167	6237	9020	30053	27473	20756	34416	27879	22724	29557	37894	27547	29557	37894	27547	29557	37894	27547
Gov. Accounts (1)	3884	5304	3842	7257	5289	6229	53	47	3337	3344	3337	3344	3337	3344	3337	3344	3337	3344
Treasury Bills (2)																		
Bankers' Accounts	2996	6130	1752	2731	4283	4151	47910	34685	3143	1845	7305	5850	1845	7305	5850	1845	7305	5850
Acceptances, etc.	4460	4524	4773	5403	15017	11493	25209	33089	36074	34804	32413	42404	34804	32413	42404	34804	32413	42404
Sundry Accounts (including Profit & Loss Accounts)	4906	3974	3641	7331	10975	13126	17337	16691	12701	15217	14968	15009	15217	14968	15009	15217	14968	15009
Total	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325
Liabilities																		
Investments	19320	32737	75621	105020	189234	184028	191338	164576	153501	160474	180710	169172	160474	180710	169172	160474	180710	169172
Advances	24683	21335	24495	30604	43728	42283	30181	111684	130168	113086	77495	97704	113086	77495	97704	113086	77495	97704
Unliquidated Building, Furniture, etc. (3)	4883	5639	1331	1561	3312	4862	6337	5351	5282	7448	7307	6333	7448	7307	6333	7448	7307	6333
Debit Accounts	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969	969
Bankers' Accounts	13333	13031	22797	41637	41106	33708	31663	31254	29653	34318	16843	13053	34318	16843	13053	34318	16843	13053
Govt. Liability for acceptances etc.	2451	4116	6665	44374	43338	33369	29685	49417	42852	46377	53325	38337	42852	46377	53325	42852	46377	53325
Gold (4)	4460	4524	4773	5406	15017	11493	25209	33089	36074	34804	32413	42404	34804	32413	42404	34804	32413	42404
Cash at Banks																		
and in hand	4167	9700	2433	28764	49156	52519	62645	41340	4703	61381	74383	67343	61381	74383	67343	61381	74383	67343
Ready Accounts	3330	2546	1736	2443	3482	2865	3049	1948	3028	2837	2866	2866	2837	2866	2866	2837	2866	2866
Total	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325	79325

(1) Aggregate of 15 balance sheets of commercial banks including National Bank of Egypt. (2) Including Sudan Government. (3) Special account with National Bank of Egypt (Law No. 119/1942). (4) Holdings of the National Bank of Egypt, Banking Department.

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES IN EGYPT - الرقم القياسي لاسعار الجملة في مصر -
(June-August 1939 = 100) (يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

MONTHS	الغذاء والمنتجات										المنتجات الصناعية										الصورة GENERAL
	CEREALS الحبوب	BATHROOMS المنتجات الصحية	OILS الزيت	MEAT & FISH الحم وسمك	SOFT DRINKS المشروبات الباردة	OTHERS الباقي	TOTAL المجموع	SOFT DRINKS المشروبات الباردة	OTHERS الباقي	PAPER الورق	TEXTILES النسيج	PAINTS الدهان	IRON الحديد	PHENOLICS المنتجات الكيماوية	NON-FERROUS METALS المعادن غير الحديدية	FERROUS METALS المعادن الحديدية	OTHERS الباقي	BEARING METALS المعادن الحاملة	PHENOLICS المنتجات الكيماوية	TOTAL المجموع	
December 1939	113	113	106	133	136	127	104	163	251	221	167	251	14	138	12	182.5	182.5	14	12	182.5	
" 1941	104	162	108	131	135	189	22	214	367	26	27	294	109	205	140	182.5	182.5	109	140	182.5	
" 1942	214	218	268	213	175	318	23	271	474	291	284	408	236	254	140	251.4	251.4	236	140	251.4	
" 1943	211	335	319	281	240	351	35	334	1704	319	329	468	266	311	188	291.7	291.7	266	188	291.7	
" 1944	23	411	385	305	272	401	242	367	1932	495	362	524	300	41	205	330.5	330.5	300	205	330.5	
" 1945	283	424	341	291	241	388	237	378	1721	678	511	591	365	628	301	333.4	333.4	365	301	333.4	
" 1946	268	431	406	308	238	458	24	384	461	571	296	341	277	518	301	316	316	277	301	316	
" 1947	248	384	408	302	241	357	245	381	41	41	239	37	348	34	349	311	311	348	34	311	
" 1948	251	380	368	312	232	378	236	393	41	4	311	37	34	33	29	324.8	324.8	34	29	324.8	
" 1949	238	380	345	315	282	311	27	365	251	547	26	339	338	378	28	360.8	360.8	338	28	360.8	
1950	273	401	39	338	278	411	246	371	449	261	261	469	431	338	34	378.5	378.5	431	34	378.5	
January 1951	271	446	411	347	279	411	289	381	464	289	341	491	44	261	314	314.6	314.6	44	261	314.6	
February	271	455	414	376	271	408	268	388	317	309	360	511	447	245	311	338.7	338.7	447	245	338.7	
March	268	401	426	315	277	384	303	394	721	39	364	511	451	245	311	340.5	340.5	451	245	340.5	
April	264	436	426	308	286	391	307	397	724	39	364	664	465	371	314	359.1	359.1	465	371	359.1	
May	261	421	431	361	289	321	267	392	726	39	361	461	461	364	314	348.9	348.9	461	364	348.9	
June	263	411	436	369	289	362	246	381	741	39	361	471	400	387	314	351.2	351.2	400	387	351.2	
July	271	431	411	368	281	364	239	381	746	396	364	479	458	367	316	353.1	353.1	458	367	353.1	
August	271	426	417	355	281	38	205	310	734	365	364	481	458	367	316	353.1	353.1	458	367	353.1	
Sept.	272	462	421	365	281	383	246	390	737	367	364	471	427	381	314	351.1	351.1	427	381	351.1	
October	275	426	426	367	281	392	207	380	758	40	364	481	441	38	314	351.6	351.6	441	38	351.6	
Nov.	273	457	429	368	317	411	268	401	771	42	364	504	456	317	316	351.7	351.7	456	317	351.7	

الرقم القياسي لأسعار الجملة في مصر

(يوليو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

الرقم القياسي لأسعار الجملة الذي تصدره مصلحة الإحصاء والتعداد يشمل على عدد من اللواد قدره ٨٨ مقسماً إلى ٢٧٨ نوعاً يبيع لها ٥٨٣ سعراً أسبوعياً وتندرج الأسعار القسوية المحسوبة لها في ١٩٢ سعراً فقط تدخل في الحساب النهائي لرقم القياسي . وعنده اللواد تشمل غير الماشاتات الزراعية الأستات المصنوعة والنصف المصنوعة والثامة المصنع ، منها ما هو نتاج محلي ومنها ما هو مستورد من الخارج مما يجعل الرقم أكثر تنوعاً لتسوق المصرية كما أن موادها ٨٨ قد قسمت إلى ١٥ مجموعة تيماً لتلبية تلك اللواد ست منها مواد غذائية والنسخ البالية مواد أساسية أخرى ولتسكن مجموعة منها رقماً القياسي . والتوسط المستخدم هو المتوسط الهندسي للرجوع . وقد روي في تحصيل الأوزان الأهمية النسبية للواد المختلفة في التداول وذلك بإعتناء كل مادة عدداً من الأسعار يتناسب مع أهميتها وعنده الطريقة تعرف بالتثليل غير المباشر .

والرقم القياسي محسوب عن القطر كله حيث أن الأسعار تجمع من المناطق للعتيرة قاعدة لتوزيع اللواد إلى الجهات الأخرى من القطر .

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES IN EGYPT

(June - August 1939 = 100)

The wholesale price index published by the Statistical Department, Ministry of National Economy, covers 88 items subdivided into 278 varieties for which 583 quotations are collected weekly. Monthly prices are averages of the weekly prices.

The number of price quotations per item were determined so as to give the index implicit weighting so that each article is weighted according to its relative importance in the markets. The system of weighting adopted is that of the indirect method, in which the prices of an article are repeated in different stages of its production, and by its grades hence the weekly quotations amount to 583.

The articles selected comprise practically the main staple commodities used in the country, either produced or imported which include raw materials, semi finished and consumers goods.

The items are classified by groups. The classification is in accordance with the nature of the commodities, thus the 88 items are divided into 15 groups, six of which represent foodstuffs, and the remaining nine cover the other principal commodities. Each group has its index in which the items are also indirectly weighted. The weighted geometric average of the relatives is taken for each group by itself.

إحصائيات عن القطن المصري

المساحة المزروعة ، متوسط محصول الفدان
المخزون ، المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN, STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

السنوات (١) YEARS (1)	المساحة المزروعة بالفدان CULTIVATED AREA (FEDDANS 0000)	متوسط محصول الفدان بالبنتار YIELD PER FEDDAN (CANTARS)	المخزون (أول سبتمبر) بالبنتار (٢) STOCK (SEPT. 30) (CANTARS 0000)	المحصول (بالبنتار) CROP (CANTARS 0000)	المستهلك (بالبنتار) CONSUMPTION (2) (CANTARS 0000)	المصادر (بالبنتار) EXPORTS (CANTARS 0000)
1937-1938	1973	5.6	517	11069	511	7319
1938-1939	1724	4.7	1970	6340	570	8484
1939-1940	1615	5.4	1010	8692	633	7364
1940-1941	1685	5.4	1360	9170	733	4718
1941-1942	1644	5.1	5737	1374	813	4609
1942-1943	706	5.9	5678	4333	891	2676
1943-1944	713	5.0	9308	3369	876	3616
1944-1945	833	5.4	8592	4648	1070	4338
1945-1946	982	5.3	8357	5221	1072	4422
1946-1947	1212	5.0	7334	6065	1099	6922
1947-1948	1254	5.1	5370	6370	1182	7708
1948-1949	1441	6.2	3226	8900	1160	8800
1949-1950	1692	5.1	2226	3784	1176	8948
1950-1951	1915	4.2	911	8500	1335	6426
1951-1952	1972	3.9	6748	7654	473 (2)	1022 (2)

(1) Cotton season begins on 1st September and ends on 31st August

(2) Up to the week ending 31st December 1951.

(١) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر
وينتهى في آخر أغسطس
(٢) الزيادة لتأدية الأسبوع المنتهى ٣١
ديسمبر سنة ١٩٥١

الميزان التجاري (١)

BALANCE OF TRADE (1)

(Value in L.E. 000's)

(القيمة بآلاف الجنيهات)

YEARS	الواردات IMPORTS	الصادرات (٢) EXPORTS	الزيادة في الواردات (-) الصادرات (+) EXCESS OF IMPORTS - EXPORTS +	المستويات
1938	36354	30125	- 6229	١٩٣٨
1939	34091	34832	+ 741	١٩٣٩
1940	31378	28320	- 3058	١٩٤٠
1941	30127	37011	- 16884	١٩٤١
1942	35512	19083	- 26427	١٩٤٢
1943	37196	26579	- 10617	١٩٤٣
1944	31107	20501	- 10606	١٩٤٤
1945	66476	45153	- 21323	١٩٤٥
1946	83048	68903	- 14145	١٩٤٦
1947	103454	89683	- 13691	١٩٤٧
1948	172872	142101	- 30771	١٩٤٨
1949	178130	128082	- 49748	١٩٤٩
1950	212682	173428	- 39254	١٩٥٠
1st. quarter	46923	37281	- 9642	الربع الأول من سنة ١٩٤٩
2nd. quarter	42822	35396	- 7426	" الثاني "
3rd. quarter	37959	29439	- 8520	" الثالث "
4th. quarter	56524	42787	- 13737	" الرابع "
1st. quarter	45663	51895	+ 6232	١٩٥٠ " الأول "
2nd. quarter	49096	36567	- 12529	" الثاني "
3rd. quarter	50576	34043	- 16533	" الثالث "
4th. quarter	69347	38201	- 31146	" الرابع "
1st. quarter	54549	81948	+ 27399	١٩٥١ " الأول "
2nd. quarter	68503	42803	- 25700	١٩٥١ " الثاني "
3rd. quarter	77730	24695	- 53035	١٩٥١ " الثالث "

(1) Including gold ingots and coins (specie).

(2) Including produce and manufactures of Egypt and exports of imported merchandise.

(١) الأرقام تشمل السبائك الذهبية والعملة من النقد

(٢) الأرقام تشمل صادرات المنتجات الوطنية والمنتجات المستوردة

حصّة كل منطقة وكل دولة من التحوّل الهامّة في اجمال قيمة صادرات مصر (أ)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF EXPORTS OF EGYPT (B)

	1936		1947		1950		الربع الرابع 4th. quarter 1950		الربع الثالث 3rd. quarter 1951		الربع الثاني 2nd. quarter 1951		الربع الأول 1st. quarter 1951	
	المليون L.E.		المليون L.E.		المليون L.E.		المليون L.E.		المليون L.E.		المليون L.E.		المليون L.E.	
	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Middle East (2) ..	1324	44	5333	31	5620	31	2124	34	1873	19	1519	31	1203	51
Africa	106	4	1446	11	207	2	70	1	673	3	33	1	403	17
Asia	3753	123	30759	295	30304	178	13234	225	10046	196	10325	906	7331	261
Europe	23664	775	84186	678	114556	664	41383	769	53531	645	19447	470	130366	547
The Americas ..	566	33	3980	29	18104	167	734	13	10334	176	2983	70	734	26
Oceania	54	2	61	0	194	3	387	7	138	2	400	11	643	23
Others (3)	215	7	3227	23	2435	14	773	12	285	4	516	13	304	25
TOTAL	30125	1000	138000	1000	175428	1000	57701	1000	81945	1000	41803	1000	24803	10000
Belgium - Luxemb.	501	17	1324	12	1021	11	668	16	631	3	363	0	139	7
France	2467	60	10388	73	14720	64	2725	41	1966	165	2140	70	2760	113
Germany	3389	113	5433	59	4916	31	2467	42	1635	39	1324	22	2740	111
Italy	1813	60	10565	76	14014	83	4909	112	6632	81	1201	31	603	25
Sweden	753	8	2132	16	2313	13	788	12	671	7	428	10	152	6
Switzerland ..	1615	36	3261	24	4382	26	2740	47	671	8	170	4	102	4
United Kingdom	6938	230	28266	172	38301	218	17003	266	24379	297	6310	153	467	35
Japan	1243	61	3216	23	3673	31	4094	71	4391	63	3638	67	3036	148
Union of India ..	1540	81	27617	200	21697	129	6705	114	11106	137	10330	271	2820	115
United States ..	310	24	3734	28	15437	88	429	7	9324	126	2925	70	294	12
Other Countries ..	650	218	46216	304	48834	273	14177	242	13423	164	10155	237	10250	423
TOTAL	30125	1000	138000	1000	175428	1000	57701	1000	81945	1000	41803	1000	24803	10000

(1) Including gold exports and coins exports.

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Pakistan, Transjordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa (3) Bunkers, foreign ships

(4) الشرق الأوسط (5) افريقيا (6) اسيا (7) اوروبا (8) امريكا الشمالية (9) اوقيانوسيا (10) اخر (11) بلجيكا ولوكسمبورج (12) فرنسا (13) ألمانيا (14) إيطاليا (15) السويد (16) سويسرا (17) سويسرا (18) المملكة المتحدة (19) اليابان (20) اتحاد الهند (21) الولايات المتحدة (22) دول اخرى (23) اجملة (24) اجملة (25) اجملة (26) اجملة (27) اجملة (28) اجملة (29) اجملة (30) اجملة (31) اجملة (32) اجملة (33) اجملة (34) اجملة (35) اجملة (36) اجملة (37) اجملة (38) اجملة (39) اجملة (40) اجملة (41) اجملة (42) اجملة (43) اجملة (44) اجملة (45) اجملة (46) اجملة (47) اجملة (48) اجملة (49) اجملة (50) اجملة (51) اجملة (52) اجملة (53) اجملة (54) اجملة (55) اجملة (56) اجملة (57) اجملة (58) اجملة (59) اجملة (60) اجملة (61) اجملة (62) اجملة (63) اجملة (64) اجملة (65) اجملة (66) اجملة (67) اجملة (68) اجملة (69) اجملة (70) اجملة (71) اجملة (72) اجملة (73) اجملة (74) اجملة (75) اجملة (76) اجملة (77) اجملة (78) اجملة (79) اجملة (80) اجملة (81) اجملة (82) اجملة (83) اجملة (84) اجملة (85) اجملة (86) اجملة (87) اجملة (88) اجملة (89) اجملة (90) اجملة (91) اجملة (92) اجملة (93) اجملة (94) اجملة (95) اجملة (96) اجملة (97) اجملة (98) اجملة (99) اجملة (100) اجملة

GOLD AND FOREIGN EXCHANGE (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13)
 Millions of U.S. dollars

END OF PERIOD	EGYPT (1)	IRAQ	IRAN	TURKEY	السعودية العربية	INDIA	INDO-NEESA	PAKISTAN	BELGIUM	في نهاية الفترة	ديسمبر
	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION	CONVERSION		
December 1957	55	-	20	28	189	374	60	-	768	1957	1957
" 1958	85	4.4	20	29	245	374	90	-	784	" 1958	" 1958
" 1945	82	12.4	177	241	914	374	-	-	780	" 1945	" 1945
" 1947	53	3.9	142	170	702	374	181	-	594	" 1947	" 1947
" 1948	53	3.8	140	162	103	355	177	14	604	" 1948	" 1948
" 1949	53	7.9	140	163	170	347	178	27	608	" 1949	" 1949
November 1950	53	6.17	140	162	167	347	183	27	571	November 1950	November 1950
December "	53	25.4	139	162	197	347	203	27	557	December "	December "
January 1951	97	26.3	139	161	301	347	228	27	591	January 1951	January 1951
February "	102	26.7	139	113	295	247	228	27	600	February "	February "
March "	117	26.7	139	113	305	247	228	27	589	March "	March "
April "	117	25.0	131	111	310	247	229	27	600	April "	April "
May "	124	24.0	131	100	310	247	229	27	580	May "	May "
June "	143	24.7	133	97	310	247	229	27	580	June "	June "
July "	174	25.7	135	86	310	247	229	27	575	July "	July "
August "	174	23.2	138	81	310	247	229	27	568	August "	August "
Sept. "	174	14.9	-	-	302	247	229	-	533	Sept. "	Sept. "
October "	-	-	-	153	300	247	229	27	671	October "	October "

(1) Source: reprinted from monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(2) Gross holdings of gold and short-term foreign assets of treasuries, central banks, exchange stabilization funds, and other official institutions unless otherwise stated.

(3) Holdings of the National Bank. The series on gold relate to the holdings of the Lane and Banking Department through 1959, and of the Treasury Department thereafter.

(4) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(5) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(6) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(7) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(8) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(9) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(10) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(11) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(12) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

(13) Source: Quarterly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations Vol. V No. 12 December 1951, pp. 157-159.

GOLD AND FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS

الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة

Millions of U.S. dollars

بملايين الدولارات

END OF PERIOD	فرنسا (1)	إيطاليا	السويد	سويسرا	البنك الدولي International Banking Corporation	الولايات المتحدة United States	كندا	الولايات المتحدة United States	أستراليا	نيوزيلندا	دول آسيا والشرق
	FRANCE	ITALY	SWEDEN	SWITZERLAND	Banking	States	CANADA	States	AUSTRALIA	NEW ZEALAND	ASIA AND PACIFIC
December 1937	2746	2	244	280	4985	1371.0	180	15	374	61	1887
" 1938	118	21	308	71	5098	1710	218	88	14	27	1878
" 1942	1550	34	482	44	2477	5065.5	334	1154	53	205	1916
" 1947	950	58	188	105	2080	2366.5	267	215	88	514	1916
" 1948	548	112	81	84	1837	2498	440	507	88	126	1916
" 1949	503	67	70	65	1680	2463	401	631	88	902	1916
Nov. 1950	523	63	119	1505	—	2315.3	570	1221	18	1270	1916
Dec. 1951	523	619	10	1470	3200	2310	5.0	1166	67	1213	1916
January 1952	501	619	97	103	—	23462	506	1147	49	1276	1916
February 1952	537	544	108	94	—	23302	607	1125	49	1373	1916
March 1952	523	505	114	116	3735	2190	610	1043	91	1404	1916
April 1952	547	496	134	85	—	2109	635	1015	93	1516	1916
May 1952	547	503	129	74	—	2101	654	1043	—	—	1916
June 1952	547	508	129	94	3867	21872	302	1031	—	—	1916
July 1952	547	492	129	108	—	22832	275	1600	—	—	1916
August 1952	547	415	129	88	—	24986	268	683	—	—	1916
Sept. 1952	547	375	129	99	3269	23163	633	908	—	—	1916
October 1952	547	235	134	120	—	22974	—	—	—	—	1916

(1) 1937-1947, holdings of Bank of France, Stabilization Fund and raise centrale, beginning 1948 holdings of Bank of France only.

(2) Gold, U.S. and Canadian dollar holdings.

(3) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(4) Dollar من البنوك 1937 - 1947 عما في حيازة بنك فرنسا وبنية التثبيت والمستحق المركزي - وبمبارا من سنة 1948 عما في حيازة بنك فرنسا فقط . (5) الدولار من الذهب والعملات الأمريكية والدولية . (6) بيان ما في حيازة الخزانة العامة و الذهب الفرنسي تحت تصرف الخزانة المستقلة من رصيد تثبيت الصرف

Country	Exchange Rate	Index	Unit	Year	Country	Exchange Rate	Index	Unit	Year
Czechoslovakia	Koruna	3.450	100	2,000	57.3	2,000	57.3	2,000	57.3
Belgium	Franc	3.375	100	2,332	67.1	2,000	57.3	2,000	59.3
	Official		100	0.4657	11.7				
France	Franc	3.976	100	0.3670	7.7	0.3653	7.1	2,657	7.5
	Free		100						
Western Germany	D.M.	40.14	100	30.00	74.7	23.81	59.3	23.81	59.3
	Official		100	0.1730	3.3	0.1600	3.0	0.1600	3.1
Italy	Lira	5.263	100	0.1545	2.1	0.1480	2.8	0.1544	2.8
	Quirb		100						
Netherlands	Guilder	54.95	100	37.70	82.0	26.37	57.3	26.37	57.3
Sweden	Krona	25.43	100	27.60	109.4	19.32	70.00	19.32	70.00
Switzerland	Official	21.96	100	29.17	101.0	23.12	100.1	23.12	100.1
	Free		100	25.15	109.1				
United Kingdom	Lat.	494.4	100	40	81.5	250	56.1	250	56.1
	Official	8.77	100	5.405	73.0	5.465	72.0	5.405	72.0
Brazil (4)	Cruzire	6.38	100						
	Free		100						
Canada	Dollar	100	100	100	100	100.01	90.97	91.51	93.51
Australia	L.A.	399.1	100	323.4	81.3	224.0	55.5	224.0	55.5
	Free		100						
New Zealand	Lat. N.Z.	398.7	100	403.0	101.3	280.0	70.3	270.0	70.3
	Free		100						

(1) المصدر : مقبلة من « الشهرية الشهرية للإحصاءات ، مكتب الإحصاء الوطني لفرنسا ، العدد 17 شهر ديسمبر 1951 »

(2) البيانات من التقييم العالمية الإحصائية أو الإحصاء الرسمية للدول التي تستخدم سعر صرف ملغمة والفرنسا ، الحجج التقليدية للدول التي تستخدم سعر صرف ملغمة .

(3) الرقم القياسي (1937 = 100) يوضح تغيرات قيمة وحدة العملة المحلية بالنسبة للفرنك الأمريكي .

(4) بيانات الصرف لا تكون ثابتة للفرنسية والفرنسية أو اعتمادا على

(1) Source: Adapted from «Monthly Bulletin of Statistic, Statistical Office of the United Nations Vol. V, No. 6, December 1951 pp. 154-156».

(2) Data represent domestic par value or basic official rates for single rate countries and the domestic selling quotations for all significant rates for countries employing multiple rates of exchange.

(3) Index Number (base 1937 - 100) shows the changes in the value of the unit of national currency in relation to U.S. dollar.

(4) Exchange transactions are subject to taxes and/or subsidies.

مطبوعة من « ملخص احصاءات تجارة العالم » مكتب الاحصاء التابع لهيئة الامم المتحدة
مجموعة د العدد السادس يوليو ١٩٥١ الصفحات ٤ - ٩

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك القطع في جميع أشكالها ما عدا البضائع
الشعبية والمنتجات والورق الصنفرة

(٢) العملات محولة الى دولارات أمريكية على أساس أسعار التبادل الثابتة التي يتبعها
صندوق النقد الدولي

(٣) قيمة الواردات (مجموع) أي قيمة البضائع من الاموال مضافاً اليها تكاليف النقل
والضمان ، وقيمة الصادرات (نوب) أي قيمة البضاعة خالصة لسائر تكاليفها أو لشدة
الهدية أو حرية النقل .

(٤) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافاً اليها الواردات
التي تشمل مخازن الاستيعاب وسائر المنتجات الاعلى مضافاً اليها كل ما يعاد تصديره
خاصي : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافاً اليها الواردات التي تخرج من مخازن
الاستيعاب ، وسائر المنتجات الاعلى مضافاً اليها فقط كل ما يعاد تصديره بعد صفة
بالصفة الاعلى

تصنف خاصي : يقصد به الواردات العامة بعد استيعاب كل ما يعاد تصديره وسائر
المنتجات الاعلى (أو الصادرات العامة بعد استيعاب كل ما يعاد تصديره)

(٥) لا تشمل التجارة مع السودان (٦) لا تشمل القطع (٧) الواردات التي اثرتها
على أساس القيمة (لغوب) مثلت بعلها على أساس القيمة (سبك) وذلك باضافة ١٠٪
على القيمة الاولى (٨) تشمل الذهب (٩) تشمل مؤسسه الآلاته والتمير الذاتية لهيئة الامم
المتحدة (١٠) تضمن المساعدة الاحثية (١١) تشمل نيرونديلايه اعتباراً من اول أبريل ١٩٤٩
(١٢) الارقام لا تشمل تجارة الباكستان الخارجية ابتداء من أغسطس ١٩٤٧ - كما أنها
لا تشمل التجارة بين الهند والباكستان قبل اول مارس ١٩٤٨ (١٣) تشمل التجارة بين اليابان
وكوريا وفورموزا

Source: Adapted from «Summary of World Trade Statistics, Statistical
Office of the United Nations Series D, No. 6, July 1951 pp. 4 to 9

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in
all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates
supplied by the International monetary fund.

(3) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(4) G: General trade, i.e., imports directly for consumption plus im-
ports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports
ex-warehouse: exports of national produce plus nationalized re-exports only.

Ss: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all
re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-
exports).

(5) Excluding trade with the Sudan. (6) Excluding silver. (7) Imports
reported f.o.b. adjusted to arbitrary c.i.f. (f.o.b. plus 10 per cent). (8)
Including gold. (9) Including UNHRA. (10) Including foreign aid. (11) In-
cluding Newfoundland from April 1943. (12) Excludes direct foreign trade of
Pakistan from August 1947. Trade between India and Pakistan excluded
prior to 1 March 1948. (13) Including trade between Japan, Korea and
Formosa.

مطلبة من «مجلس احصاءات تجارة العالم» مكتب الاحصاء التابع لهيئة الامم المتحدة
بحرمة 2 العدد السادس يوليو 1951 الصفحات 1 - 6

(1) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك الذهب في جميع أشكالها ما عدا السبائك
الذهبية والصلب وأوراق العملة الصعبة

(2) العملات محولة الى دولارات أمريكية على أساس أسعار التبادل الجارية التي يحددها
مستورق البنك الدولي

(3) قيمة الواردات (سيف) أي قيمة البضائع التي يرسلها بلدانها المانحة للبلدان المستلمة
والعكس، وقيمة الصادرات (عرب) أي قيمة البضائع خالصة المصاريف للباخرة أو للسكة
الحديدية أو لخدمة النقل -

(4) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات
التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الإعلية مضافا إليها كل ما يصاد تصديره
خاصا : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تخرج من مخازن
الاستيداع، وصادرات المنتجات الإعلية مضافا إليها فقط كل ما يصاد تصديره بعد عبوره
بالصيغة الإعلية

تصفا خاصا : يقصد به الواردات العامة بعد استبعاد كل ما يصاد تصديره وصادرات
المنتجات الإعلية (أو الصادرات العامة بعد استبعاد كل ما يصاد تصديره)

(5) لا تشمل التجارة مع السودان (6) لا تشمل النفط (7) الواردات التي أتت منها
على أساس القيمة (عربية) عدلت بجعلها على أساس القيمة (سيف) وذلك بإضافة 10%
على القيمة (الأول) (8) تشمل الذهب (9) تشمل مؤسسه الأمانة والتسويق التابعة لهيئة الأمم
للتنمية (10) تشمل المنتجات الإعلية (11) تشمل نيوزيلاند اعتبارا من أول أبريل 1949
(12) الإرقام لا تشمل تجارة باكستان الحاربية ابتداء من أغسطس 1947 - كما أنها
لا تشمل التجارة بين الهند وباكستان قبل أول مارس 1948 (13) تشمل التجارة بين اليابان
وكوريا وتايوان

Source: Adapted from «Summary of World Trade Statistics, Statistical
Office of the United Nations Series D, No. 6, July 1951 pp. 4 to 9

- (1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.
- (2) Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International Monetary Fund.
- (3) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.
- (4) G: General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.
S: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse: exports of national produce plus nationalised re-exports only.
Si: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).
- (5) Excluding trade with the Sudan. (6) Excluding silver. (7) Imports reported f.o.b., adjusted to arbitrary c.i.f. (f.o.b. plus 10 per cent). (8) Including gold. (9) Including UNRRA. (10) Including foreign aid. (11) Including Newfoundland from April 1942. (12) Excludes direct foreign trade of Pakistan from August 1947. Trade between India and Pakistan excluded prior to 1 March 1948. (13) Including trade between Japan, Korea and Formosa.

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING (1) (2)

BASE YEAR SHOWN IN ITALICS>

	BASE YEAR SHOWN IN ITALICS															
	EGYPT (3)	CHINA (3)	LEBANON (3)	IRAN (3)	TURKEY (3)	TUNISIA (3)	AFRICA (3) OR ASIA (3)	FRANCE (3)	WESTERN GERMANY (3)	ITALY (3)	SWITZERLAND (3)	NETHERLANDS United Kingdom (3)	INDIA (100) (3)	INDONESIA (11)	CANADA (3)	UNITED STATES (1926)
1927	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1928	114	100	100	100	100	104	104	100	100	100	100	100	100	100	101	95
1929	121	101	100	100	100	104	104	125	100	100	100	100	100	100	100	97
1941	184	128	152	132	152	111	127	133	117	117	117	117	117	110	100	100
1943	242	—	—	141	147	126	147	289	—	147	147	218	—	117	120	100
1945	263	—	—	179	147	137	153	426	—	153	153	222	—	118	125	100
1947	279	534	107	179	144	145	159	1207	—	4575	159	263	2353	134	135	100
1948	281	673	407	175	144	145	1924	161	4844	164	174	286	1310	153	165	100
1949	278	540	461	145	144	151	2099	160	4920	162	174	290	1285	159	165	100
1950	307	410	447	145	144	161	2450	150	4907	162	187	264	1541	169	171	100
Nov.	307	507	447	145	144	161	2450	151	5009	161	187	264	1541	169	174	100
Dec.	312	514	461	145	144	161	2450	154	5060	163	181	260	1541	170	171	100
January	315	511	464	145	144	161	2450	156	5171	163	190	263	1541	173	176	100
February	316	503	473	145	144	161	2450	161	5199	163	193	263	1541	178	180	100
March	314	499	469	145	144	161	2450	163	5317	165	195	263	1541	180	180	100
April	318	501	464	145	144	161	2450	165	5323	167	201	263	1541	180	181	100
May	318	518	481	145	144	161	2450	167	5304	167	201	263	1541	182	183	100
June	318	514	481	145	144	161	2450	167	5302	168	201	263	1541	186	183	100
July	310	521	481	145	144	161	2450	166	5373	168	201	263	1541	187	183	100
August	321	525	481	145	144	161	2450	165	5373	169	201	263	1541	187	183	100
Sept.	322	542	481	145	144	161	2450	165	5373	169	201	263	1541	188	183	100
October	322	542	481	145	144	161	2450	168	5373	171	201	263	1541	188	183	100

(1) Source: reproduced from monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations, Vol. V, No. 12, December 1951 pp. 164-173. (2) 1937-1949 yearly averages, beginning 1950 monthly figures. (3) Cairo base: June-August 1929 = 100. (4) Baghdad. (5) Beirut. (6) base: June-August 1929 = 100. (6) Istanbul. (7) Cost of food, fuel, and soap in Tunis. (8) European only. (9) Cost of food in Paris (10) Bombay. (11) Free market in Djakarta. Base: July 1929 = 100.

نوفمبر
 ديسمبر
 يناير
 فبراير
 مارس
 أبريل
 مايو
 يونيو
 يوليو
 أغسطس
 سبتمبر
 أكتوبر

(1) المصدر: نقل من «الشرة الشهرية للاقتصاد» مكتب الإحصاءات الاقتصادية لليبيا (المجلد 5)، العدد 12، ديسمبر 1951، ص 164-173. (2) 1937-1949 سنوية، ابتداء من 1950 شهرياً. (3) القاهرة: يونيو-أغسطس 1929 = 100. (4) بغداد. (5) بيروت. (6) قاعدة: يونيو-أغسطس 1929 = 100. (6) إسطنبول. (7) تكلفة الغذاء، الوقود، والصابون في تونس. (8) أوروبا فقط. (9) فقط في باريس. (10) بمباي. (11) سوق الحرة في جاكرتا. قاعدة: يوليو 1929 = 100.

الرقم القياسي لنفقة المعيشة في مصر

(يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

الرقم القياسي لنفقة المعيشة الذي تصدره مصلحة الإحصاء والتعداد يعتمد في حياجه عن أساس يحد الضروريات المالية بالنسبة لعائلات موطنى الحكومة من الطبقة المتوسطة والدرجة الأخيرة التي يتراوح دخلها ما بين ١٢-١٠ جنيهًا شهريًا والتي يتألف عند التعداد من ١٠٣ أشخاص تعادل ٥ أفراد ذكور بالغين من حيث الاستهلاك .

والاسم الضروريات الرئيسية والنسب الكمية للوزن المفترضة تقسم عليها هو كما يلي :

حواء الغذاء والودود والصابون ٤٥ والسكن ١٦ وأيدي الأتقال ٣ والضروريات الشترية ٨، والملابس ١٦، والضروريات المدرسية ٥، والصاريف الأخرى ٢

حساب الأرقام ١ في القسم الأول تماشى بالوزن الغذائية والودود والصابون اشتملت جنلة الضروريات للدرجة الرئيسية التي تدخل في استهلاك العائلة وتعددة بواسطة الكليات القدرية لاستهلاك العائلة ونسبت الى فترة الأساس .

وبالنسبة للملابس فقد اشتمل على ٢٢ سنة لتعكس الإحصاء المتعددة للاستعمال والشرط القياسي للاستعداد النسبية لهذه الاستناف يوضح نسبة الزيادة في أسعار الملابس .

والد روجيت الدقة الزائدة في اختيار الاستناف سواء في الزاد الغذائية أو في الملابس وذلك لضمان وجود وحدة المقائل بلوك السنة وحتى لا تتأثر بالتواسم أو بتطور أو انخفاء بعض الاستناف كما روعي أيضا في اختيار هذه الاستناف أن تكون هي السائدة طول العام .

والد روعي في الإيجاد أن يدخل الثرائف البسائفة والصناعة - أما للضروريات الشترية والضروريات الأخرى فقد روعي فيها أن تتشبي مع الاستنام الأخرى زيادة أو نقصا .

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING IN EGYPT

(June - August 1939 = 100)

The cost of living index number published by the Statistical Department, Ministry of National Economy, is based on the principle of the family budget of expenditure. The families taken into account are those of the lower middle class with a monthly income of L.E. 12-10 and with 5.3 members on average (or 5 consumption units).

Main expenditure groups and the weight given to each group (in percentage) are :

Food, fuel and soap 45, Rent (including direct and general taxes on the permits) 16, Fares 3, Petty expenses 5.2, Clothing 16.7, School fees 6.5 and Sundry expenses 7.

Computation : in the group of food, fuel and soap, the aggregate expenditure of the principal articles of consumption weighted by the quantities necessary for the monthly consumption of the commodities therein of the said family is taken and related to that of the base period. For clothing the arithmetic mean of price relatives is used.

The choice of commodities in the foodstuffs and clothing groups has been made so as to ensure uniformity all the year round, in order that the index may not be affected by the seasonal appearance or disappearance of certain items.

ESTIMATES OF TOTAL POPULATION (1) (2) (3)

عدد السكان بالتقديري (١) (٢) (٣)

(Thousands)

(ملايين)

Area	1937	1938	1940	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Europe (A), (26)	1600	1600	1660	1732	1744	1816	1835	1917	1952	2042	2049	2049
Ireland	—	—	—	379	390	400	411	422	433	444	455	466
Cyprus	37	37	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49
Turkey (8)	1082	1159	1233	1307	1381	1455	1529	1603	1677	1751	1825	1900
S. Rhodesia (6)	129	138	143	152	157	163	169	175	181	187	193	199
Tanganyika (7) (24)	510	522	536	551	565	579	593	607	621	635	649	663
Union of South Africa (8)	970	980	1035	1079	1090	1104	1120	1136	1152	1168	1184	1200
China	45040	—	45310	45494	45678	45862	46046	46230	46414	46598	46782	46966
India (9), (27)	37034	37400	38044	39063	39301	39541	39781	40021	40261	40501	40741	40981
Indonesia	6798	6820	7047	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Japan (10), (28)	7030	7030	7150	7340	7380	7420	7460	7500	7540	7580	7620	7660
Philippines (11)	1944	1954	1964	1974	1984	1994	2004	2014	2024	2034	2044	2054
Belgium (12), (28)	534	534	534	534	534	534	534	534	534	534	534	534
France (13)	4120	4110	4100	4090	4080	4070	4060	4050	4040	4030	4020	4010
Germany (14), (28), (29)	6783	6824	7013	7045	7076	—	—	6607	4534	4534	4534	4534
Greece (20) (15)	607	700	720	738	757	775	793	811	829	847	865	883
Italy (16), (20)	4237	4250	4263	4276	4289	4302	4315	4328	4341	4354	4367	4380
Spain (17)	2504	2527	2550	2573	2596	2619	2642	2665	2688	2711	2734	2757
Sweden (18), (20)	627	627	627	627	627	627	627	627	627	627	627	627
Switzerland (1), (28)	410	410	410	410	410	410	410	410	410	410	410	410
U. Kingdom (21)	4728	4740	4752	4764	4776	4788	4800	4812	4824	4836	4848	4860
Canada (22)	1500	1515	1530	1545	1560	1575	1590	1605	1620	1635	1650	1665
United States (23)	12882	12925	12970	13015	13060	13105	13150	13195	13240	13285	13330	13375
Brazil (22)	3800	3947	4111	4281	4451	4621	4791	4961	5131	5301	5471	5641
Mexico (22)	1577	1607	1637	1667	1697	1727	1757	1787	1817	1847	1877	1907
Australia (24)	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
New Zealand	157	160	163	166	169	172	175	178	181	184	187	190

See explanatory note on the following page

رابع المرح على الصفحة التالية

(١) المصدر : تلالا عن « الترقية الشهرية للإحصاءات مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » المجلد الخامس العدد ١٢ لشهر ديسمبر سنة ١٩٥١ الصفحات رقم ٦ الى ٦
 (٢) عدد السكان التقديري في منتصف السنة

(٣) الأرقام التقديرية لعدد السكان معدلة بحيث تشمل القوات المسلحة الموجودة خارج حدود النظر ولا تتضمن القوات المسلحة الأجنبية الموجودة داخل حدود النظر مالم يذكر ما يضاف ذلك - كما أن التقديرات تشمل السكان الأصليين وأهل البادية والأفراد غير المؤهلين لأن يلحقهم الامتياز وكذا اللاجئين - والتقدير يشمل مساحة الكلية للمنطقة مالم يذكر ما يضاف ذلك

تاريخ أحدث تعداد لسكان والأرقام الإجمالية (والأرقام) لكل دولة على الوجه الآتي :

التاريخ	عدد السكان	التاريخ	عدد السكان
٢٠٦٢٥	١٦٥٠ أكتوبر (٥)	١٦٠٨٨	١٦١٧ مارس (٤)
٧٤٧٨	١٦١٨ فبراير (٧)	١٨٧٦	١٦١٨ ديسمبر (٦)
٣١٨٨٨٨	١٦٤١ مارس (٦)	١٦١١٨	١٦٤٦ مايو (٨)
١٧٦٣١	١٦٤٨ أكتوبر (١١)	٨٦١٦٦	١٦٥٠ أول أكتوبر (١٠)
٤٠٥٠٠	١٦٤٦ مارس (١٢)	٨٠٦٢	١٦٥٠ ديسمبر (١٣)
٧٣٤٥	١٦٤٠ أكتوبر (١٤)	٦٥١٥٢	١٦٤٦ أكتوبر (١٤)
٢٥٨٧٨	١٦٤٠ ديسمبر (١٧)	١٤٤٤٥	١٦٣٦ أبريل (١٦)
٤٧٠٠	١٦٤٠ ديسمبر (١٦)	٦٧٧٤	١٦٤٥ ديسمبر (١٥)
١٥٠٦٧٧	١٦٤٠ أبريل (٢١)	١٦٥٠٧	١٦٤١ يونيو (٢٠)
٢٤٣٤٨	١٦٤٠ يونيو (٢٢)	٢٦٤٤٥	١٦٥٠ يوليو (٢٣)
١٧٠٢	١٦٤٥ سبتمبر (٢٥)	٧٥٧٦	١٦٤٧ يونيو (٢٤)

(٤) أجريت التقديرات باستفراخ متوسط عدد السكان في أول وأخر السنة (٢٧) الأرقام من السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٤٦ عن الهند بأكملها قبل التقسيم - وابتداء من سنة ١٩٤٧ به التقسيم - عدد السكان التقديري لباكستان في منتصف سنة ١٩٤٦ يبلغ ٧١,٤٢٦,٨١٢ (٢٨) عدد السكان التقديري للجزء الآرية في أول أكتوبر من كل عام (٢٦) السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٤٦ حسب التقسيم ١٩٣٧ - أما تعداد سنة ١٩٤٦ فهو عن أربعة مناطق تشمل برلين (٢) تعداد المناطق الثلاثة في سنة ١٩٣٦ يبلغ ٥٠,٦٦٠,٦٠٠ (٢٩) وابتداء من سنة ١٩٤٧ الأرقام من غرب ألمانيا فقط (٣٠) الأرقام تشمل جزر الهندوكيانيز ابتداء من سنة ١٩٤٨ (٣١) الأرقام عن السنوات ١٩٣٧ إلى ١٩٣٩ لا تشمل القوات المسلحة وكذا رجال البحري التجارية الموجودين عبر البحار (٣٢) تشمل الأرقام نيونولاند ابتداء من سنة ١٩٤٨

(1) Source: reproduced from «Monthly Bulletin of Statistics, Statistical office of the United Nations, Vol. V No. 12, December 1951, pp. 6 to 8.
 (2) Mid year present in area population.

(3) The figures represent, unless otherwise indicated, estimates of the total population present in the area, modified to include armed forces stationed outside the country, and to exclude armed forces of alien powers present in the country. Thus, aborigines and nomadic peoples, displaced persons and refugees are included in the estimates. Except where otherwise indicated the estimates refer to total present territory of the country.

Date of the latest available census and the total figures (in thousands) for every country are as follows:-

(4) 26-27 March 1947	19038	(5) 22 October 1930	25535
(6) 31 December 1948	1575	(7) 25 February 1948	7478
(8) 7 May 1949	11411	(9) 1st March 1941	312378
(10) 1st October 1939	83191	(11) 1st October 1948	19331
(12) 31 December 1930	8032	(13) 10 March 1946	40509
(14) 29 October 1940	65151	(15) 10 October 1940	7343
(16) 21 April 1936	42443	(17) 31 December 1949	23338
(18) 31 December 1945	6674	(19) 1st December 1930	4700
(20) 1st June 1941	11597	(21) 1st April 1930	150697
(22) 1st July 1939	52443	(23) 8 June 1939	25368
(24) 30 June 1947	7339	(25) 25 September 1943	1703

(26) Estimates obtained by averaging population at beginning and end of each year (27) 1937-1946, total territory pre-partition India; beginning 1937 post partition India, 1949 mid-year estimates for Pakistan is 34,428,942.

(28) 1 October estimate for the four principal islands (29) 1937-1943, territory of 1937; 1946 population enumerated in four zones including Berlin (1939 enumerated for corresponding area was 3800 699); beginning 1947, Western Germany only. (30) Beginning 1948 including Dodecanese. (31) 1937-1939 excluding armed forces overseas and merchant seamen at sea. (32) Beginning 1949, including Newfoundland.

